

UNIVERSITÉ DE CAEN — FACULTÉ DE DROIT

LA
RÉINTÉGRANDE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue

le Vendredi 28 Juillet 1899, à 3 heures

PAR

Charles DOUARD

AVOCAT

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, rue Soufflot, et rue Toullier, 13

1899



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE
POUR LE
DOCTORAT

UNIVERSITÉ DE CAEN

FACULTÉ DE DROIT

Année scolaire 1898-1899

DOYEN :

M. EDMOND VILLEY (*, I. 1/2), correspondant de l'Institut, membre du Conseil supérieur de l'Instruction publique.

PROFESSEURS :

MM. TOUTAIN (*, I. 1/2), professeur de *Droit administratif*.

DANJON (I. 1/2), professeur de *Droit commercial* et de *Droit maritime*.

EDMOND VILLEY (*, I. 1/2), professeur d'*Économie politique*, chargé du cours de *Droit constitutionnel comparé*.

LAISNÉ DES HAYES (☉, A. 1/2), professeur de *Droit romain*, chargé d'un cours de *Code civil*.

GUILLOUARD (*, I. 1/2, C. 1/2), professeur de *Code civil*.

LEBRET (I. 1/2), professeur de *Code civil* (député du Calvados), ancien Garde des Sceaux, Ministre de la Justice).

CABOUAT (I. 1/2), professeur de *Droit international public et privé*, et de *Législation industrielle*.

MARIE (I. 1/2), assesseur du doyen, professeur de *Droit criminel*, et chargé du cours sur la *Coutume de Normandie*.

AMBROISE COLIN (I. 1/2), professeur de *Code civil*, et chargé du cours d'*Histoire du Droit français*.

BIVILLE (A. 1/2), professeur de *Procédure civile*, et chargé du cours d'*Histoire générale du Droit français*.

AGRÉGÉS :

MM. DEBRAY, chargé d'un cours de *Droit romain* (en congé).

RENÉ WORMS (A. 1/2), chargé des cours d'*Histoire des Doctrines économiques* et d'*Économie politique*.

LE FUR, chargé des cours d'*Histoire du Droit public français* et d'*Éléments du Droit constitutionnel*.

ASTOUL, chargé d'un cours de *Droit romain*, et du cours de *Pandectes*.

CHARGÉ DE COURS :

SUMIEN, chargé d'un cours de *Droit romain* et du cours de *Droit civil approfondi et comparé*.

SECRÉTAIRE :

M. GILLET (I. 1/2), secrétaire de l'Université de Caen.

UNIVERSITÉ DE CAEN — FACULTÉ DE DROIT

LA
RÉINTÉGRANDE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le Vendredi 28 Juillet 1899, à 3 heures

PAR



Charles DOUARD

AVOCAT

Président : M. BIVILLE, professeur.

*Suffragants : { MM. TOUTAIN, professeur.
ASTOUL, agrégé.*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, rue Soufflot, et rue Toullier, 13

1899

MEIS ET AMICIS

BIBLIOGRAPHIE

- Accarias.** — Précis de droit romain. Paris, 1886. 2 vol. in-8.
- Alauzet.** — Histoire de la possession et des actions possessoires en droit français. Paris, 1849, 1 vol. in-8.
- Anciens usages d'Anjou.** — Edit. Marnier. Paris, 1833. 4 vol. in-8.
- Archambault et Senly.** — Dictionnaire pratique des actions possessoires et du bornage. 2 vol. in-f°. Paris, 1890.
- Argou.** — Institution du droit Français. (11^e édit.). Paris, 1787.
- Assises de Jérusalem.** — Edit. Beugnot, 1841-1843. 2 vol. in-f°.
- Aubry et Rau.** — Cours de droit civil français. (4^e édit.). 8 vol. Paris, 1869-1878.
- Baluze.** — *Capitularia regum francorum*. Paris, 1780. 2 vol. in-f°.
- Barbier.** — De la publicienne et des actions possessoires. Paris, 1855 (thèse). 1 vol. in-8.
- Beauchet.** — Histoire du droit privé de la république athénienne. Paris, 1897. 4 vol. in-4.
- Beaumanoir.** — Coutumes de Beauvoisis. Edit. Beugnot. Paris, 1842. 2 vol. in-8.
- Belime.** — Traité du droit de possession et des actions possessoires. Paris, 1842. 1 vol. in-8.
- Benech.** — Traité des justices de paix et des tribunaux civils de première instance. Paris, 1838. 1 vol. in-8.
- Bioche.** — Traité des actions possessoires. Paris, 1865. 1 vol. in-8.
- Dictionnaire des juges de paix et de police. Paris, 1851. Tome 1^{er}.

- Boitard, Colmet Daage et Glasson.** — Leçons de procédure civile. 14^e édit. Paris, 1885. 2 vol. in-8.
- Bourbeau.** — Théorie de la procédure civile. De la justice de paix. Paris et Poitiers. 1863.
- Bourcart.** — Des interdits *uti possidetis* et *utrubi* en droit romain et des actions possessoires en droit français (thèse). Paris, 1880. 1 vol. in-8.
- Boutillier.** — Somme rurale. Ed. Charondas le Caron. Lyon, 1621. 1 vol. in-8.
- Bruns.** — *Das Recht des Besitzes im Mittelalter und in der Gegenwart.* Tubingue, 1848. 1 vol. in-8.
- Bugnyon.** — *Tractatus legum abrogatarum.* 3^e édition. Bruxelles, 1721.
- Carré.** — Compétence judiciaire des juges de paix en matière civile et pénale. Paris, 1876. 2 vol. in-8.
- Carré et Chauveau.** — Lois de la procédure civile et administrative. 4^e édit. Paris, 1862-1873. 11 vol. in-8.
- Carou.** — Traité théorique et pratique des actions possessoires. 3^e édit. Paris. 1857. 1 vol. in-8.
- Chabrol.** — Coutume d'Auvergne. Riom, 1784-1786, 4 vol. in-4.
- Champeaux.** — Essai sur la *Vestitura* ou saisine et introduction des actions possessoires dans l'ancien droit français (thèse). Paris, 1898. 1 vol. in-8.
- Charte de Bressieux.** — Dans la Nouvelle Revue Historique, 1895, p. 303 et ss.
- Charondas.** — Pandectes ou Digestes du droit français. Paris, 1637. Notes sur Boutillier, Somme rurale, édit. de 1641.
- Cicéron.** — *Pro Cæcina.*
- Codice civile del Regno d'Italia.** — Torino, 1865, 1 vol. in-8.
- Code de procédure civile du canton de Genève.** — Collection des lois des états modernes, par Taillandier. Rennes et Paris, 1837.
- Codes néerlandais.** — Traduits par Tripels. Maestricht, 1886, 1 vol. in-8.

- Coutumier de France (le Grand).** — Edit. de Laboulaye et Daresté. Paris, 1868, in-8.
- Coutumier de Normandie (le très ancien).** — Edition Tardif. Rouen, 1881, in-8.
- Coutumier d'Artois.** — Edit. Tardif. Paris, 1883, in-8.
- Corpus juris Canonici.** — Paris, 1618, in-fº.
- Corpus juris Civilis.** — *Academicum Parisiense*, 2^e édit., Paris, 1881.
- Crémieu.** — Théorie des actions possessoires en droit romain et en droit français, 1846, in-8.
- Cujas.** — OEuvres. Paris, 1637, 7 vol, in-fº.
- Curasson.** — Traité de la compétence des juges de paix. 4^e édit., revue par MM. Poux-Sagier et Pialat, 1879, t. II, 2 vol. in-8.
- Cuq.** — Recherches sur la possession à Rome sous la république et aux premiers siècles de l'empire, Nouvelle Revue Historique de droit français et étranger, 1894.
- Institutions juridiques des romains. Paris, 1891. 1 vol. in-8.
- Dalloz.** — Jurisprudence générale.
- Daresté.** — Plaidoyers civils de Démosthènes. Paris, 1893, 2 vol. in-8.
- Denisart.** — Collection de décisions de la jurisprudence actuelle. Paris 1771, 4 vol. in-4.
- Dougados.** — De l'interdit *uti possidetis* en droit romain et de l'action possessoire en complainte en droit français (thèse), Toulouse, 1884, 1 vol. in-8.
- Duffau-Lagarosse.** — De la valeur juridique dans le droit français moderne de la distinction traditionnelle des actions possessoires (thèse). Bordeaux, 1897, 1 vol. in-8.
- Duplessis.** — Traités sur la coutume de Paris, 5^e édit. avec notes de MM. Berroyer et de Laurière. Paris, 1744, 2 vol. in-fº.
- Duranton.** — Cours de droit français, t. IV.
- Esméin.** — Cours élémentaire d'histoire du droit français. Paris, 1892, 1 vol. in 8.
- Théories sur la possession en Allemagne. N. R. H., 1877, p. 489.

- Esquirou de Pariou.** — Etudes historiques et critiques sur les actions possessoires. Paris, 1850. In-8.
- Etablissements de Saint Louis.** — Edit. Viollet. Paris, 1881-1886. 4 vol. In-8.
- Faber (Johannes).** — *Codex fabrianus*. Genève. 1640. In-f^o.
- Fenet.** — Recueil complet des travaux préparatoires du Code civil. Paris, 1836. 15 vol. In-8.
- Ferrière.** — Corps et compilation de tous les commentateurs de la Coutume de Paris. 2^e édit. 4 vol. Paris, 1714.
- Fournier (Paul).** — Les officialités au Moyen-Age. Paris, 1880. 1 vol. In-8.
- Garsonnet.** — Histoires des locations perpétuelles. Paris, 1879. 1 vol. In-8.
- Girard.** — Manuel élémentaire de droit romain. Paris. 4 vol. In-8.
- Giraud.** — Essai sur l'histoire du droit français au Moyen-Age. Paris. 1846. 2 vol. In-8.
- Glasson.** — De la possession et des actions possessoires au Moyen-Age. — Nouvelle Revue historique de droit français et étranger, t. XIV, 1890, p. 588 et ss., 683 et ss. Reproduit en majeure partie dans le tome VII de l'Histoire du droit et des institutions de la France.
- Histoire du droit et des institutions de la France. Paris, 1887-1896. 7 vol. In-8. T. III, p. 140 et ss., et T. VII, p. 272 et ss.
- Les sources de la procédure française. Nouvelle revue historique. Année 1881, p. 421 et ss.
- Etude sur la clameur de Haro. Nouvelle revue historique. Juillet et Août 1882. n^o 4, p. 400.
- Guizot.** — Histoire de la civilisation en France depuis la chute de l'Empire romain. 11^e édition. Paris, 1869, 4 vol. in-8.
- Henrion de Pansey.** — De la compétence des juges de paix. Paris, 1839, in-8.
- Ibelin (Jean d').** — Le livre des Assises et bons usages du royaume de Jérusalem, dans les Assises de Jérusalem, édit. Beugnot (1841-1843), 2 vol. in-f^o.
- Ihering.** — Fondement des interdits possessoires trad. Meulenaere.

- Esprit du droit romain, trad. Meulenaere. Paris, 1880, 4 vol. in-8.
- Imbert.** — Pratique judiciaire tant civile que criminelle, édit. Guenois. Genève, 1641, in-4.
- Isambert.** — Recueil général des anciennes lois françaises, 29 vol. Paris-Strasbourg, 1843.
- Jousse.** — Recueil chronologique des ordonnances depuis 1453 à 1686. Paris, 1757. 3 vol. in-8.
- Klimrath.** — Etude historique sur la saisine d'après les coutumiers du moyen-âge. Dans les travaux sur l'histoire du droit français. Paris, 1843, in-8, tome II.
- Laferrière.** — Histoire du droit civil de Rome et du droit français. 1847-1858. 6 vol. in-8.
- Laurière (Eusèbe de).** — Glossaire du droit français. Paris, 1704. 2 vol. in-4^o.
- Lex Salica.** — Edit. Pardessus. Paris, 1843. In-4^o.
- Lex Burgundiorum.** — Edit. Binding. Berne, 1880. 1 vol. in-8.
- Livre de Jostice et de Plet.** — Edit. Rapetti, 1850, in-4^o.
- Livre des droits et commandements d'office de justice.** — Edit. Beauteemps-Beaupré. Paris, 1865. 2 vol. in-8.
- Loysel.** — Institutes coutumières. Edit. Dupin et Laboulaye. Paris, 1846. 2 vol. in-12.
- Locré.** — Législation civile, commerciale et criminelle de la France. Paris. 1827-1832. 3 vol.
- Luchaire.** — Histoire des institutions monarchiques de la France sous les premiers Capétiens (987-1186). 2^{me} édition. Paris, 1891. 2 vol. in-8.
- Machelard.** — Théorie générale des interdits en droit romain. Paris, 1864. 1 vol. in-8.
- Merlin.** — Répertoire de jurisprudence. Bruxelles, 1825. 36 vol. in-8.
- Molitor.** — La possession, la revendication, etc. 2^{me} édit. Paris, 1868. 1 vol. in-8.
- Niebuhr.** — Histoire romaine. Paris, 1830-1840. 7 vol. in-8.
- Nouveau Commentaire sur la coutume de Paris par Claude de Ferrières.** — Nouvelle édition revue, corrigée et augmentée, par Sauvan d'Araman, t. I. Paris, 1762.

- Olim ou Registres des arrêts rendus par la cour du Roi.** — Edit. Beugnot. Paris, 1839-48. 3 vol. in-4o.
- Papon.** — Deuxième notaire. Lyon 1580. 4 vol. in-f^o.
- Perrot.** — Essais sur le droit public et privé de la République athénienne. Paris, 1867, 1 vol. in-8.
- Petit.** — Traité élémentaire de droit romain. Paris, 1898.
- Poulain Duparc.** — Principes du droit français. 12 vol. in-8. Rennes 1770.
- Pothier.** — Traités de la possession et de la prescription. Paris, 1775, 2 vol. in-8.
- Proudhon.** — Traités des droits d'usufruit d'usage et d'habitation. Dijon 1823-1827, 9 vol. in-8.
- Proudhon.** — Traité du domaine de propriété. 3 vol. in-8. Paris, 1839.
- Rauter.** — Cours de procédure civile française. Paris et Strasbourg, 1834.
- Recueil générale des anciennes lois française.** — Depuis l'an 420 jusqu'à l'ordonnance de 1789 par MM. Isembert, Decrusy et Taillandier. Tome XVIII, p. 133, 29 vol. in-8. Paris, 1829.
- Rochet Alfred.** — Des interdits possessoires en droit romain. — Des actions possessoires en droit français (thèse). Paris, 1874, 1 vol. in-8.
- Rodier.** — Questions sur l'ordonnance de Louis XIV du mois d'avril 1667. Paris 1769. 1 vol. in-4.
- Rodière.** — Cours de compétence et de procédure en matière civile, 3^e édit. 2 vol, Toulouse 1867.
- Rosshirt.** — *Geschichte des Rechts, im Mittelalter, erster theil, canonisches Recht.* Mayence, 1896, 1 vol, in-8.
- Roux.** — De la *novi operis nunciatio* de l'interdit *aut vi aut clam* et des actions possessoires en droit français (thèse). Paris 1873.
- Rudorff.** — Traité de la possession de Savigny. — Traduction Staedler avec appendice de Rudorff. Paris, 1870, 2^e édition, 1 vol. in-8.
- Savigny (de).** — Histoire du droit romain au moyen-âge, trad. Gue-noux.

- Traité de la possession en droit romain, traduction Faivre d'Audé-
lange. Paris 1845, 1 vol. in-8.
- Traité de la possession en droit romain, trad. de Staedler sur la
7^e édition originale avec appendice de Rudorff, 2^e édition. Paris,
1870.
- Terrel (Jean).** — Des interdits possessoires en droit romain. Des ac-
tions possessoires en droit français (thèse), 1 vol. in-8. Paris, 1879.
- Toullier et Duvergier.** — Le droit civil français suivant l'ordre du
Code, 6^e édit., 43 vol. Paris, 1843.
- Troplong.** — Droit civil expliqué. Paris, 1843, 27 vol. in-8. — De la
prescription.
- Usages d'Orlenois,** dans Viollet. — Etablissements de Saint Louis,
I, p. 496 s.
- Vermond.** — Théorie générale de la possession en droit romain,
1 vol. in-8. Paris, 1875.
- Viollet.** — Histoire du droit civil français. Paris, 1893, 1 vol. in-8.
- Walter.** — *Corpus juris germanici*, t. 2, Berolini, 1824, 3 vol. in-8.
- Wodon (Léon).** — Traité théorique et pratique des actions posses-
soires. Bruxelles 1880. 4 vol. in-8.

INTRODUCTION

La réintégrande est une action au moyen de laquelle le possesseur, ou même le simple détenteur, est autorisé à demander le rétablissement de l'état de choses qui, par violence ou voie de fait, a été anéanti ou modifié à son détriment. C'est une action d'un caractère tout particulier.

En effet une action, en général, a pour but de sanctionner un droit. Elle n'est donc accordée qu'à celui qui possède un droit. On peut même dire « que l'action n'est au fond que le droit lui-même qui reste en quelque sorte passif tant qu'il n'est pas contesté mais qui se met en mouvement dès qu'il est méconnu ou violé » (1).

Ainsi la revendication n'est accordée qu'à celui qui affirme sur la chose un droit de propriété, la plainte qu'à celui qui invoque un droit de possession; de même les actions personnelles ne sont données qu'à celui qui invoque un droit sur la personne pour arriver à la chose.

(1) Garsonnet, *Precis de procédure*, p. 52.

Ici, au contraire, nous trouvons une action dans laquelle on n'invoque aucun droit ni réel ni personnel sur le bien. On se plaint simplement d'avoir été dépossédé par violence. La réintégrande ne suppose donc aucun droit au bien chez celui qui l'intente. Elle est accordée à un possesseur quelconque pour la protection d'un simple rapport de fait qui l'unit au bien. On ne protège pas un rapport de droit mais un rapport de fait.

Pourquoi protège-t-on ce rapport de fait ?

Cette question a suscité bien des discussions entre les jurisconsultes qui ont voulu étudier la réintégrande. De nos jours encore il n'est pas de point plus controversé.

Quelle est la nature de cette singulière action qui vient ainsi au secours d'une personne pour lui permettre de rétablir un rapport de fait avec une chose sur laquelle elle ne réclame aucun droit, dont elle affirme simplement avoir été dépossédée par violence ?

Est-ce une action possessoire et réelle ; et alors quel genre de possession défend-elle ?

Est-ce au contraire une action personnelle ; et dans ce cas quel est son fondement ?

Telles sont les questions qu'après tant d'autres nous allons essayer de résoudre.

Ce qui rend difficile notre matière, c'est que nous ne possédons sur elle que des textes à la fois rares et vagues. Il est à peine question de la réintégrande dans le Code civil. Les seuls documents que nous ayons sont

les articles 23 du Code de procédure civile et 6 de la loi du 25 mai 1838. Il nous faudra les éclaircir par l'histoire.

Ici une nouvelle difficulté se présente. Tandis que les textes précités semblent ranger la réintégrande parmi les actions possessoires, l'histoire de l'action nous montrera son caractère personnel et alors nous nous heurterons à une grave objection : ou, nous dira-t-on, vous ne tenez pas compte des articles 23 du Code de procédure civile et de l'article 6 de la loi du 25 mai 1838 pour faire de la réintégrande une action personnelle : mais alors l'édifice s'écroule et vous ne verrez plus votre notion, elle aura disparu, elle ne laissera plus trace dans le Code : ou vous laisserez subsister les articles précités ; mais alors vous la rangez parmi les actions possessoires. Il faut donc ou la supprimer ou en faire une action possessoire.

Ce raisonnement qui peut sembler captieux est pourtant juste. Il est vrai même, tellement vrai que tous ceux qui ont voulu en sortir ont succombé jusqu'ici. Ils en ont été réduits ou à anéantir la réintégrande pour lui conserver sa véritable nature d'action personnelle, ou ils ont préféré lui sauver l'existence en en faisant une action possessoire. En un mot, tous ceux qui jusqu'ici, se plaçant uniquement sur le terrain du Code civil ou de l'histoire, ont voulu définir le vrai caractère de la réintégrande, ont fini ou par l'anéantir ou par s'écarter des termes mêmes du Code.

Il y a là une nécessité ; toutefois en regardant de près cette objection nous ferons remarquer qu'elle est moins grave qu'elle ne paraît. Les textes du droit nouveau ne parlent de la réintégrande que d'une façon vague, assez pour affirmer son existence, trop peu pour permettre d'en tirer d'une façon exacte la nature et les conditions. Celles-ci se trouvent avant tout dans l'histoire : c'est là que nous devons aller les chercher. Nous tâcherons donc à l'aide du Code de procédure civile et des lois précitées, de pénétrer jusqu'à notre notion : ensuite nous aurons surtout recours à l'histoire et aux raisonnements théoriques et pratiques, nous insisterons surtout sur les arguments pratiques qui justifient si souvent par des raisons vivantes les systèmes de la jurisprudence. Par ces moyens, peut-être arriverons-nous à un résultat et parviendrons-nous à retirer la réintégrande des cachots du possessoire.

I

Nul ne peut se rendre justice à lui-même. On n'est pas à la fois juge et partie. Il faut pour obtenir raison s'adresser aux tribunaux réguliers de son pays. Voilà des axiomes d'une vérité banale, d'une évidence courante. Les suspecter serait se faire passer pour un insensé. Les repousser serait un acte d'anarchie qui comme tel devrait être puni avec la dernière sévérité.

Ce sont ces idées élémentaires qui forment la base de la réintégrande.

Eh quoi ! dira-t-on, il existe une action pour dire cela ? Oui, et cette action est la réintégrande. Pourtant c'est un principe presque enfantin. Il y a là une notion qui touche plus à la police qu'au droit.

Un homme s'élance dans ma maison, brise les portes, me frappe et m'expulse, il est justiciable des tribunaux correctionnels, que faut-il de plus ? Ce qu'il faut de plus, le voici : il faut qu'il ne puisse pas, en vertu de sa violence, avoir une situation juridique ou matérielle préférable. Il ne faut pas que je sois obligé d'initier l'action comme demandeur et comme tel de faire la preuve, pendant que mon adversaire, grâce à son acte violent, se verra délivré de toute preuve et protégé par sa situation de défendeur. Je veux que, pendant le cours de ce long procès, mon adversaire ne jouisse pas de ma fortune, n'habite pas ma maison, ne cueille pas les fruits de mon verger, ne boive pas le vin de mon cellier. L'intérêt de la réintégrande est évident : il s'en faut pourtant qu'il ait toujours été reconnu.

C'est qu'aux époques primitives, chacun se rendait justice à lui-même avec l'aide d'amis, de voisins et suivant certaines formes réglées. Le juge d'alors, réduit à des fonctions policières, n'avait qu'à surveiller les formalités. Le jury décidait quelle était la coutume. C'est le volé lui-même qui suit la trace de son voleur : c'est

lui qui se dépouille de ses vêtements devant la maison où il s'imagine qu'est caché l'objet qu'on lui a dérobé. C'est lui qui lie son adversaire dans la cérémonie de la *ligatio* avant de le conduire en justice, c'est lui qui exécute le jugement. Se rendre justice soi-même, c'était la façon normale de procéder à ces époques et cela se comprend. Quand toutes les relations se font au grand jour, quand le juge n'est pas loin et connaît les parties, quand le territoire est étroit, les voisins vivant presque d'une vie commune et pouvant de suite attester le vol, quoi de plus simple que de permettre de se rendre justice en face de tous. Il s'agit d'une existence de village, on se connaît, chacun sait quels objets manuels, quels instruments de culture possède le voisin, le nombre de ses bestiaux, de ses moutons et de ses chiens, la façon dont il s'enclot, les légumes plantés dans son jardin.

Un vol s'apprécie donc rapidement. Une violence se révèle vite. Le juge saurait de suite dans quelles conditions néfastes s'est accomplie l'appropriation. Comme d'un autre côté la possession ancienne n'est pas perdue par l'expulsion, que la situation de demandeur ou de défendeur n'est pas tranchée comme aujourd'hui, une action comme la réintégrande perd une partie de son intérêt.

La réintégrande n'existait donc pas aux époques primitives pour toutes les raisons que nous venons de donner et qu'on peut ainsi résumer :

1^o D'abord parce qu'il était dans les mœurs que chacun se rendit justice :

2^o Puis, parce que le juge étant sur place avec un territoire peu étendu pouvait immédiatement connaître les faits délictueux :

3^o Enfin et surtout parce que la situation sociale ne permettait pas de recourir aux magistrats pour obtenir satisfaction au moyen de la réintégration.

L'individu était trop fort, le pouvoir central trop faible. Il n'avait point cette supériorité que lui donne un grand territoire qui, concentrant de nombreuses ressources dans une main centrale, lui permet d'écraser plus facilement les individus trop nombreux pour s'entendre et trop dispersés pour résister.

Ainsi la réintégration est le fruit d'une époque. Elle ne croît qu'à un moment de la civilisation. Là où on la voit on peut être certain que le pouvoir central est arrivé déjà à un haut degré de puissance, que la justice est échappée complètement aux mains de l'individu, que les biens ne sont plus fixés, connus, répartis d'une façon invariable, que le commerce s'est introduit et a mobilisé la fortune. Je m'explique : un état comme ceux de la Grèce primitive qui voudrait conserver d'une façon invariable la fortune répartie également dans les mêmes familles, qui ne permet point l'échange des biens, n'a que faire de la réintégration. Les immeubles sont d'une façon immuable aux mêmes personnes et

cela est connu de tout le monde. Point de violences qui puissent les faire perdre. Notre action si elle existait ne s'appliquerait qu'aux meubles, c'est-à-dire là où le terrain est le plus chanceux, là où elle présente le moins d'utilité. Car les procès sur les meubles sont d'ordinaire rapides. Le possesseur de meubles a en sa faveur des présomptions trop fortes pour pouvoir, sauf dans des cas spéciaux, être contesté.

Cet aperçu que nous donnons de la réintégrande est vérifié par son histoire. Nous verrons qu'elle n'a point existé sur tous les sols et que la Grèce, Rome et la France l'ont façonnée d'une manière différente. Ce point de notre travail sera traité d'une façon rapide, mais cependant suffisante, car il est un éclaircissement notable de la théorie.

II

La théorie nous dira que le principe que nul ne peut se rendre justice à lui-même n'est pas un principe possessoire dans le sens que l'on donne à ce mot, que rien dans la réintégrande ne rappelle la complainte, qu'il y a entre ces deux notions, antinomie, antipathie, que nous avons affaire à des principes autres, développés sur un autre terrain, produisant d'autres conséquences.

Qu'enfin, il serait désirable de placer la réintégrande dans une rubrique à part, d'y voir un principe général

dominant notre procédure, et non une action spéciale et mal aperçue dans le droit des biens. Ces notions, nous les développerons dans les deux parties inégales de notre travail, l'une amenant, par l'histoire, la réintégration, l'autre en éclaircissant le principe, en analysant les parties, en construisant la théorie générale.

Et maintenant commençons notre étude.

PREMIÈRE PARTIE

HISTOIRE DE LA RÉINTÉGRANDE

CHAPITRE PREMIER

DROIT GREC. — DROIT ROMAIN.

SECTION PREMIÈRE

DROIT GREC.

C'est par le droit grec que nous commencerons pour rechercher si l'on peut y trouver des traces d'une action analogue à la réintégration.

Malheureusement, il existe bien peu de documents précis relativement à la protection que les législateurs grecs ont pu accorder à la possession. Dans bien des cas nous serons réduits à des conjectures. Aussi nous les présenterons comme telles et le plus brièvement possible (1).

(1) Athènes et Sparte sont les deux seules cités grecques sur lesquelles nous ayons des renseignements au point de vue du droit. Or, les lois de Lycurgue ne s'occupèrent que d'une chose : faire de chaque

M. Esquiron de Parieu (1), partant de cette constatation que la plupart des cités helléniques, à l'exception de Lacédémone, avaient une série de mesures de protection de la propriété, arrive à penser qu'il devait probablement exister une mesure de protection analogue à celle de la réintégrande. Cela peut sembler étonnant *a priori*; nous avons déclaré, en effet, que la réintégrande n'apparaissait que là où se trouvait un pouvoir central fortement constitué, et l'on sait que ce n'était pas le cas à Athènes. Mais M. de Parieu se trompe. Nous croyons M. Beauchet beaucoup plus près de la vérité quand il nous dit « que la possession envisagée en elle-même, n'a joué qu'un rôle très effacé dans le droit attique » (2).

C'est aussi à tort, à notre avis, qu'on a voulu voir dans les actions *καρπου*, *ενοικίου* et *δίκη εξουλης* quelque chose d'analogue aux interdits romains ou à nos actions possessoires.

La *δίκη καρπου* et la *δίκη ενοικίου* ne sont point des préliminaires de l'action en revendication comme nos actions possessoires; ce sont plutôt, tout au contraire, des voies d'exécution. L'action *εξουλης*, d'après son

citoyen un soldat. Il est certain qu'à Sparte on ne songea jamais à protéger la possession. Il ne nous reste donc comme sujet d'étude, au point de vue qui nous occupe, que le droit athénien.

(1) De Parieu, p. 29. — Dans le même sens, Alfred Rochet, p. 26 et suivantes.

(2) Beauchet, *Droit privé de la République athénienne*, t. 3, p. 99.

étymologie, il est vrai, suppose un empêchement à la jouissance, un trouble. C'est ce qui a permis de conclure également que cette action servait originairement à protéger la possession contre toute usurpation violente et permettait même au possesseur de recouvrer la chose dont il avait été expulsé par violence, jouant ainsi le rôle d'une action en réintégration, de l'interdit *unde vi* ou de l'action *vi bonorum raptorum*. Mais en réalité, la *δίκη εξουλης*, comme la *δίκη καρπου* et la *δίκη ενοικίου* n'est qu'une action d'exécution.

C'est ce que montre Beauchet en citant un article de l'*Harpocraton* dont il donne la traduction :

« Ceux qui plaident au sujet de fonds de terre ou de maisons contre ceux qui les avaient n'exerçaient la *δίκη ουδίας* qu'en seconde instance. En première instance, on employait la *δίκη ενοικίου* s'il s'agissait de maisons ; la *δίκη καρπου* s'il s'agissait de fonds de terre. Après ces trois actions venait la *δίκη εξουλης*. Il était du reste permis aux possesseurs de demeurer en possession des immeubles après qu'ils avaient succombé en première instance, sur la *δίκη καρπου* ou sur la *δίκη ενοικίου* et même, en seconde instance, sur la *δίκη ουδίας*. Mais s'ils avaient succombé sur la *δίκη εξουλης*, il ne leur était plus permis de conserver les immeubles et ils devaient les remettre à ceux à qui ils avaient été adjugés (1). »

(1) Beauchet, t. 3, p. 364.

Ainsi, le défendeur qui avait succombé au possessoire et au pétitoire pouvait encore se maintenir en possession ; c'était alors que la *δίκη εξουλης* était nécessaire pour l'expulser, ce qui prouve bien que cette action n'était qu'une voie d'exécution après jugement.

Mais alors si le défendeur succombait dans la *δίκη εξουλης* il était tenu de restituer le fonds au demandeur et en outre il devait payer à l'Etat une amende égale à la valeur de ce fonds. S'il ne payait pas cette amende il pouvait y être contraint par corps comme tous les débiteurs de l'Etat. La *δίκη εξουλης* était donc une procédure analogue à celle de l'action *judicati* du droit romain (1).

On le voit, la *δίκη εξουλης*, de même que les actions *ενοικίου* et *καρπου*, n'a pas d'analogie avec la réintégrande qui, comme nous nous efforcerons de le prouver, loin de terminer ainsi le procès est une sorte de préliminaire de ce procès et précède non seulement l'action pétitoire, mais même l'action possessoire.

Et Beauchet a eu raison de dire que la possession quelque régulière qu'elle pût paraître n'a jamais été dans le droit attique l'objet d'aucune protection semblable à celle qu'assurent nos actions possessoires.

Toutes les raisons qu'on peut donner du reste pour expliquer l'absence d'une action comme la réintégrande

(1) Dareste, *Plaidoyers civils de Démosthènes*, t. 1, p. 7 (procès contre Onetor vers 362).

ou comme l'*unde vi* romain ne peuvent s'expliquer qu'en réfléchissant sur l'état économique et social de la Grèce (1).

Jamais en Grèce l'étude du droit ne fut aussi développée qu'à Rome. Jamais les jurisconsultes grecs n'eurent l'esprit de précision et d'analyse des jurisconsultes romains. Ils eurent toujours une tendance à voir dans la propriété, la propriété de fait.

M. Perrot, dans son ouvrage sur le droit public et privé de la république athénienne, nous explique très bien pour quelles causes l'étude du droit n'atteignit jamais un très haut degré de développement à Athènes.

« L'espace et la durée, dit-il, ont manqué au droit attique. Il n'est pas devenu comme celui de Rome, le droit commun de plusieurs millions d'hommes de tout

(1) L'un des principaux intérêts actuels de l'exercice des actions possessoires, dit M. Beauchet (t. 3, p. 400), ne se rencontre point dans le droit attique, le possesseur n'y jouit pas de la situation de défendeur dans l'action en revendication puisque dans la *diédosie* qui sert à trancher à Athènes le procès de propriété, les deux parties sont mises sur le même pied au point de vue de la preuve et que le possesseur est tenu aussi bien que son adversaire de produire ses titres à la possession de la chose litigieuse ; aussi le législateur ne s'était-il point préoccupé de l'attribution de la possession à l'un des plaideurs en ce qui concerne la preuve. Tout ce que l'on peut admettre, c'est que, s'il y avait lieu au règlement du possessoire dans l'action de revendication, c'était uniquement en ce qui concerne les avantages que pouvait procurer la possession de la chose pendant la durée de l'instance. La possession, qui n'offrait qu'un intérêt minime dans la procédure, ne pouvait servir d'autre part à fonder la propriété par sa prolongation pendant un certain temps. L'institution

un vaste empire ; il est resté le droit d'une ville glorieuse entre toutes, mais d'une seule ville. Il n'a pas eu, pour se coordonner et se compléter, pour éliminer tous les éléments qui ne méritaient pas de vivre, pour se réduire en un système parfaitement homogène, une lente élaboration de plus d'un millier d'années. La période de codification n'est jamais arrivée pour le droit attique (1). »

Le droit attique, en effet, n'a pu se développer que pendant une période très courte. Entre les réformes de Solon, que l'on peut comparer à l'œuvre des Décemvirs à Rome, et la mort de Démosthènes, il ne s'est pas écoulé 3 siècles. C'est bien peu de temps pour que la science du droit pût faire de grands progrès dans un pays surtout où l'étude des lois ne fut jamais encouragée par la faveur populaire. Jamais Athènes n'eut une classe de savants semblables aux prudents de Rome et même elle n'eut jamais de vrais avocats. La science du droit y fut toujours une dépendance de la rhétorique.

Ces raisons suffiraient amplement à expliquer que les questions relatives à la possession, toujours si délicates, n'aient jamais été bien élucidées par les jurisconsultes

de l'usucapion ou prescription acquisitive est en effet demeurée étrangère au droit attique. La possession n'avait point enfin à Athènes l'importance qu'elle possède à Rome au point de vue de la tradition dont elle est la base, car la tradition n'est point admise dans le droit attique comme un mode spécial d'acquisition.

(1) Perrot, *Essais sur le droit public et privé de la République athénienne*, Paris, 1867, un vol. in-8, Preface, p. xxiii et ss.

grecs ; mais une autre cause non moins importante explique encore l'absence en Grèce d'une action analogue à la réintégrande.

Il faut, pour que la possession soit protégée, un pouvoir central fort, capable d'imposer sa volonté. Or ce pouvoir nous ne le trouvons à aucune époque dans la démocratie athénienne, toujours en proie aux luttes des partis (1).

SECTION II

DROIT ROMAIN.

Le droit romain auquel, en quittant l'étude du droit attique, nous arrivons naturellement, forme avec celui-ci un frappant contraste.

Ce droit, en effet, a dû sa supériorité à ce qu'il fut l'œuvre patiente des siècles. Il s'écoula en effet plus de 600 ans entre la promulgation de la loi des XII Tables qui fut toujours suivant l'expression de Tite-Live : « *fons omnis publici privatique juris* » et l'apparition des jurisconsultes classiques Papinien, Paul et Ulpien, dont les écrits servirent à former la base de la codification

(1) Ce n'est qu'après Périclès que la République athénienne eût sa constitution définitive. De cette époque à la domination de la Macédoine, il n'y a pas place pour 4 générations. (Perrot, Préface, p. xxiii et ss.)

des lois romaines. C'est grâce à cela qu'on a pu dire de ce droit ce que Cicéron (*De repu.* 11, 1) disait de la constitution politique de Rome : « sa perfection tient à ce qu'il ne fut pas l'œuvre improvisée d'un jour, ni d'un homme, mais l'œuvre patiente des siècles, l'œuvre commune de tous les citoyens (1). »

De plus le pouvoir central fort qui manquait en Grèce nous le trouvons de bonne heure à Rome.

C'est pour toutes ces raisons que nous verrons aussi, à une époque relativement très rapprochée, dans l'*unde vi*, se développer une action analogue à la réintégrande.

Mais à quelle date exacte dut apparaître cette action protectrice de la possession ? Il est assez difficile de le préciser ; mais on peut cependant connaître approximativement l'époque en réfléchissant sur les causes qui nécessitèrent cette protection.

De Savigny (2) fait remonter les interdits possessoires à l'époque des possessiones de l'*ager publicus*.

Le détenteur de l'*ager publicus* n'était point propriétaire, il n'avait donc aucun moyen de protection. Tant que l'occupation des terres de l'*ager publicus* fut un privilège des Patriciens, ces contestations sur les possessiones furent sans doute peu nombreuses.

(1) Accarias, t. 1er, Introduction générale, p. xxiii.

(2) *Traité de la possession*, trad. Faivre, p. 496. C'est le système de Meubhr dans son *Histoire romaine*, t. 2, p. 461 et suiv., reproduit par Troplong dans le *Traité de la prescription*, n° 232, et par Carou, *Traité de la possession*, n° 26.

Ces grandes familles devaient hésiter à entrer en guerre les unes contre les autres.

Mais dès que la loi Licinia eut concédé aux Plébéiens la faculté jusque-là réservée aux Patriciens de posséder l'*ager publicus* il en dut être autrement. L'accroissement du nombre des ayant-droits, le morcellement des possessions amenèrent des luttes entre les possesseurs et le prêteur dut alors intervenir.

D'autres arguments du reste peuvent fortifier cette opinion. Cicéron nous dit que cette action existait déjà *apud majores* et l'histoire même de Rome nous porte à accepter ce témoignage (1).

Dès le V^e siècle, en effet, le petit peuple du Latium s'est transformé. Peuple aux mœurs pastorales au début de son histoire, il est devenu guerrier; il a déjà conquis toute l'Italie et se prépare par des luttes perpétuelles à devenir le maître du monde.

Sa constitution intérieure s'est aussi profondément modifiée à la suite de luttes incessantes entre patriciens et plébéiens. Ceux-ci ont réclamé des défenseurs qu'ils ont obtenu. Puis l'égalité civile leur a été accordée par un code qui déclare tous les Romains égaux devant la loi. Enfin ils se sont fait reconnaître le droit d'arriver aux dignités et celui de contracter mariage avec les patriciens.

La civilisation en un mot a fait un pas énorme. Les

(1) Girard, *Manuel élémentaire de droit romain*, p. 269 et ss.

biens et le pouvoir ne sont plus l'apanage unique d'une classe de citoyens ; ils ne sont plus héréditairement entre les mêmes mains. La fortune a été mobilisée, grâce au commerce qui, très restreint autrefois, s'étend maintenant à toute l'Italie. Rome est devenue le marché de l'Italie. Le pouvoir central a profité de cet agrandissement du territoire et des luttes des partis pour augmenter son autorité. Il a pu enlever la justice des mains des particuliers et le prêteur a pu substituer son autorité à celle d'individus trop nombreux pour s'entendre et trop peu puissants désormais pour lui résister séparément.

Quoi de plus naturel que le prêteur se servit alors de son autorité pour faire réintégrer celui qui avait été expulsé par violence. Il fallait avant tout, dans l'intérêt de l'ordre public, empêcher celui qui avait été expulsé de céder à son ressentiment et de recourir à la force pour se faire justice (1). Il y avait là pour le prêteur un motif d'intervention bien plus pressant que lorsqu'il s'agissait de prévenir un trouble ou de trancher un débat possessoire. L'intervention du prêteur était motivée par une raison de haute police : il voulait réprimer un acte de violence qui aurait pu compromettre l'ordre public (2).

C'est pour toutes ces raisons que logiquement l'*unde*

(1) Gaius, IV, § 137.

(2) Voir Cuq, N. R. II., année 1894, p. 30 et ss. — Dougados, *De l'Interdit uti possidetis* en droit romain, p. 7 et ss.

vi, de toutes les actions possessoires, devait apparaître la première dans la législation romaine.

Aussi, tout en plaçant l'origine de l'interdit *unde vi* à l'époque des possessions de l'*ager publicus*, comme l'ont fait les savants de l'École historique allemande Niebuhr et Savigny, parce que nous croyons que c'est bien à cette époque que l'état de la civilisation dût nécessiter cette action et en reconnaissant même, comme nous l'avons dit précédemment, que le partage de ces possessions dût rendre plus impérieux le besoin d'une action empêchant la violence, nous n'irons pas jusqu'à dire avec Savigny que, sans ce fait, le droit de propriété eût pu suffire aux Romains, et que la notion de la possession, comme la nécessité des interdits, eût pu rester inconnue de leur législation.

Non, nous dirons plutôt avec ses contradicteurs et notamment avec Esquiron de Parieu :

« Les besoins de l'ordre public, la nature de la possession, dont l'intérêt réside en grande partie dans son actualité, la facilité par les parties de se rendre justice dans des questions du domaine du fait, toutes ces causes réunies durent amener le prêteur à intervenir et à s'efforcer de terminer le litige en interposant son autorité (1). »

(1) Esquiron de Parieu, p. 24. — Dans le même sens : Grémieu, *Théorie des actions possessoires*, p. 46. — Belime, *Traité du droit de possession et des actions possessoires*, p. 240, note 3, prétend que l'idée de Niebuhr est purement conjecturale, rien ne prouvant abso-

Si nous ne sommes pas d'accord avec Savigny et son école lorsqu'il prétend que, sans le partage des possessions de l'*ager publicus*, l'*unde vi* eût pu ne jamais exister, nous partageons au contraire complètement son opinion, quand il nous dit que l'*unde vi* est un interdit *ex delicto*. Ce caractère pénal de l'*unde vi* a du reste été reconnu par la majorité des auteurs (1).

Ceux mêmes qui en général refusent aux interdits et notamment à l'*uti possedetis* tout caractère pénal sont cependant d'accord avec nous pour reconnaître ce caractère à l'*unde vi*. C'est ainsi que Ihering lui-même qui, comme le dit fort bien M. Vermond (2), a surtout voulu combattre la théorie de Savigny et par conséquent prouver que si la possession était protégée à Rome ce n'était pas comme conséquence de la répression d'un délit, est bien obligé d'admettre que tout au moins le plus important des interdits *recuperandæ possessionis*, l'*interdictum unde vi* à un caractère pénal. « On ne peut, dit-il, reconnaître l'existence de cette

lument que les interdits aient pris naissance dans les provinces, ou qu'ils aient eu trait plutôt à l'*ager publicus* qu'à l'*ager privatus*.

(1) Savigny, *Traité de la possession du droit romain*, traduction Faivre, p. 8 et ss. — Crémieu, *Théorie des actions possessoires*, p. 81 et ss. — Accarias, *Précis de droit romain*, t. 2, p. 4,379. — Esmein, N. R. II., année 1877, p. 489 à 500. — Bruns, *Recht des Besitzes im mittelalter*, p. 58. — Randa, *der Besitz nach ostern rechte*, Leipzig, 1865, p. 8.

(2) Vermond, *Théorie générale de la possession en droit romain*, p. 22.

nature délictueuse que dans un seul interdit, dans *l'interdictum unde vi* ; on doit la nier dans tous les autres. (1). »

Son fondement c'est la violence dont a été victime le propriétaire de l'immeuble. Et cette violence tombe toujours sous le coup de la *lex Julia de vi* qui organise un *judicium publicum* (2).

C'est ce caractère délictuel qui nous explique pourquoi, au-delà de l'année utile, le *dejectus* n'est plus obligé que jusqu'à concurrence de son profit, pourquoi ses héritiers ne le sont jamais que dans cette mesure (3), et pourquoi enfin, si le coupable est une personne *alieni juris* qui ait agi à l'insu du père de famille, celui-ci ne doit que l'abandon moral, et, s'il y a lieu, la restitution de son profit (4).

Maintenant que nous connaissons l'origine et la nature de *l'unde vi*, voyons sommairement quelles étaient les conditions nécessaires pour pouvoir l'intenter et ses effets.

La première condition pour pouvoir intenter *l'unde vi*, action ayant pour objet de faire recouvrer la possession enlevée par violence, était d'avoir eu la possession au moment de la *dejectio* :

(1) Ihering, *Fondement des interdicts possessoires*, End. Meulenan, p. 46.

(2) L. 1, § 2, *Dig.* liv. 43, tit. 16, *De vi*.

(3) L. 1, § 48, L. 2 et 3, princ. *Dig.*, liv. 43, tit. 16, *De vi*.

(4) L. 1, § 48, *Dig.* L. 43, tit. 16, *De vi*.

« Interdictum autem hoc nulli competit nisi ei qui tunc, cum dejiceretur possidebat ; nec alius dejici visus est quam qui possidet (1). »

Mais quelle était l'espèce de possession exigée pour pouvoir intenter l'*unde vi* ? La simple possession naturelle suffisait-elle ?

Non, la loi romaine exigeait la possession proprement dite *animo domini*.

On a voulu cependant soutenir le contraire en s'appuyant sur le passage suivant : « dejicitur is qui possidet sive civiliter, sive naturaliter possideat : nam et naturalis possessio ad hoc interdictum pertinet (2). »

Certes, au premier abord, ce texte semble donner raison à ceux qui prétendent que la simple possession naturelle suffisait au demandeur pour triompher dans sa demande en restitution : mais, pour détruire l'argument qu'on voudrait en tirer, il suffit de se rappeler que le Droit romain appelle souvent *possessio naturalis* celle que le droit civil ne reconnaît pas et qui n'est protégée que par l'édit du prêteur. C'est précisément ce qui a lieu dans le texte d'Ulpien que nous venons de citer. C'est uniquement par opposition à la possession civile que le jurisconsulte appelle *naturalis* la possession proprement dite. Et cela est si vrai que le § 10, de la même loi, qui accorde l'*interdit unde vi* à la femme

(1) L. 4, § 23, *Dig.*, liv. 43, tit. 16, *De vi*.

(2) L. 4, § 9, *Dig.*, liv. 43, tit. 16, *De vi*.

donataire du mari, le refuse cependant au fermier parce qu'il n'a pas la possession juridique :

« Denique et si maritus uxori donavit, eaque dejecta sit : poterit interdicta uti non tamen si colonus (1) ».

Cette solution est logique. Le colon, en effet, ne possédant pas en son propre nom, quand en fait il subit une *dejectio*, c'est le bailleur qui en droit est atteint par cette dépossession et c'est à lui qu'appartient en conséquence l'interdit.

« Quod servus, vel procurator vel colonus tenent, dominus videtur possidere : et ideo his dejectis ipse de jure de possessione videtur, etiam si ignoret eos dejectos, per quos possidebat. Et si quis igitur alius, per quem possidebam, dejectus fuerit, mihi competere interdictum, nemini dubium (2). »

Du reste, au point de vue historique, ce refus de l'action possessoire au colon s'explique très bien :

« Quant au fermier et locataire, dit M. Cuq, on leur a refusé l'action possessoire, parce qu'à l'origine le locataire n'était pas lié juridiquement au bailleur : le propriétaire peut, sous réserve d'indemnité, congédier le locataire quand il veut et l'autre partir quand il veut. Quant au bail à ferme, il est plus tardif (3). »

Pourtant, malgré toutes ces raisons, quelques auteurs ont été jusqu'à soutenir que, dans l'ancien droit, au-

(1) L. 1, § 10, *Dig.*, liv. 43, tit. 16, *De vi*.

(2) L. 1, § 22, *Dig.*, liv. 43, tit. 16, *De vi*. — Id., l. 1, § 20.

(3) Cuq, *Institutions juridiques des Romains*, I, p. 625.

cune possession n'était exigée pour l'interdit *de vi armata*. Cujas notamment a soutenu cette opinion en essayant de faire remonter au droit romain l'origine de la réintégrande qui, elle, donne le droit de demander la restitution d'une chose dont on avait la possession la moins justifiée. Mais rien dans les textes des jurisconsultes romains n'autorise une pareille distinction entre l'interdit *de vi* et l'interdit *de vi armata*. Le seul argument en faveur de l'opinion de Cujas est un passage du plaidoyer de Cicéron pour Cœcina (1) ; et l'on peut y répondre avec Savigny et beaucoup d'autres auteurs, que rien ne prouve que Cicéron défendit une bonne cause et tout porte à croire au contraire qu'il comptait peu lui-même sur la valeur de ce moyen puisque dans une autre partie de sa défense il cherchait à prouver que son client était réellement possesseur (2).

On peut donc conclure qu'à toutes les époques et dans toutes les hypothèses, le demandeur qui voulait triompher par l'interdit *unde vi* devait prouver sa possession juridique au moment de la *dejectio*.

La seconde condition requise pour intenter l'*unde vi* est que ce soit la violence qui ait fait perdre la possession : « Hoc interdictum non ad omnem vim pertinet,

(1) Cicéron, *pro Cœcina*, cop. 31 et 32. — Contrà : Machelard, *Théorie des interdicts*, p. 235. — Cremieux, *Théorie des actions possessoires*, p. 84.

(2) Savigny, *Traité de la possession en droit romain*, trad. Faivre, § 40, p. 480.

verum ad eos, qui de possessione dejiciuntur. Ad solam autem atrocem vim pertinet hoc interdictum (1) ».

Il faut selon l'expression d'Ulpien qu'il y ait eu *viæ atrox*. Mais pour constituer cette violence et avoir droit à l'interdit il n'était pas nécessaire, comme le fait observer Savigny ; qu'il y ait eu des voies de fait graves, des coups et des blessures et que, suivant l'expression imagée d'un auteur, la victime dût porter au prêteur sa tête ensanglantée. Il suffisait que la violence ait eu pour effet de rendre impossible la continuation de la possession pour que l'interdit fut exigible (2).

La *dejectio*, c'est-à-dire la perte de la possession par suite des violences exercées, était en effet la troisième condition pour l'admissibilité de l'interdit *unde vi* :

« Hoc interdictum non ad omnem vim pertinet, verum ad eos, qui de possessione dejiciuntur (3). »

Mais quand y a-t-il *dejectio* ?

Il y aura *dejectio* donnant droit d'exercer l'*unde vi* toutes les fois qu'il y aura eu perte de la possession, *corpore*, pour cause de violence.

Si le possesseur était expulsé, mais gardait son fonds par l'intermédiaire de ses gens, il pourrait bien recourir contre son agresseur par l'action d'injures et obtenir un

(1) L. 1, § 3, *Dig.*, liv. 43, tit. 16, *De vi*.

(2) Gabriel Bourcart, *Thèse sur les interdits uti possidetis et utrobi et les actions possessoires en droit français*, p. 110.

(3) Liv. 1, § 3, *Dig.*, liv. 43, tit. 16, *De vi*.

judicium publicum en vertu de la loi Julia *de vi*, mais il n'y aurait pas lieu à l'interdit *unde vi*.

Au contraire, il aurait la faculté d'invoquer l'*unde vi*, bien que n'ayant subi personnellement aucune violence. si ceux qui possédaient en son nom avaient été expulsés : « Quod servus vel procurator, vel colonus tenent, dominus videtur possidere : et ideo his dejectis ipse de jici de possessione videtur, etiam si ignoret eos dejectos, per quos possidebat. Et si quis igitur alius, per quem possidebam, dejectus fuerit : mihi competere interdictum, nemini dubium est (1). »

Peu importe, du reste, qu'il y ait eu violence réelle au début pour chasser le possesseur ou, le spoliateur ayant pu s'emparer de l'immeuble sans résistance en son absence, pour l'empêcher d'y rentrer.

« Sive autem corpore sive animo possidens quis dejectus est, palam est, eum vi dejectum videri. Idcirco que si quis de agro suo vel de domo processisset nemine suorum relicto, mox revertens, prohibitus sit ingredit vel ipsum prædium, vel si quis eum in medio itinere detinuerit, et ipse possederit, vi dejectus videatur : ademisti enim ei possessionem, quam animo retinebat, etsi non corpore (2). »

Celui-là même qui prendrait la fuite abandonnant son bien à l'envahisseur pour échapper à un danger certain

(1) L. 1, § 22, *Dig.*, liv. 43, tit. 16, *De vi*.

(2) L. 1, § 24, *Dig.*, liv. 43, tit. 16, *De vi*.

serait considéré comme *vi dejectus*. « Idem Labeo ait, eum qui metu turbæ perterritus fugerit, videri dejectum (1). »

Celui, au contraire, qui aurait abandonné sa possession dans la crainte d'un danger éloigné, n'aurait pas l'interdit *unde vi*, mais seulement l'action *quod metus causa*, parce que « non videor vi dejectus, qui dejici non expectavi. sed profugi (2). »

Il en serait de même dans le cas où, sous l'empire de la crainte, le possesseur aurait lui-même fait tradition de la chose :

« Si verum tibi possessionem tradidero, dicit Pomponius, *unde vi* interdictum cessare : quoniam non est vi dejectus qui compulsus est in possessionem inducere (3). »

Enfin il faut remarquer que l'interdit *unde vi* ne s'applique pas aux meubles, mais seulement aux immeubles :

« Hoc interdictum..... Et ad eos tantum, qui de solo dejiciuntur : ut puta de fundo, sine ædificio ; ad alium autem non pertinet. Et si quis de area dejectus sit, sine dubio interdicto locus est (4), » nous dit Ulpien, et il

(1) L. 4, § 29, *Dig.*, liv. 43, tit. 16, *De vi*. — L. 33, § 2, *Dig.*, liv. 41, t. 3, *de usurpt.*, et L. 3, § 7 et ss., *Dig.*, liv. 43, tit. 16, *De vi*.

(2) L. 9, *Dig.*, lib. IV, tit. II, *quod metus causa*.

(3) L. 5, *Dig.*, lib. 43, tit. 16, *De vi*. — L. 9, *pr. in fine, quod, met. caus.*

(4) Liv. 4, § 3, *Dig.*, liv. 43, tit. 16, *De vi*.

ajoute au § 6 : « Illud utique in dubium non venit, interdictum hoc ad res mobiles non pertinere. »

C'était là la doctrine incontestable des jurisconsultes de l'époque classique. Aussi nous la trouvons reproduite dans les sentences de Paul, livre V, titre 6, § 5 : « De navi si dejectus hoc interdicto experiri non potest : sed utilis ei actio de rebus recuperandis, exemplo iudicii vi bonorum raptorum, datur. Idemque de eo dicendum est qui corruca aut equo deicitur, quibus non abductis injuriarum actio datur. »

Toujours d'après Ulpien, la possession des meubles était recouvrée à l'aide de l'*actio furti, vi bonorum raptorum* ou *ad exhibendum* (1).

Ces divers moyens juridiques étaient peut-être moins favorables que l'interdit *unde vi* et l'on s'est demandé pourquoi, dans sa sollicitude pour le possesseur, le préteur n'avait pas étendu aux meubles l'application de l'*unde vi*. Le seul moyen de répondre à cette objection, au premier abord embarrassante, est de recourir à l'histoire des interdits, comme l'a fait M. de Savigny, dont nous allons citer textuellement l'opinion :

« Ces trois actions qu'Ulpien cite, comme substituant l'interdit *de vi* pour les choses mobilières, sont plus anciennes que les interdits ; elles avaient donc, lors de l'introduction de ceux-ci, épuisé la plupart des

(1) Liv. 4, § 3 et 6, *Dig.*, liv. 43, t. 46, *De vi*. — V. *Traité élémentaire de droit romain*, d'Eugène Petit, p. 433.

cas de perte de possession d'une chose mobilière. Or, les interdits, comme l'édit tout entier, n'étaient pas le produit du raisonnement, mais des nécessités ; et c'est pourquoi il était fort naturel que l'on n'eût point, quant aux choses mobilières, introduit pour quelques cas rares, un interdit particulier *recuperandæ possessionis*, quoique une conséquence rigoureuse eût dû conduire et protéger également ici le droit de simple possession (1). »

A ces raisons données par Savigny on peut ajouter que l'*utrubi* tenait souvent lieu pour les meubles d'interdit *recuperandæ possessionis*.

Du reste, pour l'époque classique et l'ancien droit, tous les auteurs sont d'accord pour reconnaître que l'*unde vi* ne s'appliquait pas aux meubles.

On ne trouve pas la même unanimité pour le droit nouveau. En 389, en effet, une constitution de Valentinien, dont le but était de réprimer de la façon la plus sévère l'emploi de la violence, fit perdre le droit de propriété au *dominus* qui aurait eu recours à la force afin de se rendre justice à lui-même. Or, cette déchéance s'appliquait indistinctement aux meubles et aux immeubles, comme le disent les institutes de Justinien. Inst. L. IV, T, II, *de bonis vi raptis* (2).

(1) Savigny, *Traité de la possession en droit romain*, trad. Faivre, p. 492.

(2) Petit, *Traité élémentaire du droit romain*, loc. cit., p. 453 et suivantes : sur l'origine de l'action *vi bonorum raptorum*.

Depuis cette constitution, le possesseur d'une chose quelconque, à l'égard duquel une violence avait été exercée pour lui arracher la possession, devait non seulement être rétabli en sa possession s'il avait été dépouillé, mais encore il gardait la chose irrévocablement si elle appartenait à l'agresseur, ou dans le cas contraire il en touchait la valeur.

« Si quis in tantum furoris pervenerit audaciam ut possessionem rerum apud fiscum, vel apud homines quoslibet constitutorum ante adventum judicialis arbitrii violenter invaserit, dominus quidem constitutus possessionem quam abstulit, restituat possessori, et dominium ejusdem rei amittat. Si vero alienarum rerum possessionem invasit non solum eam possidentibus reddat, verum etiam æstimationem eorundem rerum restituere compellatur (1). »

D'après Savigny, dont l'opinion a été adoptée par quelques auteurs, il faudrait tirer de cette constitution et de son introduction dans le code de Justinien la conclusion que l'interdit *unde vi* pouvait s'appliquer aux meubles comme aux immeubles (2).

Nous serons plutôt de l'avis de la grande majorité des auteurs qui combattent ces conclusions de M. de

(1) *Constitution de Valentinien, Théodore et Arcadius*, L. 7, C. lib. 8, tit. IV, *Unde vi*.

(2) De Savigny, *Traité de la possession*, trad. de Faivre, p. 493. — Dans le même sens : Esquirol de Parieu, *Etudes historiques et critiques, sur les actions possessoires*, p. 35.

Savigny. Il est difficile, pour ne pas dire en effet impossible, de concilier son opinion avec le texte des institutes § 6 *de interd.* : « recuperanda possessionis causa solet interdicti, si quis ex possessione fundi vel cedium vi dejectus fuerit... » qui semble bien indiquer que l'*unde vi* ne peut être employé qu'en cas de dépossession d'un immeuble.

Notre conclusion sera donc que, de tout temps, l'*unde vi* ne s'appliqua qu'aux immeubles (1).

A qui et contre qui était donné l'interdit *unde vi* ?

Pour répondre à cette question, il ne faut pas oublier ce que nous avons dit précédemment du caractère de l'*unde vi* qui est d'être une *action personnelle* naissant à l'occasion d'un délit.

Il n'appartient donc en principe qu'à celui qui a été victime de l'expulsion et ne peut-être donné que contre le spoliateur, obligé à restituer.

Toutefois le droit qui naît de la déjection n'est pas exclusivement attaché à la personne du possesseur dépouillé ; il est transmissible aux héritiers et représentants du dejectus. C'est ce que nous dit expressément Ulpien : « Hoc interdictum et heredi et ceteris successoribus competit (2). »

Mais l'interdit *unde vi* est-il uniquement admissible

(1) Dans ce sens : Machelard, *Théorie générale des Interdits en droit romain*, page 237 et ss. — Accarias, *Pièces de droit romain*, t. 2, note de la page 1385.

(2) L. 1, § 44, *Dig.*, liv. 43, t. 16, *De vi*.

contre l'auteur de la dejectio ; contre celui-là même qui a commis la violence ?

La formule primitive de l'interdit ainsi conçue : « *Unde tu vi dejecisti.....* » semblait l'indiquer. Si bien que celui-là aurait pu échapper à l'interdit qui aurait eu le soin de faire commettre par des tiers des actes de violence dont il aurait profité. C'est pour remédier à cet abus que le prêteur, au dire de Cicéron, introduisit dans la formule de l'édit, ces termes beaucoup *plus larges* (1) :

« Ait pretor, dejecisti, aut familia dejecit: merito familie mentio habita : nam cum dejecisti verbum refertur ad personam ejus, qui dejecit, nec pertineat ad eum, cujus familia dejecit (nec enim ego videor dejecisse si familia mea dejecerit), consequens fuit addere, aut familia tua dejecit (2). »

A dater de cette époque il importa peu que la spoliatio eut été exercée par le défendeur ou par ses ordres. Nous lisons en effet au Digeste : « Dejecisse autem etiam is videtur, qui mandavit vel jussit, ut aliquis dejeceretur: parvi enim referre visum est suis manibus quis dejeciat, an vero per alium. Quare et si familia mea ex voluntate mea dejecerit, ego videor dejecisse (3). »

L'application de ce principe veut que celui qui a ra-

(1) Cicéron, *pro Tullio*, chap. 29, 30, 44, 46. — Voir Savigny, p. 485.

(2) L. 1, § 11, *Dig.*, lib. 43, tit. 16, *De vi*.

(3) L. 1, § 12, *Dig.*, lib. 43, tit. 16, *De vi*.

lifié ou approuvé la *dejectio* faite par un tiers est censé avoir expulsé lui-même et il est soumis à l'action : « Sed et si, quod alius dejecit, ratum habuero sunt, qui putent secundum Sabinum et Cassium, qui ratihabitio-nem mandato comparant, me videri dejecisse, interdic-tioque isto teneri : et hoc verum est ; rectius enim dice-tur, in maleficio ratihabitio-nem mandato comparari (1). »

De même si le fils, l'esclave, ou un membre de la fa-mille a spolié le possesseur, *jussu patris familias* ; c'est le père de famille qui est passible de l'action *unde vi* (2). Quant à l'héritier du spoliateur, il ne pourra être soumis à l'interdit *unde vi*, puisque les délits sont per-sonnels. Toutefois si l'héritier a profité de la *dejectio* il pourra être poursuivi *in id quod ad eum per-venit...* (3) ; mais ce ne sera pas par l'interdit *unde vi* mais bien par une action *in factum*. Cette action spé-ciale est *persecutoria rei* et peut être intentée perpé-tuellement « Hæc actio quæ adversus heredem cæte-rosque successores pertinet, perpetuo competit : quia in ea rei persecutio continetur (4). »

Le mot *successores* employé par ce texte ne s'ap-plique certainement qu'aux successeurs proprement dits, à ceux qui représentent la personne. C'est en effet uniquement dans une obligation ex *maleficio*, dans un

(1) L. 4, § 14, *Dig.*, lib. 43, tit. 16, *De vi*.

(2) L. 4, § 15, *Dig.*, lib. 43, tit. 16, *De vi*.

(3) L. 4, § 48, *Dig.*, lib. 43, tit. 16, *De vi*.

(4) L. 3, § 1, *Dig.*, lib. 43, tit. 16.

droit purement personnel qu'il a contre l'auteur de la violence que le demandeur puise son droit à l'interdit *unde vi*.

La caractéristique de ces sortes d'actions c'est qu'elles ne peuvent être intentées que contre la personne obligée. Or aucune obligation ne pèse sur les successeurs à titre particulier du spoliateur : dès lors il était logique de décider que l'interdit *unde vi* ne pouvait rien contre eux ; c'est aussi ce que décide la loi Romaine : « ... Non videor vi possidere, qui ab eo, quem scirem vi in possessionem esse, fundum accipiam... (1). »

Le possesseur dépouillé par violence n'avait donc aucun recours contre un tiers détenteur, même de mauvaise foi.

Cette conclusion pouvait être logique et elle était, en tout cas, conforme à la rigueur des principes ; mais elle n'en était pas moins désastreuse pour le spolié et trop favorable pour l'auteur de la violence et pour son complice.

Il était facile, en effet, au spoliateur de se débarrasser à vil prix de l'immeuble occupé par la violence et dans la possession duquel, sans ce subterfuge, le spolié aurait dû rentrer grâce à l'*unde vi*.

Ainsi, deux personnes également coupables bénéficiaient de ce que la victime de la violence était désarmée. Encore une fois, si cela était conforme au prin-

(1) Loi 3, § 10, *Dig.*, lib. 43, tit. 17, *uti possidetis*.

cipe, c'était injuste. Il sera intéressant de voir dans la suite comment le droit canonique, s'inspirant d'idées plus élevées et plus morales, abrogea ce principe et introduisit dans notre droit une règle plus équitable et non moins logique.

Connaissant maintenant la nature de l'interdit *unde vi*, ses conditions d'admissibilité, ceux à qui et contre qui il était donné, étudions ses effets et les exceptions qu'on pouvait y opposer.

Les effets de l'interdit *unde vi* sont très rigoureux. Ils sont devenus du reste de plus en plus durs pour l'auteur de la violence à mesure que le pouvoir devenu plus fort à Rome voulut davantage réprimer les violences.

Les empereurs imitèrent du reste la sévérité du Préteur. Marc Aurèle, à l'époque classique, décida que le créancier qui saisissait violemment les biens de son débiteur, au lieu de s'adresser au magistrat, serait déchu de sa créance et tomberait sous l'application de la loi Julia *de vi* (1).

Plus tard, Valentinien, Théodore et Arcadius (2) imitèrent la sévérité de Marc Aurèle que Justinien ne fit que confirmer.

La restitution ordonnée par le magistrat dans cet

(1) L. 7, *Dig.*, lib. 48, tit. 8, *ad legem juliam de vi privata*.

(2) L. 7, C., *unde vi*, *loc. cit.*, et *Instit.* de Justinien, § 4, *De vi bonorum raptorum*; *loc. cit.* — Voir aussi : de Savigny, *Traité de la possession*, trad. Faivre, p. 493.

interdit s'entendait donc de la façon la plus rigoureuse. Il partait de ce principe que le demandeur devait être rétabli absolument dans la position où il serait s'il n'avait pas éprouvé de *dejectio* et il en tirait toutes les conséquences possibles.

Non seulement, d'après la législation du Bas-Empire, celui qui s'emparait d'une chose par la violence devait restituer cette chose et perdre son droit sur elle s'il en était réellement propriétaire, ou en payer la valeur dans le cas contraire : mais, de plus, il devait indemniser la victime de sa violence de tous les dommages que la *dejectio* avait pu ou aurait pu lui causer (1).

S'il s'agissait d'un immeuble produisant des fruits, il devait aussi leur restitution au possesseur qui sans cela en eût joui. « Qui vi dejectus est, quidquid damni senserit ob hoc quod dejectus est, recuperare debet : pristina enim causa restitui debet, quam habiturus erat, si non fuisset dejectus... (2). »

Et cette restitution des fruits, il la devait au demandeur à partir de la *dejectio* : « ex die quo quis dejectus est, fructuum ratio habetur... (3). » Alors même qu'ils n'avaient pas été perçus par lui, il suffisait qu'ils aient pu l'être et que le possesseur en ait été privé (4).

Mais cet interdit *unde vi*, si sévère pour l'auteur de

(1) Molitor, *La possession, la revendication*, etc., p. 443 et ss.

(2) L. 1, § 31, *Dig.*, lib. 43, tit. 16, *De vi*.

(3) L. 1, § 40, *Dig.*, lib. 43, tit. 16, *De vi*.

(4) L. 4, C., lib. 8, tit. 4, *Unde vi*.

la violence dans le dernier état du droit romain pouvait-il être rendu inutile par des exceptions ?

La réponse varie suivant les époques.

A l'époque classique, le défendeur à l'interdit *unde vi* pouvait, quoique ayant usé de violence vis-à-vis du demandeur pour se mettre en possession de l'objet légitime, ne pas toujours être obligé de restituer. La conduite du dejectus était en effet considérée comme légitime si la possession dont il avait dépouillé son adversaire était viciieuse à son égard. On considérait alors qu'il n'avait fait qu'user de représailles en reprenant par la violence ce qui lui avait été pris indûment.

Cicéron (1) nous le dit dans divers passages de ses plaidoiries, et du reste cette réserve indiquée dans la formule de l'interdit est signalée par Gaius qui limite en ces termes le droit qu'a le dejectus d'obtenir par l'usage de l'interdit *unde vi* la restitution de la possession : « Si modo is qui dejectus est, nec vi, nec clam, nec precario possidet ab adversario ; quod si aut vi, aut clam, aut precario possederit impune dejectur (2). » La même doctrine est énoncée par Paul : « Qui vi, aut clam, aut precario possidet ab adversario impune dejectur (3). »

On considérait pour ainsi dire la violence comme juste en pareil cas. Il y avait pourtant dès cette époque une

(1) *Pro Tull*, ch. 44 ; *Pro Cœcin*, ch. 32 ; *Epist ad famil.* VII, 43.

(2) Gaii, *Inst.*, IV, § 454.

(3) *Sent.*, liv. 3, tit. 6, § 7.

hypothèse où aucune exception n'était admise; c'était l'hypothèse où la violence avait eu lieu à mains armées. C'est encore Cicéron (1) qui nous le dit et Gaius l'enseigne :

« Interdum tamen etiam ei quem vi dejecerim, quanvis a me aut vi, aut clam, aut precario possideret, cogor restituere possessionem, velut si armis eum vi dejecerim : nam pretor..... (2). »

C'était là, du reste, ce qui constituait la plus grande différence entre l'interdit *unde de vi* et l'interdit *de vi armata*.

Mais au temps de Justinien cette différence n'existe plus (3). De même qu'on a augmenté la sévérité pour les restitutions avec Marc-Aurèle et Valentinien, de même voulant prohiber toute violence quelle qu'elle soit, on a assimilé la violence ordinaire à la violence à mains armées.

Dans tous les cas, le spoliateur ne pourra plus invoquer aucune exception. Tant pis pour celui qui a eu le tort de se faire justice à lui-même au lieu de recourir à l'autorité publique. Il devra restituer une possession acquise par la violence sans pouvoir objecter qu'il s'est contenté de traiter son adversaire comme il avait été

(1) Cicéron, *Pro Cœcina*, chap. 8, id., chap. 22. « Dolabella pretor interdixit, ut est consuetudo, de vi, hominibus armotis, sine ulla exceptione. »

(2) Gai, *Inst.*, IV, § 453.

(3) De même les deux interdits sont devenus perpétuels.

traité lui-même. C'est la doctrine formelle de Justinien aux Institutes (1) : § 6 *De interd.*

« Proponitur interdictum unde vi, per quod is qui deiecit, cogitur ei restituere possessionem, licet is ab eo qui deiecit vi, vel clam, vel precario possidebat (2). »

En un mot, à partir de Justinien, toute violence est punie.

Nous venons d'étudier l'*unde vi* d'une façon sommaire et même bien superficielle ; mais cela suffisait pour notre plan. Nous voulions uniquement prouver que l'origine et le but de l'*unde vi* étaient analogues à l'origine et au but de la réintégration, objet de notre étude.

Suivant l'expression de M. Guq, « chez tous les peuples le droit est dans un rapport étroit avec le droit social ». Il suffit de parcourir l'histoire des peuples au point de vue du droit pour vérifier la vérité de cette parole.

Dès que le pouvoir central fut organisé à Rome, il s'empessa de maintenir la paix publique et créa un interdit pour punir la violence : ce fut l'*unde vi*.

(1) Just. *Inst.*, liv. IV, tit. 43, *De interd.*

(2) On trouve encore cependant dans les Pandectes une trace de la distinction ancienne de l'interdit *de vi* et *de vi armata* (L. 1, § 43, D. *de vi*). Les enfants et les affranchis peuvent exercer l'interdit *unde vi* contre leurs père et mère et leurs patrons, quand il y a eu violence à main armée ; tandis que dans le cas de violence ordinaire, on ne leur accorde qu'une action *in factum*.

De même en France, dès que la royauté eut concentré entre ses mains le pouvoir, elle s'efforça de faire cesser les luttes, d'empêcher les citoyens de se rendre justice à eux-mêmes et c'est également de ce besoin de paix que naquit la réintégrande.

Cette communauté d'origine et de but suffisaient déjà à expliquer les ressemblances entre l'*unde vi* et la réintégrande ; mais il ne faut pas oublier que d'autres raisons encore peuvent expliquer les analogies entre ces deux actions. C'est en effet grâce au droit romain, conservé par l'Eglise, que ce principe que nul ne doit se rendre justice à lui-même pénétra en France. Toutefois, en conservant ce sage principe, les auteurs canoniques l'ont modifié profondément suivant les idées nouvelles introduites par le christianisme. Ces idées avaient eu déjà une influence sensible sur l'*unde vi* romain en augmentant sa sévérité sous la législation du Bas-Empire, mais elles vont encore modifier plus profondément notre réintégrande.

Aussi ne nous étonnons donc pas si, dans le parallèle que nous faisons de la réintégrande et de l'*unde vi*, à côté de ressemblances dues à leurs communautés d'origine et de but, nous trouvons des différences qui s'expliquent par ce fait que ce principe du droit romain « *que nul ne doit se rendre justice à lui-même* », avant d'être appliqué en France fut dégagé de sa rigidité romaine et adopté aux besoins d'une société barbare par le droit canonique.

Ainsi, la réintégrande se rapproche de l'action *unde vi* en ce que toutes les deux sont des actions pénales et personnelles. Elles naissent toutes les deux à l'occasion d'un délit et c'est la personne et non l'objet qui est obligé. Mais là cesse la ressemblance entre ces deux actions. Tandis qu'en effet, l'*unde vi*, nous l'avons vu, en dépit de l'opinion de Cujas, n'était donné qu'à l'occasion de la dépossession par violence d'un immeuble, la réintégrande, au contraire, nous le prouverons bientôt, est donnée à l'occasion de la dépossession d'un objet quelconque, mobilier ou immobilier, ou même d'un droit quelconque.

L'*unde vi* n'était accordée qu'à celui qui pouvait justifier de la possession juridique; la réintégrande défend, au contraire, un possesseur quelconque. La moindre possession suffit pour l'intenter. Le fermier même a ce droit et cela est naturel. Alors, en effet, que l'*unde vi* décide définitivement de la possession et est, en ce sens, une véritable action possessoire, la réintégrande se borne à rétablir l'état de fait tel qu'il existait avant la spoliation, ne préjuge rien au point de vue de la possession véritable, ne donne même pas droit à la jouissance de la chose rendue au demandeur pendant le procès, en un mot, n'est pas une action possessoire.

Pour une possession si précaire et donnant si peu d'avantage, il était juste de ne pas exiger dans celui qui la réclamait de nombreuses preuves. C'est pourquoi

celui qui l'intentait n'avait qu'une preuve à faire, c'était qu'il avait eu la possession au moment de la déposition. Aucune autre condition n'était exigée.

CHAPITRE II

FORMATION DE LA RÉINTÉGRANDE. — SES CARACTÈRES ORIGINAIRES.

SECTION PREMIÈRE

DU V^e AU IX^e SIÈCLE. — PERSISTANCE DE L' « UNDE VI ».

Nous avons étudié dans le chapitre précédent les diverses transformations subies par l'*unde vi*, depuis son introduction, jusqu'à son extension considérable par les législateurs du Bas-Empire. Nous avons vu ces législateurs, voulant réagir contre la décomposition sociale, lutter contre le mal avec cette raideur qui est souvent l'indice d'une faiblesse irrémédiable (1).

On fait d'autant plus de lois pour protéger la possession qu'on sent davantage qu'elle va être en butte à plus d'attaques.

L'époque est critique en effet pour l'Empire romain. Nous approchons du V^e siècle et nous le voyons prêt

(1) Esquirou de Parieu, p. 33.

à crouler de toutes parts sous le coup de l'invasion. Ce corps immense est sans vie : ce n'est plus que l'ombre d'un grand nom. En face sont les barbares venus du Nord pleins de vie et d'ardeur qui vont se précipiter sur lui poussés par le désir de jouir d'un pays plus riche, plus doux et plus fertile. Aussi bientôt l'Empereur d'Occident, dans la crainte des barbares, après avoir choisi Milan pour capitale et pour poste de surveillance au pied des Alpes, transportera de nouveau le trône impérial à Ravenne sur les bords de l'Adriatique (403) afin d'échapper à l'invasion par d'inaccessibles marais et se tenir prêt à mettre à la voile pour la Grèce ou Constantinople. Rome va subir le double fléau d'Alaric et de Genseric (445). L'Italie sera livrée successivement aux Goths et aux Hérules. La Gaule sera occupée au Nord par les Francs, à l'Est par les Burgondes, au Midi par les Visigoths, à l'Ouest par l'insurrection des Armoriques et l'émigration des Bretons insulaires. Seules une partie des provinces du Nord et les vastes contrées du Centre qui formaient autrefois la Gaule celtique restent encore rattachées à l'Empire jusqu'à l'époque où, après le renversement d'Augustule et le patriciat d'Odoacre, roi des Hérules (476), elles vivront elles-mêmes d'une vie indépendante.

L'époque que nous devons étudier maintenant est une période de transition.

Que va devenir au milieu de peuples barbares aux mœurs violentes qui ne connaissent comme procédure

que le duel judiciaire, cette idée de l'*unde vi* que nul ne doit se faire justice à lui-même.

Certes, il dut y avoir, au moment même de l'invasion, une période de transition où la force seule fut un argument écouté. Tous les principes des *Romains sur le respect dû à la possession, sur l'utilité de la paix publique* ne pouvaient trouver un écho dans ces âmes barbares.

Mais si l'on s'en rapporte aux documents que nous avons sur cette époque, cette période dût être relativement de peu de durée.

De bonne heure, en effet, et en principe au moins, les vainqueurs respectèrent les idées et la législation des vaincus et, dès le début du V^e siècle, nous les voyons faire rédiger des lois pour l'usage des Gallo-Romains (1).

C'est ainsi que, sous le règne d'Alaric II et par l'ordre du comte du palais Gojaric, une commission de juriconsultes romains se rassembla sous la ville d'Aire, en Gascogne (2), en l'an 506 de notre ère, pour rédiger un abrégé intitulé : *Lex Romana*, mais qui, depuis le XVI^e siècle, est plus connu sous le nom de *Bréviaire d'Alaric*. Cet abrégé contient notamment, dans l'une de ses deux sections, les extraits des seize livres du Code

(1) Klimrath, *Travaux sur l'Histoire du Droit français*, T. I, p. 313 et ss.

(2) « Anno XXII, regnante domino Alarico Rego, ordinante viro illustri Gojonco comite. » — Klimrath, p. 314 et ss. — V. Savigny, *Histoire du Droit romain au Moyen-Âge*, T. 1, p. 400 et ss.

Théodosien et des nouvelles des empereurs Théodose, Valentinien, Marcien, Majorien et Sévère.

De même la publication du *Bréviaire* fut précédée ou suivie de près par une compilation analogue promise en 467 aux Romains habitant le royaume des Bourguignons et connue sous le nom de loi Gombette (1).

Ces lois qui, d'après notre terminologie moderne, devraient plutôt s'appeler des codes, ne furent certainement que de grossières compilations ; mais malgré leurs imperfections elles conservaient cependant quelques-uns des grands principes du droit romain dont la connaissance devait déjà apporter quelques lumières dans les esprits des barbares jusque là fermés à toute idée juridique.

C'est du reste, en faisant codifier les lois qu'ils appliqueraient aux Gallo-romains, qu'ils eurent l'idée de codifier eux-mêmes leurs propres coutumes. La plus célèbre des lois germaniques, la loi salique, date de cette époque.

Bientôt du reste, à l'influence de ces compilations barbares allait se substituer celle de l'œuvre de Justinien connue en Italie dès la fin du VI^e siècle. Il n'est donc pas étonnant que nous trouvions encore des traces

(1) « Lex Burgund constitutio prima : Inter Romanos..... romanis legibus præcipimus judicari : qui formam et expositionem legum conscriptam, qualiter judicent, se noverint accepturas, ut per ignorantiam se nullos excuset. » — Klimrath, p. 345.

de cette idée romaine : que nul ne peut se faire justice à lui-même, dans les lois des Lombards et des Visigoths.

Nous venons de voir que les principes de l'*unde vi* ne durent jamais complètement disparaître, même aux époques troublées qui suivirent la chute de l'Empire romain.

Ce qui donne une grande portée à cette opinion, c'est le rôle de l'Eglise à cette époque ; de l'Eglise qui, en dépit des grondements de l'orage, allait continuer son rôle de civilisatrice et d'éducatrice des peuples barbares :

« Au milieu de ce trouble, dit Laferrière, l'Eglise gallicane seule était puissante avec ses conciles provinciaux, avec ses prélats élus par le peuple comme premiers pasteurs et comme premiers magistrats de la cité (1). »

On voit en effet au milieu du V^e siècle les évêques oser tenir des conciles pour s'efforcer de réparer les maux causés par les hommes du nord (2).

Saint Jérôme avait donc pu dire avec raison au début de ce V^e siècle : « L'Univers romain s'écroule et cependant notre tête chrétienne ne fléchit pas (3). »

(1) Laferrière, *Histoire du droit romain et français*, t. 3, p. 14 et ss.

(2) Notamment le concile de Tours en l'an 461.

(3) « Romanus orbis ruit et tamen cervix nostra non flectitur », S. Hieronymus, *épist.* 84.

Au bruit retentissant de la chute de l'Empire, Saint Augustin avait écrit le livre de la Cité de Dieu pour rassurer la conscience des chrétiens troublés par les victoires des barbares.

L'Eglise par ses évêques était en un mot la partie intelligente et instruite de la nation, et les barbares pour rédiger les lois dont nous avons parlé avaient dû faire appel à son concours. Or toute sa science juridique venait des Romains. C'est donc aux évêques que nous devons l'introduction dans ces coutumes barbares de principes plus élevés et notamment de celui qui nous occupe. On peut donc dire avec Alauzet : « Rien n'empêche de croire, si l'on veut que, bien avant les décrétales des papes et dès les premiers siècles de la monarchie franque, le droit barbare n'ayant rien créé, rien établi sur la matière de la possession, les principes romains, soit sur la possession elle-même, soit sur les moyens juridiques de la faire valoir, se soient conservés sur notre sol dans toute leur énergie (1). »

La loi romaine en effet continua à être suivie par le clergé, comme le prouvent des documents dont l'authenticité ne peut être contestée (2).

Les monuments de l'époque mérovingienne posent, en effet, en principe que l'Eglise et ses prêtres sont régis

(1) Alauzet, *Histoire de la possession*, p. 208 et ss.

(2) Crémieu, 2^e partie, ch. 4^{er}, n^o 475. — Troplong, *Prescription*, t. 4, n^o 293.

par le Droit romain : « *Ecclesia vivit lege romana : Romanorum leges sacerdotes convenit observare* (1). »

Ainsi tous les auteurs sont d'accord pour reconnaître que, grâce à la société gallo-romaine et à l'Eglise, un peu de la législation romaine subsiste après l'invasion des barbares et va s'infiltrer dans la société germanique.

On peut donc affirmer sans crainte que, de toutes ces notions romaines sur la possession, l'*unde vi* dut être la première à surnager. Tous les peuples, en effet, arrivés à un même état de civilisation, ont les mêmes besoins.

A Rome, nous avons vu l'*unde vi* faire son apparition à une époque où l'*uti possidetis* n'existait pas encore.

Cela était logique. Pour des peuples encore barbares seule une dépossession complète et violente peut exiger une répression immédiate. Dans une société dans l'enfance, on laisse longtemps à la seule énergie du possesseur le soin de le défendre contre des agressions de détail.

Il est donc facile de comprendre qu'en France, dans la pratique judiciaire des premiers siècles, après l'invasion des barbares, le besoin de l'*unde vi* ait continué à se faire sentir alors que l'*uti possidetis* était oublié (2).

Aussi, grâce à l'influence de l'Eglise, l'interdit *unde*

(1) Viollot, *Hist. du droit civil français*, p. 33.

(2) Glasson, *Hist. du droit et inst. fr.*, VII, p. 286 et ss.

vi se perpétue dans des monuments d'une signification évidente.

C'est ainsi que dans le 161^e capitulaire du 6^e livre se trouve réédité purement le principe pénal joint à l'ancien interdit *unde vi* par les dernières autorités de la jurisprudence romaine.

CLXI. *Si possessor per violentiam expellatur.*

« Quicumque violenter expulerit possidentem, priusquam pro ipso iudicis sententia precedat, si causam meliorem habuerit, ipsam causam de quo agitur, perdat; ille vero qui violentiam pertulit, universa in statu quo fuerant recipiat, et quæ possedit securus teneat. Si vero illud invadit quod per iudicium obtinere potuit, et causam amittat, et aliud tantum quantum invasis reddat expulso (1). »

Le livre qui porte le nom de Petri exceptiones, rédigé au XI^e siècle, ne contient rien non plus de relatif à l'ancien interdit romain *uti possedetis*, mais il rappelle les principes sévères de l'*unde vi* à la dernière période du Droit romain (2).

Dans un monument de la même époque, à l'art. 14 des statuts d'Aigues-Mortes, dont la rédaction remonte au règne de Philippe I^{er}, la distinction entre la dépossession et le trouble est clairement marqué : « Item de possessione turbata non inquirat vel puniat per inquisi-

(1) Walter, *corpus juris germanici*, t. 11, p. 618.

(2) *Petri exceptiones*, lib. 3, cap. 2. « De rapina mobilis rei, et cap. 11, de invasione immobilium rerum. »

sionem sed de vi ablativa vel compulsiva inquirat et puniat. »

Dans les lois municipales d'Arles, nous trouvons au siècle suivant un autre genre de pénalité. Art. 166 : « Item statuimus quod nullus invadat possessionem rei immobilis alicujus sua auctoritate. Quod si fuerit solvat centum solidas pro pœna et dicta possessio restituatur ei cujus primo fuerat ; et quod amplius non audeat experiri occasione dicte invasionis. »

Ainsi nous pouvons prouver que cette idée d'un pouvoir puissant ne permettant pas aux particuliers de se faire justice à eux-mêmes n'était pas disparue complètement pendant l'éclipse que l'invasion des barbares fit subir aux constitutions des peuples.

Nous avons pour soutenir cette opinion non seulement les textes des lois et des capitulaires des rois des deux premières races, mais l'autorité de tous les auteurs et historiens qui se sont occupés de cette époque primitive.

Tout nous prouve en un mot qu'à l'origine les lois furent personnelles, c'est-à-dire, que chez toutes les nations qui, lors de l'invasion germanique, se formèrent de la superposition des barbares sur le monde romain. les vainqueurs furent régis par leurs institutions propres, tandis que les vaincus restèrent soumis à la législation romaine (1).

(1) De Savigny, *Histoire du Droit romain au moyen âge*, traduction

Loin d'imposer leurs lois aux vaincus, ce furent plutôt les vainqueurs qui firent des emprunts à la législation romaine, c'est-à-dire à celle des Gallo-romains et de l'Eglise, comme nous l'avons constaté dans les lois que les barbares firent rédiger après leur entrée en Gaule. Aussi, dans la période qui s'étend du V^e au IX^e siècle, rien n'a été créé ni même pour ainsi dire modifié au point de vue qui nous occupe.

D'un côté les lois des peuples barbares, la loi salique surtout est muette sur la matière de la possession et des actions possessoires. La distinction entre la possession et la propriété est chose trop délicate pour être même en germe dans les constitutions primitives des peuples barbares. C'est donc à tort qu'un grand jurisconsulte de notre époque a cru voir dans le 47^e titre de la loi salique intitulé : « de eo qui villam alienam occupaverit, vel si duodecim mensibus eam tenuerit... » la preuve qu'avant l'invasion, les Germains distinguaient la possession de la propriété, et avaient même action possessoire la complainte (1).

De l'autre côté les Gallo-romains ont continué à distinguer la propriété de la possession et l'*unde vi* est

Guenoux, t. 4, chap. 3, § 31. — Guizot, *Histoire de la civilisation en France*, t. 4, p. 340 et 333. — Laferrière, *Hist. du droit français*, t. 1, p. 433 et ss.

(1) Henrion de Pansey, *Justice de paix*, chap. 33. — Dans le même sens, voir Toullier, t. 14, p. 166. — Merlin, V^o *Complainte*. — Contra, M. Guizot, *Histoire de la civilisation en France*, t. 4, p. 277. — Crémieu, p. 469 et ss. — Esquirol de Parieu, p. 46 et ss.

resté en vigueur tel que nous l'avons connu à la fin de l'Empire. Nous lisons dans une constitution de Charles le Chauve en 864 : « de illis autem qui secundum legem romanam vivunt nihil aliud nisi quod in eisdem continetur definimus (1). »

« La loi salique écartée comme un anachronisme, dit M^e Troplong, nous nous trouvons en présence du droit romain, qui n'a jamais péri dans les Gaules, et qui a toujours été pour le moins aussi national que les lois barbares dont l'existence y fut si précaire et si courte ; c'est à lui qu'il faut reporter cette idée capitale de la possession réglée, abstraction faite de la propriété (2). »

En résumé, dans la période que nous venons d'étudier et qui s'étend depuis l'invasion des barbares jusqu'à l'établissement définitif de la féodalité, le droit romain a gardé une influence appréciable dans toute la France et surtout dans le midi.

(1) Baluze, t. 2, p. 483.

(2) Troplong, *Prescript.*, 1, n^o 293, p. 416.

SECTION II

DU IX^e SIÈCLE AU XII^e SIÈCLE. — LA RÈGLE : « SPOLIATUS ANTE
OMNIA RESTITUENDUS ».

A l'époque que nous devons étudier maintenant, l'influence du droit romain a pour ainsi dire disparu complètement.

Nous allons assister à la réaction de l'élément germanique contre l'élément gallo-romain.

Le régime féodal, dont la première origine remontait peut-être aux premières concessions de bénéfices, fut l'institution dominante depuis le IX^e jusqu'au commencement du XII^e siècle. Durant cette époque, un changement remarquable s'opéra dans le système de législation ; les lois, de personnelles qu'elles étaient, devinrent territoriales, et des coutumes plus ou moins bizarres remplacèrent les anciennes législations (1). Voyons le tableau plutôt sombre que nous fait M. Laferrière de cette époque : « Sous les faibles successeurs de Charlemagne et les premiers chefs de la troisième race, les fiefs sont devenus héréditaires ; l'unité de l'empire s'est brisée ; le territoire s'est morcelé ; le pouvoir s'est in-

(1) Guizot, t. II, p. 263.

féodé à la terre, il a mille centres différents et isolés ; tout s'immobilise dans une sphère étroite et jalouse. La violence impose ses caprices ; les seigneurs qui veulent s'incorporer les peuples de leurs comtés élèvent entre eux la barrière des usages les plus bizarres..... la langue des lois fait place à des idiomes grossiers, formés du mélange du latin et du tudesque ; les Codes de Théodose, d'Alaric, de Justinien se perdent ; les ténèbres de l'ignorance couvrent la face de l'Europe et de la France ; les traditions confuses remplacent les lois absentes : des coutumes locales se forment sous le nuage plus ou moins épais qui a intercepté la lumière de la civilisation et du droit..... (1). »

La civilisation, au lieu de progresser, semble prête à s'éteindre. Le christianisme, qui, jusqu'à cette époque, avait su dominer les esprits par ses institutions éminemment morales, ne peut plus agir et exercer sa puissance sur la société féodale. Les guerres privées exercent leur ravage. Les évêques ne peuvent plus s'assembler, les conciles généraux disparaissent. L'influence religieuse s'évanouit dans les lois comme dans les mœurs. Heureusement que si elle sommeille, ce n'est que pour être plus active et plus énergique à son réveil.

A cette époque troublée où l'autorité centrale n'existe pas, où les seigneurs sont trop forts vis-à-vis d'une

(1) Laferrière, *Hist. du droit français*, 1, p. 54.

royauté qui n'a guère qu'un pouvoir nominal, le principe *que nul ne doit se faire justice à lui-même* est bien oublié, et cela est naturel puisque ce principe est toujours méconnu dans les sociétés primitives.

Mais c'est une loi de l'Histoire que tout excès amène fatalement une réaction contraire d'autant plus forte que les excès ont été plus grands. Pendant plusieurs siècles la force a primé le droit, l'anarchie féodale a régné en maîtresse sur la France et l'Europe. Une réaction profonde va avoir lieu, et dès le XII^e siècle elle va commencer.

C'est à l'Eglise que nous devons ce mouvement de rénovation. Les clercs et les moines, dans leurs cloîtres, ont conservé les traditions romaines, les lois de Théodose et de Justinien, au milieu des tourmentes et des guerres privées. En plein IX^e siècle apparaît une collection célèbre de leur droit canon, connue sous le nom de *Fausse Décrétales*. Mais l'époque est encore trop troublée pour que les sages conseils dont sont remplis ces *Décrétales* puissent avoir de l'effet sur les peuples.

Au XII^e siècle, au contraire, un nouveau recueil est publié par un simple moine de l'ordre de Saint Benoît, et ce recueil, connu sous le nom de *Decretum*, est devenu célèbre dans les annales des actions possessoires.

C'est en effet dans l'une des causes renfermées dans la deuxième partie du décret de Gratien que se trouve l'origine de notre action de réintégrande.

Aussi allons-nous citer ce canon en entier :

« Reintegranda sunt omnia expoliatis, vel ejectis

episcopis ordinatione pontificum, et in eo loco unde abcesserunt, funditus revocanda, quacunque conditione temporis aut captivate, aut dolo, aut violentia majorum (vel malorum) aut per quascumque injustas causas res ecclesiæ, vel proprias, aut substantias suas perdidisse noscuntur, ante accusationem, aut regularem ad synodum vocationem (1). »

Que signifie ce texte ? Il s'agit ici d'un simple privilège accordé par les lois de l'Église à l'évêque dépouillé de son siège. On suppose qu'un évêque a été expulsé de son siège, dépouillé de ses biens personnels, et l'on décide qu'il ne pourra être traduit devant le synode, à raison d'aucun crime, avant qu'on ne l'ait pleinement restitué dans sa position primitive.

Voici du reste ce que nous lisons dans le Décret, seconde partie, cause troisième :

« Quæstio I, cap. I. Episcopis suis rebus expoliatis, vel a propriis sedibus ejectis, omnia quæ eis ablata sunt legibus sunt reintegranda ; quia priusquam hoc fuerit factum, nullum crimen eis objici potest. »

« Cap. II. Episcopis, si a propriis sedibus aut ecclesiis sine auctoritate Romani pontificis expulsi fuerint, antequam ad synodum vocentur, proprius locus et sua omnia eis reintegranda sunt..... »

(1) *Decretum Gratiani*, C. 3, Q. 1, c. 3. Ce canon fut attribué à Jean Ier et à l'année 524. V. sur ce canon Bourcart, p. 144 et ss. — Champeaux, p. 454 et ss. — Alauzet, p. 215 et ss. — Cremieu, p. 185 et ss.

Ces deux dispositions qui précèdent immédiatement le chapitre III établissent seulement un droit d'exception en faveur du spolié ; on ne veut pas qu'un évêque puisse être poursuivi criminellement, avant d'avoir été remis en légitime possession des biens ravés ou confisqués.

En un mot c'est une véritable exception dilatoire qui est ici proposée en faveur des évêques (1).

En dehors de cela rien n'est changé dans les principes de la possession ; l'action par laquelle l'évêque se fera restituer pourra être une revendication, une action de dol, ou l'interdit *unde vi*, tel qu'il existe en droit romain. On n'énonce pas un droit d'action, on ne fait que le supposer.

Le canon *reintegranda* fut du reste suivi par le canon *Sæpe* inséré dans les décisions du concile de Latran en 1215 (2).

« Sæpe contingit quod spoliatus, per spoliatorem in alium re translata, dum adversus possessorem non subvenitur per restitutionis beneficium eidem spoliato, commodo possessionis amisso, propter difficultatem probationum juris, proprietatis amittit effectum, unde, non obstante juris civilis rigore, sancimus ut si quis de cætero scienter rem talem receperit, cum spoliatori quasi suc-

(1) Ce n'est que plus tard qu'on admit une action au *conditio ex canone reintegranda*, cap. I, X *de rest. spol.* 41, 5.

(2) C. 48, X *de restit. spoliat.* 44, 43. — Troplong, *Commentaire sur la prescription*, n° 297.

cedat in vitium (eo quod non multum intersit quoad periculum animæ injuste detinere ac invadere alienum) contra possessorem hujus modi spoliato per restitutionis beneficium succurratur (1). »

Les termes mêmes de cette décrétale indiquent clairement qu'une modification est apportée aux anciens principes et qu'une règle nouvelle est établie, non obstante juris civilis rigore, c'est-à-dire du droit romain. D'après la loi romaine, lorsqu'une chose avait été enlevée par violence et que le spoliateur l'avait transmise à un tiers, celui-ci ne pouvait pas être poursuivi par l'interdit *unde vi*, lors même qu'en recevant la chose, il avait eu connaissance de la violence exercée. L'action était purement personnelle, ne pouvait atteindre que l'obligé et la personne dépouillée n'avait aucun recours possible contre le tiers détenteur, même de mauvaise foi « non videor vi possidere, qui ab eo, quem scirem vi in possessionem esse, fundum accipiam » (2).

Innocent III partant de principes plus élevés que ceux du législateur romain, comprenant que l'âme du tiers détenteur de mauvaise foi courait d'aussi grands dangers que celle du spoliateur lui même « ... quod non multum intersit quoad periculum animæ, injuste detinere ac invadere alienum », érigea l'obligation morale en obligation parfaite, et admit l'interdit *unde vi* contre

(1) Sur ces canons, voir Parrien, p. 98. — Alauzet, p. 55.

(2) L. 3, § 40, *Dig.*, lib. 43, t. 17.

tout possesseur qui, au moment de la transmission, aurait eu connaissance de la violence exercée, *rem talem scienter receperit*.

Innocent III dans cette décrétale abandonne complètement les principes du droit romain « nonobstante juris civilis rigore ».

Toutefois il ne faut pas aller plus loin que lui. C'est à tort qu'un auteur cité par de Savigny (Voltaër), à prétendu que la décrétale donnait l'action contre tout détenteur, même de bonne foi.

La glose avait eu soin de faire cette observation sur notre texte : « Sic ergo solus ille potest conveniri exceptione ex canone illo qui scienter recepit rem alienam... (1). »

Du reste la décrétale dit en termes formels et suffisamment clairs «... si quis scienter receperit... »

Il faut du reste remarquer avec soin que la décrétale d'Innocent III ne change pas la nature de l'interdit *unde vi* ; il continue à être personnel. Ce n'est que comme complice que celui qui a reçu l'objet spolié est poursuivi ; et il faut attendre plusieurs siècles avant de voir les romanistes faire de la réintégrande une action réelle.

(1) *Glos ad Decret, Gregor*, livre III, t. 43, c. 48 V. suiv.

SECTION III

XIII^e SIÈCLE. -- LA RÉINTÉGRANTE EN FRANCE.

Le XIII^e siècle que nous allons étudier maintenant fut une époque de renaissance moins connue que la seconde, mais tout aussi importante.

La civilisation y eut une grandeur et un éclat qui contrastent avec l'ignorance des temps antérieurs et la stérilité des temps qui suivirent.

Les croisades ont été en effet une source de progrès à tous les points de vue. Elles ont non seulement développé l'esprit d'aventure et le goût des voyages, mais encore elles ont fait découvrir des débouchés pour l'activité humaine. Le commerce et l'agriculture se sont développés dans des proportions considérables.

Or paysans et commerçants ne demandent qu'une chose, c'est une bonne police qui permette à l'un de travailler tranquillement sa terre, à l'autre d'exercer en paix son négoce.

Tous tournent leurs regards vers la seule puissance capable de les protéger, vers la puissance royale. De tous temps, le roi avait été considéré comme le gardien de la paix publique, c'est-à-dire dans la terminologie du temps, de la paix royale. Déjà au X^e siècle Hugues

Capet déclarait, dans un diplôme pour l'abbaye de Corbie: « Notre sublimité n'a de raison d'être en droit que si nous rendons la justice à tous et par tous les moyens (1). »

Mais tout cela, nous dit avec raison M. Champeaux, « doit être compris avec les idées du temps. Jamais l'on n'aurait conçu, à une époque où les parties exerçaient encore les poursuites elles-mêmes, que la violence juste fut punie. Non, la *vis justa* était presque une vertu, et les textes qui visent les cas de violence ont soin de nous dire que l'on punit la violence exercée sur une *res aliena*, la *vis injusta* » (2).

Il appartenait à l'Eglise qui, faible elle-même comme le dit Rosshirt (3), éprouvait plus que tout autre organisme social le besoin de faire respecter les faibles, de remettre en honneur le principe romain que nul ne peut se faire justice à lui-même et que le spolié doit être rétabli dans sa situation de fait avant tout autre examen: *spoliatus ante omnia restituendus*.

Cette règle, proclamée par l'Eglise, et d'une utilité si grande que Savigny lui pardonne d'avoir été introduite par les fausses décrétales, va trouver à l'époque où nous sommes arrivés un écho en France et dans toute l'Europe qu'elle n'eût pu trouver aux siècles précédents.

(1) Luchaire, L. 40.

(2) Champeaux, page 454.

(3) *Geschichte des Rechts im Mittelalter von Rosshirt, erster theil, Canonisches Recht*, p. 517, 518 et ss.

La royauté, en effet, a fait de grands progrès depuis Hugues Capet. Elle a lutté sans cesse contre les grands feudataires et souvent avec succès. Les croisades, du reste, en émancipant le peuple et en ruinant les grandes maisons féodales, ont facilité sa tâche. Le peuple s'est habitué à prendre le roi comme arbitre et comme chef dans ses revendications qui sont devenues de plus en plus importantes depuis l'organisation des communes. D'un autre côté, l'Eglise, nourrie des traditions romaines, ainsi que les légistes encouragent la royauté à reprendre le pouvoir, tel que l'avait conçu les Romains.

On comprend que devant ce désir manifesté par tous d'avoir un pouvoir central fort et capable de faire cesser l'anarchie des siècles précédents, cette idée qu'on ne doit pas se faire justice à soi-même ait été acceptée avec joie par les paysans, par les commerçants et surtout par la royauté dont elle allait augmenter la puissance au détriment des justices féodales et seigneuriales. Désormais la violence, même juste, sera réprimée. Il y a une révolution considérable qui coule un nouveau sens dans le mot *pax publica*. L'Etat, après bien des siècles de luttes, est enfin fondé. « Il entend être le seul juge, le seul bras, le seul vengeur (1). » M. Glasson indique bien l'état d'esprit qui amena cette révolution.

(1) Champeaux, p. 456.

« Au XII^e siècle, dit-il, le roi était considéré comme le représentant de la paix publique. Il parut tout naturel aux légistes de réserver à ses juges les affaires qui troublaient cette paix (1). »

La protection du faible contre le fort et contre la violence devint un cas royal, c'est-à-dire un cas exclusivement réservé aux tribunaux royaux.

Un usage barbare, qui avait pris naissance au milieu de l'anarchie féodale, autorisant celui qui avait été dépouillé par violence à se faire justice à lui-même en reprenant, les armes à la main, la chose qui lui avait été ravie, existait encore au milieu du XIII^e siècle.

Ce fut pour changer cet état de choses antisocial et pour tâcher de dominer ces mœurs barbares que Saint-Louis donna à la France son ordonnance célèbre connue sous le nom d'Établissements de Saint-Louis.

Dans ces établissements le roi législateur s'efforce d'allier les lois romaines et les institutions canoniques pour les opposer avec plus de succès aux coutumes trop nombreuses et surtout trop incohérentes qui régissaient alors la France.

Mais au point de vue spécial qui nous occupe, c'est surtout aux décrétales, qui étaient pour l'époque de véritables chefs-d'œuvres de raison et de justice, qu'il eut recours. C'est presque textuellement qu'il transporta dans le droit civil les canons que nous avons cités

(1) *Hist. drt. et ins. fr.*, T. VI, p. 474.

plus haut et qui donnèrent naissance à la fameuse institution de la réintégrande. Par sa volonté le décret de Gratien créé spécialement en faveur des évêques sera applicable à tout possesseur dépouillé. Un spoliateur désormais ne pourra plus tenter une action quelconque contre la victime de sa spoliation tant qu'il n'aura pas opéré la restitution. Telle est l'origine dans notre droit civil de cette vieille maxime parvenue jusqu'à nos jours comme nous nous efforçons de le prouver : « *spoliatus ante omnia restituendus* » et dont Saint Louis dans ses établissements formule ainsi le principe :

« Nuns ne doit plaidier en nule cort despoilliez ; mais il doit demander saisine avant tote evre, ou droit savoir s'il la doit avoir. Droiz dit qu'il la doit avoir, et n'est mie tenuz de respondre despoilliez, ne le sien tenant, ne faire ne nid, ne connaissance, ne reponse, ne defense nulle, selonc droit escrit en Decretales, De ordine cognitionum. Cum dilectectus filius, et capitulo super spolatione, et per totum titulum ; et selonc l'usage de cort laie (1). »

Cette ordonnance de 1270 que réclamaient impérieusement les violences, les pillages, si fréquents jusqu'à cette époque, devait être acceptée avec empressement par tout le monde, et elle le fut en effet.

Du reste, l'axiome du droit canonique devait bientôt

(1) Établissements de Saint-Louis : *Edit Viollet*, II, Ch. VII, p. 341 et 342. — Cpr. : *Usage d'Orléans Viollet*, tome I, p. 113. « Nuns ne doit plaidier en nul cort despoilliez. »

pénétrer partout et partout être répété avec enthousiasme.

« Encore te dis-je que nus ne doit plaider, en nule court, dessaisis, mais il doit demander saisine avant tout œuvre ou droit; s'avoir le doit, ou non. Drois s'accorde qu'il doit s'estre resaisis. Et n'est mie tenus à respondre despouillés ne le sien tenant, ne faire ne ni, ne connaissance ne response nulle selon droit escrit en décrétales », disent les coutumiers d'Artois à la fin du XIII^e siècle (1).

Dans la *Compilatio de usibus andegaviæ*, citée par Viollet, nous lisons: « Il est d'usage que nul ne pert sa reson, de terre, en demandent, s'il n'en est partiz par jugement ou par tenue d'an et jour en peiz et sans chalonge (2). »

Dans une charte de Bressieux de 1288: « Item possessor rei mobilis vel immobilis sine cognitione devesliri non possit vel debeat sua possessione quamdiu coram domino poratus erit stare juri (3). »

C'est encore le même principe que nous retrouvons dans les assises de la Haute cour de Jérusalem: « Si commande que la cort est tenue de saisir celui qui plus droit heir de sa chose, par ce que desaisis ne deit uns hom plaider de son droit (4). »

(1) Edit. Tardif, titre VIII, 1.

(2) Cité par M. Champeaux, p. 457.

(3) N. R. H. 1895, p. 303 et ss.

(4) Jean d'Ibelin, VI, 40.

De même dans le grand coutumier : « Nus n'ont de-vestir home d'aucune chose, forz par l'ordre des jugements (1). »

On le voit, cette idée que nul ne doit se rendre justice à lui-même a fait de rapides progrès et a pénétré partout. On commence à comprendre que l'ancienne façon d'agir, ce droit que chacun avait autrefois chez les Germains de reprendre par la force ce qui lui avait été pris de même, est dangereuse et nuisible à l'intérêt général. On désire la paix avant tout, et l'agriculture surtout va être protégée avec un soin jaloux.

Écoutez ce que nous dit à ce sujet le très ancien coutumier de Normandie (2) :

« Utile genti araturam non disturbari », XVI, § 3.

Cette protection, on l'accordera au laboureur, que ce soit à tort ou à raison qu'il ait labouré : « Arator in aratione sua non disturbabitur, licet aliquis in alterius terra injuste laboret ». XVI, § 2.

Que celui qui peut se plaindre de ce labourage fait en son propre champ ait recours à la justice s'il veut être dédommagé, mais désormais il ne pourra plus se rendre justice à lui-même (3) :

« Nullus ausus set aliquem de aliqua se devestire nisi ordine judiciario », dit à ce sujet le très ancien coutumier de Normandie, chapitre XXII.

(1) Grand coutumier, p. 44, 46, 24, 36.

(2) Edition Tardif.

(3) Nous en verrons un curieux exemple plus loin.

Si, quittant la France, nous jetons un regard sur la législation des autres peuples, nous y verrons partout l'influence du principe canonique. En Italie, ce principe est même appliqué dès le milieu du XII^e siècle. Au treizième siècle, nous le trouvons exerçant une grande influence en Norvège, en Allemagne. En Angleterre on trouve ce passage caractéristique dans les *leges Henrici* : « Nullus a domino suo impligiatus vel integiatus vel injuste dissaisiatus ab eodem implacitetur ante legitimam restitutionem (1). »

Les différents textes que nous venons de citer prouvent bien que c'est au droit canonique et à la règle « *spoliatus ante omnia restituendus* » qu'il faut remonter pour trouver l'origine de notre réintégrande. C'est, du reste, en tenant compte de cette origine qu'il nous sera facile de comprendre les différents textes que nous avons sur cette action au Moyen-Age et même de les suppléer en nous rapportant aux textes du droit canonique.

Toutefois ce serait à tort qu'on se figurerait que la réintégrande issue du *Remedium spolii* en suivit en France la marche logique et progressive. Au début le moyen canonique n'avait été qu'une exception dilatoire dirigée non contre le droit sur lequel est fondée l'action, mais contre l'action elle-même.

Le défendeur qui opposait l'*exceptio spolii* ne devait

(1) Cité par M. Champeaux, page 458, en note.

que prouver la dépossession injuste. S'il réussissait à prouver la spoliation, il était à l'abri de toute poursuite tant que le spoliateur n'avait pas restitué. Ce ne fut que plus tard qu'on admit une action *ou condictio ex canone reintegranda*, cap. IX, de restit. spol. II. 3. Chez nous, au contraire, le moyen canonique apparut, semble-t-il, immédiatement sous forme d'action. On veut avant tout enlever au spolié toute raison de se rendre justice à lui-même et pour lui faciliter le recours aux voies légales on lui donne une action, c'est-à-dire la réintégrande.

Maintenant que nous connaissons l'origine de notre action, nous allons nous efforcer de dégager des textes français de l'époque de son apparition, en les comparant aux textes originaux du droit canonique, les caractères généraux et véritables de la réintégrande. Ce sera là un point très important de notre travail et qui nous permettra dans la suite de toujours pouvoir distinguer la vraie réintégrande des fausses réintégrandes,

SECTION IV

CARACTÈRES DE LA RÉINTÉGRANDE AUX XIII^e ET XIV^e SIÈCLES.

La réintégrande est une action pénale. Ce caractère est prouvé :

1^o Par son origine même et les textes du droit canonique.

2^o Par les expressions employées par les auteurs qui en parlent.

3^o Par la répression qu'elle entraîne, le taux de l'amende qui est précisément celui de la paix brisée.

Que dit en effet le canon réintegranda dont est issu la réintégrande sinon que, pour punir le spoliateur, toute action contre sa victime lui sera refusée tant qu'il ne lui aura pas restitué tout ce qu'il lui a pris. De même le canon saepe n'a qu'un but, c'est de punir le complice du spoliateur qui a reçu successivement une chose dont il connaissait l'origine frauduleuse.

Ce qui prouve bien que le *remedium spolii* du droit canon, en devenant l'action qu'on appellera plus tard la réintégrande, a conservé ce caractère pénal, ce sont les expressions qu'emploient les auteurs qui en parlent. Beaumanoir et ses contemporains en parlant

des causes qui peuvent donner lieu à notre action se servent toujours de l'expression « *meffès* ».

Dans son chapitre XXX, § 1, Beaumanoir nous dit qu'après nous avoir entretenu « de plusors meffès et des cas de crismes et d'autres et de la vengeance qui appartient a coxum meffès » il va nous parler « d'autres manières de meffès sor les quix li rois a establi nouvelle voie de justicier et nouvelle vengeance contre eix qui les font ».

Les dessaisines sont encore mises au rang des violences et des crimes dans le très ancien coutumier de Normandie (1) :

« Hæc sunt placita que pertinent ad ducem : ecclesie scilicet pertinencia, quiminorum infractiones et insultus pacis, infractio domus et carruce insultatio, dissaisina et omnes recognitiones. »

Enfin, l'amende est la même qu'en cas de paix brisée comme nous le dit Beaumanoir :

« L'amende de nouvelle dessaizine, qui en est atains est tout autele au gentilhomme comme à l'homme de poeste, c'est à savoir de soixante sous. »

On peut conclure de ces textes que la réintégrande du temps de Beaumanoir était une action *pénale*, qu'elle naissait bien du délit de celui qui commettait une violence.

(1) *Très ancien coutumier de Normandie*, édit. Tardif, chap. LIII, p. 43.

Ce fondement pénal de la réintégrande a servi de tout temps à établir son caractère personnel, et c'est même le seul auquel s'attachent la plupart des auteurs de notre époque.

Ils se contentent, pour prouver que la réintégrande est une action personnelle, de prouver qu'elle a son fondement dans un délit.

Nous sommes bien d'accord avec eux pour voir dans ce caractère pénal de la réintégrande la preuve que c'est une action personnelle ; mais nous croyons qu'on pourrait encore trouver cette preuve dans ce fait qu'on pouvait l'intenter au sujet des meubles.

Qu'est-ce, en effet, qu'une action personnelle ? L'action personnelle telle qu'elle est comprise aujourd'hui, est une action par laquelle on poursuit directement une personne pour en obtenir un service ou une prestation. L'idée de service a même été l'idée qui a conduit à voir de plus en plus, dans cette action, la poursuite de la personne ; mais, si l'on avait creusé davantage l'idée de prestation, l'on aurait remarqué qu'une partie des biens poursuivis d'habitude par l'action personnelle sont des biens qui ne sont pas et n'étaient pas susceptibles de revendication, parce qu'il n'était pas possible de les revendiquer spécialement. Comment revendiquer, par exemple, du blé, de l'argent.

Pour obtenir ces choses et d'une façon générale, on peut dire, toutes les choses qui ne sont pas marquées,

comme l'étaient les biens qui correspondaient au *res mancipi* romaines dans notre ancien droit : les bœufs, les chevaux, les esclaves, pour obtenir en un mot ce qui devint le *cateus* ou meuble légal au XIII^e siècle, il n'y avait qu'un moyen, c'était de poursuivre la personne (1). C'est là ce qui nous permet de comprendre pourquoi les auteurs coutumiers rangent les actions mobilières parmi les actions personnelles, ce qu'on ne pourrait comprendre avec une autre explication.

C'est pour cela également que ces mêmes coutumiers nous révèlent qu'il existait une juridiction différente pour les meubles et pour les immeubles : le seigneur justicier étant compétent pour le corps et le cateus ; tandis que c'est le seigneur féodal, et dans un autre cycle, le seigneur censier qui sont compétents pour l'immeuble, du moins pour celui donné au fief ou accensé.

Donc, pour la compétence, le meuble est rapproché de la personne. Cette raison, à laquelle il nous serait facile d'en ajouter beaucoup d'autres, suffit pour affirmer que si nous voyons une action comme celle de saisine et de nouvelleté permettre de poursuivre les meubles, ce sera une action personnelle.

Ainsi l'histoire de l'action va nous permettre encore de retrouver sa nature en étudiant l'objet qu'elle poursuit.

Or, il n'est pas douteux que la réintégrande avait

(1) Champeaux, p. 70 et ss,

aussi bien pour objet les meubles que les immeubles. Beaumanoir nous le dit expressément :

« De quelque chose (1) que je soie en saisine et que la saisine soit bonne ou malverse, et de quelque tans que ce soit, soit grand ou petit, qui m'oste de cette saisine sans jugement et sans justice, je dois être resaisi avant tout œuvre, et je le requier. »

Et dans le même chapitre XXXII, § 15, il disait également que la nouvelle dessaisine était accordée pour la saisine « d'un queval ou d'une autre beste ou de denier ou de meuble quel qu'il soit, ou d'aucune desquelles (cores) que j'ai gagnées et labourée en mon nom et sans autorité d'autrui. »

Dans un procès que nous raconte le même auteur, nous allons voir encore notre action porter sur un bien meuble, sur une récolte coupée.

« Pierres estait entré en une terre el mois de mars et le fist arrer et semer pesivement, et quand vint à l'aoust, et il quida l'aveine soier, et tout présentement la terre despouiller de cette année, et y estoient si ovrier ja dedans pour queillir les biens, adont vint Jehans et en osta les ovriers dudit Pierre et contre son

(1) Le *remedium spolii* était en effet étendu à une foule de cas ; ainsi, on l'accordait à la femme chassée par le mari du domicile conjugal et au mari que la femme abandonnait sans motif. — C. 40, X, *de off. judicis delegati*, 1, 29 ; C. 17, X, *de restitutione spoliatorum*, 2, 43 ; C. 6, X, *de sepulturis*, 3, 28 ; C. 7, 45, 48, X, *de rest spol*, 2, 43. — Voir Glasson, N. R. II. 1881, *Sources de la procédure*, p. 421.

gré, il y mit les siens ovriers, et emporta, que lui que sa mesine, l'aveine. Adont fist Pierres ajorner Jehans sor noncle dessaisine, et quand ils vinrent en cort, Pierres requist a estre restablis de l'aveine que Jehans en avoit emporté, lequele il avoit arrée et semée et laborée pesivement et y estoit entrés pesivement. »

Que répondit Jehan ?

Il voulut opposer tout à la fois sa propriété et le défaut de saisine de Pierre et néanmoins « il fu jugé que Pierres seroit ressaisis et restablis de l'aveine, lequele il avoit laborée pesivement, tout n'eust-il pas été en saisine an et jor ».

Nous retrouvons encore la preuve que la réintégrande peut être intentée aussi bien pour les meubles que pour les immeubles dans la charte de Bressieux de l'année 1288, que nous avons déjà citée : « Item possessor rei mobilis vel immobilis sine cognitione devestiri non possit vel debeat sua possessione quamdiu coram domino paratus fuerit stare juri (1). »

C'est ce que nous dit encore Boutillier, confondant la complainte avec la réintégrande. « Complaincte de nouvelleté se peut asseoir soit sur chose mobilière, personnelle, réelle, spirituelle, corporelle... etc. (2). »

En résumé la réintégrande permet de poursuivre le meuble aussi bien que l'immeuble. Quelle conclusion

(1) N. R. II. 4893, p. 302 et ss.

(2) Boutillier, *Somme rural*, Ed. Charondas le Caron, titre XXXI, page 318.

en tirerons-nous ? Nous en tirerons cette conclusion que la réintégrande est une *action personnelle*.

Ce caractère personnel existait déjà dans le *remedium spoli* en droit canonique, C. 18, X, *de rest, spoli*, 2, 13.

Il est vrai qu'il fut combattu par Cujas qui s'appuyait sur le droit romain, où l'*unde vi* ne s'appliquait qu'aux choses immobilières. L'origine canonique de la réintégrande et ce que nous avons dit du caractère personnel du meuble suffisent à expliquer son erreur.

La différence entre l'*unde vi* et la réintégrande est du reste clairement mise en lumière par ce passage d'Imbert :

«..... Quant est de l'Interdit *unde vi* par le droit introduit, pour recouvrer la possession dont l'on a été spolié, il n'est pas aussi en usage que la réintégrande, parce que l'interdit récupératoire de possessio ha lieu contre celui qui, par force, déjecte et spolie de la possessio, ou ha pour agréable la spoliation faicte par autrui en son nom et à son adveu. Mais la réintégrande a lieu contre tous qui injustement détiennent et occupent, et peut estre fermée par tous qui a droit et bone cause, tenoyent et exploictoyent avant la spoliation. Davantage le dit interdit n'est baillé que quand l'on est spolié et dejetté de la possession des immeubles et non des meubles sinon quand les meubles étaient en fond ou maison dont le spolié était possesseur : mais la réintégrande peut estre intentée pour la spoliation de quelque meuble jaoit

qu'il ne fust en a maison, laquelle le spolié possédait. Il y a d'autres différences entre ces deux remèdes qui sont traictées en droit, mais parce qu'elles ne viennent souvent en pratique, je les laisse (1). » Du reste, ce vrai caractère personnel de la réintégrande était encore reconnu par Denisart (2) au XIII^e siècle, qui enseignait que la réintégrande s'appliquait aux meubles. Et son opinion devait être assez ancrée puisque Pothier, au XVIII^e siècle, se crut obligé de la combattre en ces termes : « Ceux à qui on a ravi des choses meubles ont bien une action contre le ravisseur pour en obtenir la restitution ; et il suffit pour l'obtenir qu'ils établissent que la chose leur a été ravie, sans qu'on doive entrer dans l'examen du droit que les parties y ont ; mais cette action n'est qu'une action ordinaire, qui n'est pas la réintégrande et n'en a pas les prérogatives (3). »

La réintégrande étant une action personnelle, on n'exige dans la possession aucune condition, sauf l'absence de violence.

On ne demande pas à celui qui veut l'intenter de ne posséder *non vi* (4) *non clam non precario*.

« De quelque chose que je soie en saisine et que la

(1) Imbert, *Pratique judiciaire*, p. 406, liv. 4, ch. 47. — Glasson, N. R. H. 1890, p. 626.

(2) Denisart. V^o complainte.

(3) Pothier, *édit. Beugnot*, tome IX, p. 299.

(4) Livre des droits et commandements, n^o 740, cité plus loin.

saisine soit bonne ou malverse et de quelque lars que ce soit, soit grans ou petit, qui m'ostre de cette saisine sans jugement ou sans justice je dois ètre resaisi avant tout œuvre et je le requière (1). »

Bien plus, Beaumanoir nous dit qu'on peut ètre resaisi de tel coze qui mériterait le hart :

« L'on pot bien estre resaisi de tel coze par coutume c'on en porterait après le hart, si comme on avait le coze dont on serait resaisi, mal talue ou emblée, et il est prové clèrement (2). »

Le seul fait de posséder une chose donne si bien le droit d'intenter la réintégrande à celui qui en est dépouillé, que le voleur lui-même l'aurait contre le propriétaire de l'objet volé qui le reprendrait sans recourir à la justice.

C'est ainsi qu'on lit dans le livre des droits et commandements au n° 710 : « Si aucun larron avait prins un cheval ou autre chose d'aucun, tout n'eut-il droit de le prendre, si cellui ne la li recourt incontinent sans intervalle, et le larron en eust possession par aucun temps, celui à qui la chose serait ne la li peut oster de son autorité sans justice, et se mefferait s'il le faisait ; car ainsi chacun serait juge en sa cause.

« Et convient que par justice la chose soit recouvrée ; car saisine est privilégiée sur toutes autres choses, etc...

(1) Beaumanoir, XXXII, § 23.

(2) Beaumanoir, XXXII, § 45.

Et dit la loy quod et predo id est latro debet restitui, etc... (1). »

Le demandeur ne doit prouver que le fait de la spoliation : cette preuve faite, il devra triompher sans qu'on puisse lui opposer aucune exception ni l'obliger à faire aucune preuve sur la qualité de sa possession : « spoliatus ante omnia restituendus. »

C'est en vain que la question de propriété serait soulevée (2).

Il n'y a donc aucune condition mise à la possession pour qu'on puisse intenter la réintégrande lorsqu'elle est perdue.

« Hoc remedium, dit Faber, contra spoliatorum datur etiam contra eum qui bona fide et eum titulo possidet. » Grégorius Tolosanus s'explique aussi clairement : « si agatur, dit-il, interdicta recuperandæ seu, ut dicunt reintegrandæ possessionis, tunc sufficit sine exhibitioe tituli probare se fuisse in possessione tempore motæ litis et spoliatum fuisse. »

Aucune durée de jouissance n'est nécessaire ; le délai de celle-ci, l'an et jour, est donc naturellement suppri-

(1) *Livre des Droiz et commandements d'office de justice*, édit. Beaupré-Beaupré, 2 vol., Paris 1863, in-8, t. I, p. 163.

(2) C. 1. X., *de restitutione spoliatorum*, 2, 13. Bien plus on ne pourrait même objecter à celui qui réclame la restitution d'un bénéfice qu'il y a renoncé si cette renonciation a été faite après la spoliation. Cette renonciation paraît à bon droit à l'auteur du canon que nous allons citer ne pas avoir été faite spontanément : C. 2, X. *de restitutione spoliatorum*, 2, 13.

mé. C'est ce que nous avons déjà vu dans le chapitre XXXIII, § 23 de Beaumanoir (1) :

« De quelque chose que je soie en saisine et que la saisine soit bone ou malvese et de quelque tans que ce soit, soit grans ou petits, qui m'oste de cette saisine sans jugement ou sans justice je dois être resaisi avant toute œuvre si je le requier. »

C'est ce que nous dit plus tard encore Imbert : « Il n'est point encore nécessaire que le demandeur preuve possession d'an et jour avant la spoliation : ains seulement qu'il estoit possesseur au temps de la spoliation (2). »

Et nous lisons également dans la coutume d'Auvergne : « La moindre possession suffit pour autoriser la réintégrande. » Chabrol (3) cite dans ce sens Charondas dans ses notes sur le grand coutumier, Faber, Rebuffe, Grégorius, Tolosanus et Aufrérius.

C'est ainsi que dans le procès entre Pierre et Jehan dont nous avons déjà parlé, Jehan eut beau opposer tout à la fois sa propriété et le défaut de saisine annale de la part du demandeur, néanmoins « il fu jugié que Pierres serait ressaisis et restablis de l'aveine laquele il avait laborée pesivement, tout n'eust-il pas été en saisine an et jor ».

L'on s'occupe si peu des caractères de la jouissance nous dit M. Champeaux « qu'on supprime la partie de

(1) Beaumanoir, XXXIII, § 23.

(2) Imbert, *Pratique judiciaire*, liv. 1, ch. 17, p. 406.

(3) Chabrol, *Coutume d'Auvergne*, t. 1, p. 60 et ss.

la procédure qui devait précisément permettre de s'enquérir de ces caractères. On supprime la vue et montrée » (1).

Si l'on ne s'occupe pas des caractères de la possession, l'on ne s'occupe pas davantage de la qualité des personnes qui peuvent l'intenter ou contre qui l'on peut l'intenter. La réintégrande peut être employée non seulement par ceux qui possèdent en leur propre nom, par les propriétaires, mais encore par ceux qui possèdent au nom d'autrui, comme fermiers et locataires, par ceux qui ne sont que des possesseurs irréguliers, de simples détenteurs, et même par ceux qui n'ont aucun *animus possidendi* ou *detinendi*.

C'est ce que disait la constitution canonique : « *Reintegranda sunt omnia ex spoliatis vel ejectis...* »

Et la coutume d'Auvergne dira de même : « *La moindre possession suffit pour autoriser la réintégrande et elle peut être exercée par un fermier.* »

D'après le droit canonique on pouvait aussi invoquer le *remedium spolii* contre toute personne ayant spolié ou seulement reçu la chose du spoliateur sachant quelle en était l'origine. Le canon s'exprime le disait formellement en assimilant le fait d'avoir eu connaissance de la violence à la violence elle-même (2).

(1) Champeaux, p. 295 et s., et p. 478.

(2) C. 2, X, *De ord. cognit.*, 2, 40 ; C. 1, 2, 5, 6 X, *De rest. spol.*, 2, 13 ; C. 22, X, *De officio judicis delegati*, 1, 29. — Glasson, N. R. II, 1881, p. 421 et ss., et *Histoire du Droit et Institut. de la France*, t. VII, p. 287.

Il en est de même pour la réintégrande ; et en matière criminelle la victime de la spoliation a non seulement le droit de repousser l'accusateur tant qu'il n'a pas obtenu réparation du préjudice souffert, mais encore, et chose remarquable, ce droit lui appartient même si l'accusateur est resté absolument étranger à la spoliation (1).

La plupart des caractères que nous avons reconnu jusqu'ici à la réintégrande lui venaient de son origine canonique.

Cependant déjà, l'idée que le meuble se poursuit par l'action personnelle est bien une idée coutumière.

Par un autre caractère, contesté il est vrai (2), elle va encore prouver qu'elle a subi l'influence germanique et féodale. En effet, la réintégrande s'éteint au bout d'un an comme la plupart des actions en droit coutumier.

C'est ce que nous dit Beaumanoir dans deux textes que nous allons citer :

« Qui se veut plaindre de force, de novele dessaizine ou de novel torble, il s'en doit plaindre avant que li ans et li jors soit passés puis le dessaizine ; et s'il l'aït l'an et le jour passer, l'action qu'il avoit de novele dessaizine est anientie et ne pot mes pledier fors sor le propriété (3). »

(1) Paul Fournier, *Les officialités au Moyen-Age*, p. 164 et ss.

(2) Beaucoup d'auteurs croient que la réintégrande doit ce caractère au souvenir de l'*unde vi* romain.

(3) Beaumanoir, édition Beugnot, chap. XXXII, § 9.

« Tout aussi comme il se convient plaindre de novele dessaizine dedens l'an et jor qu'il seroit fête, ou en n'en seroit puis oïs, tout aussi qui se veut plaindre que force li ait été faite, ja soit ce qu'il ni ajoute pas novele dessaizine à son claim, doit il fere son claim et se plainte dedans l'an et le jor que le force li est fête, ou il n'en doit pas puis estre oys, si ce n'est sur le propriété de la coze et les peine de le force mis tout hors (1). »

C'est ce que nous répètera plus tard Imbert dans sa pratique judiciaire. Le demandeur doit « narrer » qu'il a été spolié « depuis an et jor en ça ». Et il ajoute que le délai en droit canon était plus long : « Selon le droit canon ce remède peut estre intenté pour le recouvrement de la chose a soy appartenant, voire après l'an et jour de la spoliation : et n'est remède possessoire, ains dure perpetuellement jusques à trente ans. Néanmoins nous n'en usons pas ainsi, ains en usops comme ci-dessus avons dit (2). »

Dans la coutume d'Auvergne également, il fallait se pourvoir en réintégrande dans l'an et jour (3).

Dans les assises de Jérusalem qui sont plus anciennes, nous trouvons encore l'ancien délai germanique de 40 jours ; mais c'est une exception.

« De toutes saizines de coi l'on se plaint doit estre

(1) Beaumanoir, édition Beugnot, chap. XXXII, § 25.

(2) Imbert, *Pratique judiciaire*, p. 106.

(3) Chabrol, *Coutume d'Auvergne*, t. I, p. 60.

faite enqueste par serement as voisins de cel leuc et as plus loyaus que l'on trovera ou conoistra, se la dessaizine est nouvele : nulle dessaizine n'est nouvelle que de quarante jours en aval ; et se elle passe les quarante jours, elle ne doit pas estre apelée nouvelle dessaizine (1). »

Sous le rapport des effets, la réintégrande est le rétablissement d'un simple état de fait.

Le juge saisi d'une demande en réintégrande doit, s'il y a lieu, rétablir simplement l'état des choses qui existait avant la spoliation, mais c'est tout. Son jugement ne fait rien préjuger, non seulement sur le droit de propriété mais même sur le droit de possession. Cela est si vrai qu'après la restitution, l'auteur de la spoliation pouvait à son tour intenter la complainte en invoquant la vraie saisine résultant *de la possession d'an et jour*.

C'est ce que nous verrons dans la fin du procès entre Pierre et Jehan raconté par Beaumanoir dans les § 23 et 24 du chapitre XXXII.

Nous savons déjà que bien que n'ayant pas « été en saizine an et jor » Pierre avait été « restablis de l'aveine laquelle il avait laborée ».

Maintenant nous allons voir, en continuant à lire le texte de Beaumanoir, que, lorsque Jehan aura rendu

(1) *Clef des assises de la Haute-Cour du royaume de Jérusalem et de Chypre*, par Cl^{te} Beugnot, 2^e chap., XXVI, p. 585.

l'avoine à Pierre, il intentera l'a complainte contre Pierre et obtiendra gain de cause :

« Quant Jehan eut resaisi de l'aveine dessus dite et aempli le jugement, il fit ajórner Pierre, qui resaisis estait, sor novele dessaizine et proposa contre li, qu'à tort et sans cause estait entrés en la saizine, et en la possession de son heritage, et sans saizine de seigneur et de novel puis an et jor, pourquoi il requerait que cele saizine fust ostée à Pierre et baillée à Jehan, comme à celi qui avoit esté en la derreine saizine de un an et un jor, et jusqu'au jor qu'il entra en terre por laborer et semer. A ce respondi Pierre, qu'il avoit pledié audit Jehan de cele meisme coze et sor novele dessaizine, et li avoit esté livrée la saizine par jugement, por quoi il ne volait estre tenu a nule resaizine fere ne a repondre, se n'estoit au plet de propriété, quant il seroit sor la propriété ajornés et sor ce se mirent en droit. Il fut jugié que Pierres respondroit au claim que Jehans avait fet contre li : car por ce se Pierres avait été resaisis de ce dont il avait esté trovés en saizine, et il n'avoit maintenu la saizine d'un an et un jor antièremment, ne demore pas que Jehans, qui maintenoit sa saizine d'un an et un jor entièrement, ne se peust plaindre de novele dessaizine de Pierres qui derrainement estoit en le saizine entrés et n'i avoit pas esté an et jor. »

C'est en vain comme on le voit que Pierre voulut objecter à Jehan que la question de possession étant

jugée il n'avait rien à répondre « se n'estoit au plet de la propriété ».

Ce qui prouve bien que, d'après la législation et la jurisprudence du XIII^e et du XIV^e siècle, la décision sur la réintégrande ne préjugait ni la propriété ni même la vraie saisine donnant l'action possessoire. C'était donc bien cette action spéciale et issue du *remedium spolii* se bornant à rétablir l'état de fait sans rien préjuger de la question de droit et se différenciant encore par ce caractère de l'*unde vi*, l'un de ses ancêtres, puisque cet interdit une fois vidé ne permettrait plus que l'exercice de la revendication (1).

La réintégrande qui ne donne pas la possession ne procure même pas la jouissance intérimaire pendant le procès possessoire ou pétitoire qui suit (2).

Elle ne donne que les « couz et dépens ».

C'est ce que nous disent les établissements de Saint-Louis :

« Cil qui perdra la querele rendra à l'autre ses couz par droit qu'il aura mis ou plais (3). »

La double influence dont nous avons parlé, celle de l'Église et celle de la royauté, va derechef se manifester dans la procédure de la réintégrande.

(1) Dans notre sens ; Crémieux, *Théorie des actions possessoires*, p. 208 et ss. — V. Henrion de Pansey, ch. 34. — Contra : Esquirou de Parieu, p. 115.

(2) Champeaux, 479.

(3) Établissements de Saint-Louis, ch. XCVI, livre 4.

Pour la procédure, on suivra les formes du décret de Gratien et du recueil de Grégoire IX (1), le *summariissimum* canonique et ce sera le roi qui aura la compétence pour rendre les arrêts.

La procédure suivait un mode rapide, plus rapide même que celui de l'action possessoire et qui agissait *simpliciter, de plano, sine strepitu et figura judicii*.

« Elle s'ouvrait en droit canonique pour un exposé oral de l'affaire. Cet exposé était résumé par le notaire dans les *acta causæ*, afin que le juge et le défendeur connussent la nature et l'objet de la demande. Le défendeur était cité. Le juge écoutait les moyens dilatoires et les tentatives faites pour trainer le procès en longueur. La procédure sommaire n'était même pas suspendue pendant les jours fériés institués pour permettre d'accomplir certains travaux, récoltes et vendanges (2). »

Ce caractère de célérité de la procédure canonique se retrouve dans la procédure française du XIII^e siècle.

« Si d'aucuns, nous dit Beaumanoir (3), se plaint d'une nôvele dessaizine, s'il est gentise homme il doit être ajornés à quinzaine, et s'il est de poeste il doit être ajornés d'ici à demain, et li ajornés doivent venir sans

(1) Glasson, *Les sources de la procédure civile française*, N. R. II., année 1881, p. 443.

« Deux événements mémorables, dit Glasson, facilitèrent l'introduction de la procédure canonique : la fixation du Parlement à Paris et la translation du St-Siège à Avignon. »

(2) Champeaux, p. 480.

(3) Beaumanoir, édition Beugnot, chap. XXXII, n^o 4.

contremander
 Et au jor de veue, li quens doit en-
 voier, et s'il trueve le lieu dessaizi, il le doit fere re-
 saizir tout à plain, avant qu'il oie nules deffenses du
 défendeur; et le lieu resaisi, il doit tenir les cozes en
 la main le conte, et puis connoistre le novele dessai-
 zine après le jor de veue. »

On le voit, il y a ici une réintégrande « *on resaisit tout à plain* », puis une action possessoire qui porte alors le vrai nom de « *novele dessaizine* ».

C'est bien la procédure canonique avec le *summariis-
 simum* au début du procès, puis vient le *summarium*.

« De la coze de quoi on se plaint de nouvele dessai-
 zine de force ou de nouvel torble doit-on sievrre en
 haste le juge; si comme s'on me soie mes blés ou ven-
 dange mes vignes ou fauque mes prés ou coupe mes
 bois, sitost comme il est dénoncée au conte, il doit
 penre le coze en se main et exploitier sauvement, et
 puis demener le plet de novele dessaizine en le manière
 qui est dite dessus (1). »

Nous trouvons la même procédure rapide dans les
 assises de Jérusalem (2).

« Que l'on deit dire et faire qui viant recovrer saizine
 de ce quei l'on l'a dessaisi. » « Quant aucun dessaisist
 autre d'aucune chose et celui qui a esté dessaisi viant

(1) Beaumanoir, XXXII, § 44.

(2) *Assises de Jérusalem*, *Livre de Jean d'Ibelin*, par le C^{te} Ben-
 gnot; tome I, chap. XIV, p. 103.

recouvrer sa saisine ; il doit venir devant le seignor, et dire li : « Sire, tel » et le nome, « m'a de noviau dessaisi de tel chose » et dire de quoi « Si voz pri et requier que vos me faites remetre en ma saisine de ce quoi il m'a dessaisi. Et quand je serai en ma saizine, je li fournirai droit pour votre court. »

C'est là la première partie du procès : le *summariissimum* ou la réintégrande. Après viendra comme nous allons le voir la seconde partie du procès sur l'enquête : « Si il me set riens que demander, Sire, et se voz me mexrées que eusi ne seit come je voz ai dit, faites le enquerie, et me faites si come vos devés par l'assise ou l'usage de cest reiaume come de nouvelle dessaizine ». « Et lors le seignor deit mander deus ou trois de ses homes ce enquerre, et les deit conjurer par la fei que li doivent, que il enquierent par leal enqueste se celui qui dit que on l'a de noviau dessaisi esteit saisi de cette chose de quoi il dit que on l'a de noviau dessaisi. Et quant ils auront ce enquis, ils doivent dire au seignar en sa cort ce que ils en auront trové. Et si ils trouvent qu'ils y ait quarante jors ou moins que il a esté dessaisi, le seignor ou celui qui sera en son lieue à qui celui qui aura esté dessaisi l'aura requis, si con est devant dit, le deit maintenant faire ressaisir, et defendre à l'autre devant deus ou plus de ses homes, que il ne s'en saisisse, et dire li que, se il le fait, il le metra à ce qu'il en pora et devra. » Ainsi ici il y a bien encore comme nous l'annoncions, deux procès,

Cette existence, premièrement d'un procès sur *la réintégrande* souvent uni à un second procès sur la dessaisine, mais pouvant en être séparé, deuxièmement d'un procès sur la dessaisine qui pouvait lui-même être suivi d'un troisième procès sur la propriété, nous est prouvée par les *olim* qui nous montrent un demandeur ressaïsi :

« Salvo jure domini regis et aliove sive super possessione, sive super proprietate valuerunt experiri. »
Olim, 1, 316, n° 3.

Cette procédure rapide donnant immédiatement justice au spolié devait être bien vue par le pouvoir central puisqu'elle était de nature à empêcher ces mortelles guerres dont parlent les auteurs du temps.

Aussi la connaissance des cas possessoires, attribuée d'abord au parlement, fut-elle transportée aux Baillis et Sénéchaux représentant le roi par une décision du 7 janvier 1277, dont M. Isambert nous a donné ce texte : « Que les querelles de nouvelle dessaisine ne viennent pas en parlement, mes chacun bailli en se baillie appelées avec soy bonnes gens, aille au lieu et segrement sache se c'est nouvele dessezine ou trouble ou empeschement, et se ainsi est face tantôt resesir le leu et praigne la chose en la main le roy et face droiet aux parties (1). »

(1) Isambert, *Recueil des anciennes lois françaises aux dates de 1277 et de 1353*.

SECTION V

PARALLÈLE ENTRE LA RÉINTÉGRANDE ET LA COMPLAINTÉ.

Maintenant que nous connaissons les véritables caractères de la réintégrande, il nous faut, avant de suivre cette action jusqu'à notre époque, nous arrêter un instant pour la comparer à une autre action née peu de temps après elle et avec laquelle, malheureusement, on l'a confondue trop souvent; nous voulons parler de la complainte.

C'est Beaumanoir qui, le premier, nous parle de cette action sous le nom de complainte en cas de *nouvel trouble* (1).

« Nouviâx torbles, dit-il, si est se j'ai esté en saisine an et jor d'une coze pesiblement et on le m'empecque, si que je ne puis nos goïr en autelle manière comme je fesoie devant, tout soit ce que cil qui m'empecque n'emport pas le coze. Aussi comme s'en oste mes vendangeurs ou mes ouvriers d'une vigne ou d'une terre dont j'aurai esté en saisine an et jor ou en assez d'au-

(1) Autrefois, le mot complainte servait à désigner toutes les actions. Nos vieux auteurs parlaient indifféremment de la complainte en cas de propriété, en cas de gage, en cas de saisine et de novelleté, etc. — V. Belime, p. 224; Crémieux, p. 243 à 246.

tres cas sanblaves : ce sont nouvel torble et je me puis plaindre et ai bonne action de moi plaindre, si que la coze me soit mise en arrière en pesivle estat (1). »

Quelle est la nature, l'origine et l'effet de cette nouvelle action ? Telles sont les questions auxquelles nous devons répondre pour bien la comparer et la distinguer ensuite de la réintégrande.

La complainte a, dès cette époque, les caractères qu'elle gardera jusqu'à nos jours ; le texte de Beaumanoir le prouve.

C'est déjà l'action possessoire par excellence. Elle est déjà « accordée au possesseur juridique d'une chose à l'effet d'être maintenu en sa possession et de faire cesser le trouble y apporté (2). »

Ce qui a permis la confusion entre la réintégrande et la complainte chez certains de nos vieux auteurs, c'est que ces deux actions répondent au même besoin d'ordre public, ont pour but toutes les deux de maintenir la paix entre les individus.

La naissance de l'une comme de l'autre indique que l'Etat est fondé, qu'une autorité indépendante et souveraine va imposer sa volonté aux individus et châtier ceux qui voudraient désobéir aux lois.

La réintégrande et la complainte sont toutes les deux des actions pénales ayant pour but d'arrêter dès leur

(1) Chap. 32, § 3.

(2) Léon Wodon, *Traité théorique et pratique des actions possessoires*, n° 91.

origine toutes les causes de luttes entre les particuliers. C'est pour cela que l'une et l'autre sont jugées sommairement.

Mais là s'arrêtent les analogies entre ces deux actions qui diffèrent l'une de l'autre par leur origine, leur nature et leurs effets.

Tandis que, en effet, la réintégrande, issue du droit romain et du droit canonique, n'a fait que des emprunts insignifiants au droit germanique et aux vieilles coutumes, la complainte au contraire, quoiqu'issue de l'*uti possidetis* romain, a de nombreux points communs avec l'ancienne saisine. Son origine mixte, c'est-à-dire romaine et féodale, est nettement indiquée par un vieil auteur : « *Hæc materia est tota practicalis in curia Franciæ, ubi quasi omnes causæ sunt in casu novitatis, quod est fere uti possidetis* (1). »

C'est par tous les points où elle va se rapprocher de l'ancienne saisine que la complainte va se différencier de la réintégrande.

Celle-ci qui naît uniquement de la violence faite au possesseur est essentiellement personnelle ; la complainte est réelle.

La réintégrande est donnée à tous, propriétaires, fermiers, possesseurs, pour la protection d'un droit quelconque, mobilier, personnel, réel, spirituel, contre quiconque dépossède de ces droits par violence. La

(1) Johannes Faber, *Inst.*, Liv. IV, l. 15.

complainte ne s'occupe que des biens réels, des immeubles. C'est ce que disait Johannes Faber : « Pro possessione mobilium non datur » et une foule d'auteurs et de coutumes l'ont répété après lui (1).

La réintégrande ne recherche pas les conditions qui ont fait acquérir la possession ; celle-ci même peut être « *bonne ou malvèse* » (2), ne dater que de quelques jours, peu importe ; elle la protège quand même ; la complainte n'est accordée qu'à ceux auxquels la coutume reconnaît une *vraie saisine*, à ceux qui ont possédé pendant l'an et jour acquisitif (3).

Aussi la réintégrande en cas de succès ne donne aucun droit sur l'objet du litige, pas même la jouissance intérimaire pendant le procès possessoire ou pétitoire qui suit. Elle ne donne que les « couz et dépens. »

La complainte au contraire, à raison des preuves qu'on exige du possesseur pour qu'il puisse l'intenter, lui accorde des avantages véritables. Il a, s'il triomphe, un droit véritable sur l'immeuble et sur les fruits qu'il produit.

(1) Toutefois, on rencontre une exception à ce principe dans l'art. 55 de la *Coutume de Normandie* ainsi conçu : « Clameur de Haro se peut intenter tant pour meuble que pour immeuble ». V. sur la Clameur de Haro, Esquiron de Parieu, p. 136, note 5, et Glasson N.-R.-H. Juillet et Aout, 1882, n° 4, p. 400.

(2) Beaumanoir, XXXII, § 23.

(3) Beaumanoir, XXXII, § 3, *op. cit.* — Par ce point notamment la complainte diffère essentiellement de l'interdit *uti possidetis* qui n'exigeait pas la possession *annale*. — V. Léon Wodon, *Traité théorique et pratique des Actions possessoires*, n° 91.

CHAPITRE III

LA RÉINTÉGRANDE DU XIV^e SIÈCLE A L'ORDONNANCE DE 1667.

Nous avons fini d'étudier la réintégrande au XIII^e et au commencement du XIV^e siècle. A cette époque très proche de son origine, tous les auteurs qui s'en occupent lui reconnaissent les caractères distinctifs qui lui donnent sa physionomie propre.

C'est pour tous cette action ayant pour but : le rétablissement matériel d'un état de fait.

Malheureusement, car c'est de là que vont naître toutes les théories fausses sur la réintégrande, à l'époque qui va suivre : un grand nombre d'auteurs ne tenant pas compte de son origine ne vont plus la comprendre. Trop imbus des théories du droit romain ils vont oublier que si la réintégrande est issue de ce principe du droit romain, appliqué dans *l'unde vi*, « *que nul ne peut se rendre justice à lui-même* », ce principe, avant de pénétrer dans le droit français, a été profondément modifié par le droit canonique.

Voulant tout romaniser, ils vont s'efforcer de faire de

la réintégrande le pendant de l'*unde vi* tandis que la complainte deviendrait une sorte d'*uti possidetis* (1).

M. Belime, dans l'histoire des actions possessoires, résume très bien les raisons qui amenèrent cette confusion chez les jurisconsultes du XV^e et du XVI^e siècle.

« Ils trouvaient, dit-il, dans leurs usages coutumiers deux actions possessoires distinctes : l'une, la complainte, fondée sur la possession annale, l'autre, la réintégrande, empruntée au droit canonique et que l'on accordait au spolié, sans qu'il fût tenu de prouver autre chose que sa jouissance en fait, au moment de la violence. Ces deux actions avaient quelque analogie avec les interdits *uti possidetis* et *unde vi* ; comme eux, elles étaient annales. Que fallait-il pour qu'à une époque où le Droit romain jouissait d'un immense prestige, on s'empressât de les habiller de noms latins et de placer, s'il se pouvait, leur berceau dans le Digeste (2). »

C'est cette tendance à faire de la réintégrande une action possessoire semblable à l'*unde vi* que manifeste ce texte de Grégorius Tolosanus :

« In locum interdicti recuperandæ possessionis, utimur litteris seu codicillis regis vel senarchi si is privilegium habet quos statutum dicunt, querelæ de novis dessaisinis, in quo spoliatus dicit se possedissee et spo-

(1) V. Champeaux, p. 491.

(2) Belime, p. 221.

liatum fuisse vocant etiam restitutionem la réintégrande sicut et summi pontifices (1) » ; tendance qui existait déjà au temps de Bouteiller qui nous parle « de l'action de nouvelleté de force faite que les clercs appellent *unde vi* et de celle que les clercs appellent *uti possidetis*. »

Mais, quelle possession défendait cet interdit récupératoire ? il était plus difficile de le dire ; s'il défendait la possession utile il faisait double emploi avec la complainte et devenait inutile. C'est sans doute pour lui trouver une utilité que Cujas au XVI^e siècle inventa sa fameuse théorie de la *momentaria possessio* et fit de la réintégrande une action possessoire ou plutôt détentoire ayant pour but de défendre la possession d'un moment.

C'est ce qu'il nous dit dans son fameux *interdictum generale* :

« Generale interdictum restitutorium momentariae possessionis, quod hodie beneficium reintegrandae possessionis appellamus (2). »

A la même époque, nous voyons la réintégrande prendre pour beaucoup d'auteurs un caractère de moyen de procédure. On la confond avec la récréance : « Sibi recredentia adjudicetur, id est monumentanea (momentanea) aut fiduciaria possessio » dit Bugnyon (3).

(1) Grégorius-Tolosanus, *syntagma juris* (pars. III, Lib. 21).

(2) Obser. XIV, 46, 1, 20, sur le titre C, *unde vi*.

(3) Bugnyon, *Tractatus*, livre I, ch. CXLII, p. 402.

On lit également dans l'article 59 de l'ordonnance de Villers-Cotterets en 1539 : « Les sentences de récréance et de réintégrande en toutes matières et de garnison seront exécutoires nonobstant l'appel et sans préjudice d'iceluy en faisant caution. »

Denisart (1), au mot réintégrande, l'appelle « une simple provision ».

D'après Charondas, c'est un « *interdictum momenti sive momentariæ possessionis, quæ statim, sine ulla cunctatione, spoliato restituenda est* ». Quant à Ragueau (2) qui semble vouloir distinguer la récréance de la réintégrande il s'exprime pourtant ainsi :

« Partant autre est l'instance et sentence de réintégrande, autre de la récréance, autre de la garde maintenue qui est au plein possessoire de jure possessionis. Mais la récréance et réintégrande ne sont que provisoires, quarum nomine plene et exacte non cognoscitur de jure possessionis sed summam pendente lite : in eis verlitur momentaria possessio. Nec dixeris omne interdictum esse momentarium, hujus modi non est adipiscendæ vel retinendæ possessionis interdictum sed recuperandæ tantum quæ momenti actio. »

La réintégrande est devenue un simple incident de la complainte, un moyen préalable de la complainte. Bientôt même quelques auteurs la confondront avec la complainte.

(1) Denisart, Vo *Réintégrande*.

(2) Ragueau, Vo *Sentence ou instance de réintégrande*.

Delaurière, en effet, parlant de la distinction de la complainte et de la réintégrande, s'exprime ainsi : « Cet usage dura jusqu'à Simon de Bucy..... qui établit le premier pour principe que celui qui avait été spolié de la chose n'en perdrait que la possession naturelle ou la détention, et qu'en conservant, par sa volonté, la possession civile ou la saisine, il pouvait demander d'être conservé ou maintenu dans cette possession, et intenter la complainte en cas de saisine et de nouvelleté, comme si la force ou la dessaisine n'avaient été qu'un nouveau trouble..... (1). »

De ce passage, Curasson (2), Troplong, Toullier et d'autres auteurs encore, ont conclu à la confusion complète de la réintégrande et de la complainte. Ils prétendent notamment que, dès cette époque, la possession annale fut exigée pour ces deux actions. Il est certain que la plupart des coutumes rédigées à une époque postérieure ne parlent que de la complainte en cas de saisine et de nouvelleté.

Il est vrai également que certaines d'entre elles, lorsqu'elles parlent de la réintégrande, l'assimilent à la complainte quant aux principes de son existence.

« Nous ordonnons, disent les chartes de Hainaut,

(1) Delaurière sur *les Etablissements de Saint-Louis*, liv. 4, chap. 65.

(2) Curasson, *Traité de la compétence des juges de paix*, p. 54. — Troplong, *De la Prescription*, T. I, p. 482. — Toullier, T. XI, p. 427 et suivantes.

que tous possesseurs d'an et jour troublés en leur possession pourront agir, si bon leur semble, par la voie de la complainte contre les usurpateurs de quelque portion de leurs héritages ou bien, s'ils sont spoliés violemment, se pourvoir par le remède de la réintégrande ou réintégration sans qu'ils soient tenus de commencer par cerquemanage s'il ne leur plaist (1). »

Faut-il en conclure avec Troplong qu'à partir du XV^e siècle la réintégrande cessa complètement d'exister comme action distincte de la complainte ? Certainement non.

D'abord la soi-disant révolution opérée par Simon de Bucy n'eut pas à beaucoup près l'importance qu'on a voulu lui attribuer. Le premier président du parlement de Paris au milieu du XIV^e siècle n'eut jamais en effet d'autre but que de donner à l'ancienne réintégrande la procédure de la complainte. « On pensait alors, nous dit M. Belime, que la violence dessaisissait le spolié et, comme c'était un principe que toute personne qui plaidait en dessaisie devait fournir caution, la réintégrande se compliquait d'une procédure d'*appleigement* dont l'action en complainte, plus simple sous ce rapport, était dégagée. Simon de Bucy permit d'employer dans tous les cas la procédure de la complainte, voilà à quoi se borna son innovation (2). »

(1) Chartes de Hainaut, chap. 42, art. 5, citées par de Parieu, p. 432, note 2.

(2) Belime, p. 405 et ss.

En donnant cette permission, Simon de Bucy n'opérait donc pas, comme on voudrait le faire entendre, une révolution. Au contraire, il ne faisait que sanctionner des modifications de procédure qui dataient déjà de longtemps.

Johannes Faber signalait en effet de son temps la tendance des légistes du parlement à faire rentrer le cas d'une nouvelle dessaisine dans celui de nouveau trouble au point de vue de la procédure : « *advocati curiæ Franciæ semper contendunt in turbativa* (1). » Il suffisait pour arriver à ce résultat que le demandeur ne se prétendît pas dessaisi mais seulement troublé avec violence (2). Il n'en résultait nullement qu'en cas de violence il fallût pour être réintégré prouver sa possession annale.

Toutefois, il faut le reconnaître, cette assimilation fictive du cas de nouvelle dessaisine et de celui de

(1) Johannes Faber, *Inst. de interdictis*.

(2) « On admit alors par fiction, dit Klimrath, que lorsque le possesseur d'an et jour était dessaisi de nouvel, il ne serait point considéré comme ayant perdu la saisine, mais comme y étant seulement troublé et empêché; la nouvelle dessaisine fut assimilée au nouveau trouble. » — Klimrath, *Travaux sur l'Histoire du Droit Français*, t. II, p. 366. — C'est ce que disait le grand coutumier, p. 257. « Celui qui se plaint en cas de nouvelleté se doit garder de dire qu'il soit dessaisi ou despoillé de sa saisine, car il ne pourrait pas intenter la nouvelleté » et plus tard Loysel reproduit la même idée : « En cas de nouvelleté se faut bien garder de dire qu'on ait esté spolié mais simplement troublé, ou dejetté de sa possession par force. » — *Institutes coutumières*, liv. V, tit IV, § 44, p. 140.

nouveau trouble, dans le but de simplifier la procédure, n'eût pas eu un très heureux résultat.

Beaucoup de jurisconsultes, à partir de cette époque, crurent que le cas de nouveau trouble garantissait toutes les situations. Il se produisit alors dans leurs idées une grande confusion dont nous pouvons nous rendre compte en lisant les expressions vagues et générales qu'ils emploient à partir du XIV^e siècle : cas de nouvelleté, cas de saisine et nouvelleté, etc. (1).

Quant à l'autre argument tiré de ce que les diverses coutumes parlaient toujours de la complainte en traitant des actions possessoires, et jamais de la réintégrande, il est aussi facile d'y répondre avec M. Belime (2) :

« Qu'est-ce que cela prouve contre nous ? La réintégrande, nous avons commencé par le dire, n'est pas une action possessoire. Voilà pourquoi les coutumes gardaient le silence à son égard en traitant des actions possessoires. »

Du reste, pour nous convaincre qu'à partir du XV^e siècle la confusion de la réintégrande et de la complainte ne fut pas radicale, comme le prétend M. Trolong, il suffit de lire les auteurs de l'époque.

Guy Pape, à la fin du XV^e siècle, distingue encore

(1) Voir pour le développement de cette idée, Esquirol de Parieu, sur les actions possessoires, p. 131.

(2) Belime, p. 406.

dans la jurisprudence de France le cas de nouvelle des-saisine et celui de nouvelleté (1).

Lizet et Imbert, dans leurs pratiques, Charondas, dans ses notes sur le grand coutumier et sur la pratique de Lizet, Papon, dans ses arrêts notables, s'occupent de la réintégrande comme d'une institution non pas seulement restée à l'état de théorie, mais existant encore à l'état pratique (2).

Certes, beaucoup de ces jurisconsultes commettent parfois des erreurs en parlant de la réintégrande.

Ainsi Imbert nous dit que « la réintégrande a lieu contre tous ceux qui injustement détiennent et occupent, et peut estre formée par tous qui a droit et bonne cause tenaient et exploitaient avant la spoliation » (3), ce qui est inexact, puisque c'est la complainte que l'on emploie dans ce cas. Mais plus loin, dans le même chapitre, il nous prouve qu'il a conservé quelques idées justes sur les vrais caractères de la réintégrande, car il nous dit : « La réintégrande peut estre intentée pour la spoliation de quelque meuble jacoit qu'il ne fust en la maison laquelle le spolié possédoit. Il y a d'autres différences entre ces deux remèdes qui sont traictées en droit, mais parce qu'elles ne viennent souvent en pratique je les laisse. »

Et il ajoute encore dans un autre passage du même

(1) Comment, *in statut. Delphin*, p. 48.

(2) V. Esquiou de Parieu, p. 433.

(3) Imbert, Liv. I, chap. 17.

livre, en parlant de la durée de la possession nécessaire pour intenter la réintégrande : « N'est point nécessaire, que le demandeur prouve possession d'an et jour avant la spoliation ains seulement qu'il estoit possesseur au temps de la spoliation (1). »

Argou lui aussi distingue la réintégrande de la complainte d'une façon même assez nette.

« Si celui qui est troublé n'a pas été actuellement évincé de la possession, l'action qu'il intente pour faire cesser le trouble est appelée complainte en cas de saisine et nouvelleté ; et il doit conclure à être maintenu et gardé en sa possession. »

« Si au contraire il a été actuellement dépossédé, l'action est appelée réintégrande et il doit conclure à être réintégré et remis en possession (2). »

Et dans un autre passage le même auteur s'exprime ainsi : « Il est certain et dans le droit et dans nos mœurs que dès le moment qu'un homme a été chassé par force et par violence, il cesse de posséder. Mais il a une action qu'on appelle réintégrande, laquelle il peut intenter

(1) Liv. I, ch. 17. — Chabrol : *Coutumes d'Auvergne*, t. I, p. 60, cite dans le même sens les notes de Charondas sur le Grand Coutumier. La réintégrande fut organisée en Dauphiné par le statut de 1408 *si quis per litteras*, lequel, en l'absence de tout titre d'acquisition, exigeait une possession de 40 jours pour l'exercice de cette action. — Guy Pape explique dans son commentaire, §, *vel quasi*, quest. 2, que cet édit n'était point applicable aux cas de trouble, mais seulement à ceux de spoliation. — V. Esquiron de Parieu, p. 433.

(2) Argou, *Institution du Droit Français*, t. 2, p. 437, livre IV, chap. XI.

dans l'an et jour pour être rétabli dans sa possession ; action si favorable que quand ce serait le véritable propriétaire qui aurait commis la violence et qui justifierait sa propriété sur-le-champ, on ne l'écoute point jusqu'à ce qu'il soit rétabli. C'est ce que disent les canonistes : *spoliatus ante omnia restituendus* (1). »

Nous ne croyons pas qu'on puisse trouver un texte qui prouve mieux que certains auteurs avaient conservé des idées justes sur la réintégrande et son origine canonique.

Papon lui aussi, dans le passage que nous allons citer, semble avoir bien oublié la fameuse révolution de Simon de Bucy : « Pour la fin de cette matière sera noté que si en toutes autres actions possessoires n'est reçu faict ni exception qui seront trouvés de haute disquisition et de longue connaissance, certes en cet interdit de réintégrande n'en est reçu point du tout, et doit être dénié au spoliateur toute audience jusqu'à ce qu'il aura réintégré le spolié. Ne vaudra encore ce opposer par le défendeur au demandeur : Tu jouissais par force, tu t'étais clandestinement saisi, tu tenais de moi à titre précaire ce dont je t'ai déchassé (2). »

Aussi, d'après ce passage de Papon, le détenteur précaire, l'usurpateur par violence même, a la réintégrande, si l'on emploie la force pour le déjeter à son tour. Est-

(1) Argou, *Inst. du Droit Français*, liv. II, ch. 9.

(2) Papon, 2^e notaire, liv. 8, tit. de l'interd. *unde vi*.

ce que ce ne sont pas là les vrais principes sur la réintégrande connue au temps de Beaumanoir?

La conclusion que nous devons tirer encore une fois de tous ces textes, c'est qu'en dépit de l'opinion de certains jurisconsultes, la réintégrande continua d'être distinguée de la complainte par un grand nombre d'auteurs du XV^e siècle au XVII^e siècle.

Cette persistance de la réintégrande que nous constatons ainsi, nous évitera l'étonnement de certains auteurs (1) en voyant la réintégrande tenir une place à côté de la complainte dans l'ordonnance de 1667.

(1) Cremieu, *Théorie des actions possessoires en droit romain et en droit français*, p. 200.

CHAPITRE IV

LA RÉINTÉGRANDE DANS L'ORDONNANCE DE 1667.

L'ordonnance de 1667 est un document dont l'importance, au point de vue qui nous occupe, ne peut échapper à personne. Elle constitue, en effet, comme le trait d'union entre l'ancien droit et le droit moderne. De sa décision sur la réintégrande dépendra le sort de cette action dans notre droit moderne, puisque, nous le verrons plus tard, les rédacteurs du Code de procédure civile n'ont rien voulu innover sur cette matière, s'en rapportant uniquement à l'ordonnance de 1667.

Lisons donc attentivement le 18^e titre de l'ordonnance de 1667 qui renferme les règles des matières possessoires.

Ce titre est ainsi conçu : « *Titre XVIII. — Des Complaintes et Réintégrandes.* »

Art. 1. — Si aucun est troublé en la possession et jouissance d'un héritage, ou droit réel, ou universalité des meubles qu'il possédait publiquement, *sans violence*, à autre titre que fermier ou possesseur précaire, il peut, dans l'année du trouble, former complainte en

cas de saisine et nouvelleté contre celui qui a fait le trouble.

Art. 2. — Celui qui aura été dépossédé *par violence ou voie de fait*, pourra demander la réintégrande par action civile et ordinaire, ou extraordinaire par action criminelle : et s'il a choisi l'une de ces actions, il ne pourra se servir de l'autre, si ce n'est qu'en prononçant sur l'extraordinaire, on lui eût réservé l'action civile.

Art. 3. — Si le défendeur en complainte dénie la possession du demandeur, ou de l'avoir troublé, ou qu'il articule possession contraire, le juge appointera les parties à informer.

Art. 4. — Celui contre lequel la complainte ou réintégrande sera jugée, ne pourra former la demande au pétitoire, sinon que le trouble sera cessé, et celui qui aura été dépossédé, rétabli en la possession avec restitution des fruits et revenus, et payé des dépens, dommages et intérêts, si aucuns ont été adjugés : et néanmoins s'il est en demeure de faire taxer ses dépens et liquider les fruits, revenus, dommages et intérêts, dans le temps qui lui aura été ordonné, l'autre partie pourra poursuivre le pétitoire, en donnant caution de payer le tout après la taxe et liquidation qui en sera faite.

Art. 5. — Les demandes en complainte ou en réintégrande ne pourront être jointes au pétitoire, ni le pétitoire poursuivi, que la demande en complainte ou en réintégrande n'ait été terminée, et la condamnation

parfournie et exécutée. Défendons d'obtenir lettres pour cumuler le pétitoire avec le possessoire.

Art. 6. — Ceux qui succomberont dans les instances de réintégrande et complainte seront condamnés à l'amende, selon l'exigence des cas.

Art. 7. — Les jugements rendus par nos juges sur les demandes en complainte et réintégrande seront exécutés par provision en donnant caution (1). »

Cette ordonnance, on le voit dans son article 2 du titre XVIII que nous venons de citer, reproduisait et consacrait la doctrine traditionnelle depuis le XIII^e siècle qui admettait l'existence distincte de la réintégrande et de la complainte.

Elle autorisait la réintégrande en cas de dépossession par violence ou voie de fait, sans exiger aucune espèce de condition à la possession qui pouvait même être précaire et résulter d'une occupation par violence. Cela ressort clairement, à notre avis, de l'opposition frappante entre les termes de l'article 1^{er} et de l'article 2 du titre 18 que nous venons de citer.

Si les auteurs de cette ordonnance avaient voulu assimiler la réintégrande à la complainte, sachant qu'ils avaient à combattre l'opinion contraire des jurisconsultes de leur époque, ils auraient eu bien soin de le dire en termes explicites.

(1) *Recueil général des anciennes lois françaises*, par Isambert, Decrusy et Taillandier, t. 18, p. 433.

De plus, d'après cette ordonnance, celui qui a été dépossédé par violence ou voie de fait a le choix de l'action civile ou de l'action criminelle. C'est là, nous semble-t-il encore, une preuve évidente de la différence que voulaient faire les auteurs de l'ordonnance de 1667 entre la réintégrande et la complainte. « Mais cette faculté d'option qui n'existe pas déjà pour la complainte, n'est-elle pas, nous dit M. Devilleneuve, une différence assez remarquable ? Ne caractérise-t-elle pas une action d'une espèce toute particulière ? »

En supposant que la possession annale soit nécessaire pour intenter la réintégrande au civil, on n'ira pas sans doute jusqu'à prétendre qu'elle est nécessaire aussi pour l'intenter au criminel. Ce serait, en certain cas, subordonner la plainte d'une violence qui peut avoir été poussée jusqu'au crime, à la condition d'avoir été possesseur annal, et cela ne nous paraît pas soutenable. Mais s'il faut reconnaître que la possession annale ne peut être exigée pour agir au criminel, pourquoi l'exigerait-on pour agir au civil, alors que le but des deux actions, quant à l'objet en litige, est le même au fond ? Nous ne le voyons pas (1). »

Toutes ces raisons, vraies aujourd'hui comme elles l'étaient autrefois, n'ont pas empêché un bon nombre d'auteurs, au XVII^e siècle et au XVIII^e siècle, de ne pas comprendre le sens de l'ordonnance de 1667. Nous allons

(1) Sirey note de M. Devilleneuve, *Vo Actions possessoires*.

voir, en effet, que malgré la précision de ces termes, cette célèbre ordonnance donna lieu à bien des interprétations fausses.

Il aurait fallu, en effet, pour bien comprendre cette ordonnance au point de vue de la réintégrande, tenir compte surtout de son origine canonique et remonter à l'interprétation qu'en donnaient les auteurs du XIII^e et du XIV^e siècles. C'est là, du reste, nous le verrons plus tard, ce qu'ont fait à notre époque tous ceux qui ont reconnu à la réintégrande ses vrais caractères (1).

C'est faute d'avoir eu ainsi recours à l'histoire qu'un grand nombre de jurisconsultes ne comprirent pas le vrai sens de l'ordonnance sur la réintégrande et la complainte.

Il y avait des lacunes sur les caractères distinctifs de ces deux actions : beaucoup de jurisconsultes en profitèrent pour les assimiler et ne voir dans la réintégrande qu'une espèce de complainte applicable en cas d'expulsion violente.

Ainsi il n'était pas question, dans l'ordonnance, du genre de biens que devait protéger la réintégrande. Malgré cela, quelques auteurs, comme nous le verrons plus loin, continuèrent d'enseigner que la réintégrande s'appliquait aux meubles, mais beaucoup d'autres, assimilant la réintégrande à l'*unde vi* romain, en firent une branche de la complainte. Ils eurent alors un double

(1) Henrion de Pansey, *De la compétence des juges de paix*, chap. 52.

motif pour dire qu'elle ne pouvait avoir lieu pour de simples meubles.

Un autre caractère distinctif de la complainte et de la réintégrande, fondé sur ce que la première exigeait la possession annale, tandis que la seconde n'exigeait aucune possession véritable, ne fut pas moins méconnu.

Certains jurisconsultes, influencés sans doute par le silence de certaines coutumes et par celui de l'ordonnance sur la possession annale, parurent ne la considérer comme nécessaire ni pour la réintégrande, ni pour la complainte. Ferrière notamment l'enseignait (1) :

« Car, disait-il, si quelques coutumes ont exigé la possession annale pour fonder la complainte, l'article 96 de la coutume de Paris ne fait pas une loi de cette condition; l'article 1^{er}, titre 18, de l'ordonnance qui y est conforme, ne le requiert pas davantage; je crois donc que cette possession d'un an n'est pas, aujourd'hui, dans notre coutume, une condition requise pour

(1) Ferrière, sur la *Coutume de Paris*, art. 96, t. I, p. 4528. Dans son dictionnaire de pratique, Ferrière se prononce catégoriquement pour l'opinion contraire : « Il faut, pour intenter complainte, avoir possédé pendant an et jour. Nous avons quelques coutumes qui le requièrent expressément, et quoique celle de Paris et plusieurs autres n'exigent point cette condition pour intenter complainte, je crois que pour l'intenter dans les coutumes qui ne décident rien là-dessus, il est encore aujourd'hui nécessaire d'avoir possédé pendant an et jour, n'étant pas vraisemblable que la coutume ait abrogé cette condition dès qu'elle ne la requiert pas. »

pouvoir intenter la complainte, mais qu'il suffit pour cela de justifier sa possession non vicieuse, pour y être maintenu ou réintégré, comme cela a pu être autrefois requis, et comme cela peut être encore à présent dans quelques coutumes. »

Poulain Duparc émettait une autre opinion absolument arbitraire en ces termes :

« Pour pouvoir former l'action de complainte ou réintégrande, faut-il avoir possédé par an et jour ? ou bien la possession la plus courte avant le trouble peut-elle suffire ? Il faut distinguer : si le trouble a été fait par un tiers qui n'avait dans la chose ni droit ni possession, le possesseur n'est point obligé de prouver la possession annale avant le trouble ; il suffit de prouver qu'il possédait et qu'il a été troublé ; mais si c'est le propriétaire ou le précédent possesseur qui est rentré dans la possession, le demandeur est obligé de prouver sa possession annale avant le trouble, sans quoi son action ne peut être reçue, puisque au moment du trouble dont il se plaint, l'action en réintégrande compétait au précédent possesseur. Cette distinction peut servir pour la décision d'une question que l'art. 107 de la coutume de Bretagne fait naître par ces mots, icelui n'attente qui use de son droit...

... Si le possesseur annal a été dépouillé de sa possession, il use de son droit en rentrant dans son héritage, pourvu qu'il le fasse dans l'an de la voie de fait, mais s'il a laissé passer l'année, il ne peut plus rentrer,

de son autorité, dans l'héritage et, s'il le faisait, celui qui l'en a dépouillé étant devenu possesseur annal, aurait l'action en réintégrande (1). »

Cette distinction pouvait être ingénieuse, mais était une création arbitraire de son auteur, on ne la trouve en effet ni dans les coutumes, ni dans l'ordonnance de 1667. Aussi l'opinion de Poulain Duparc eut-elle peu de partisans.

Une troisième opinion, non moins fausse, mais plus répandue, prétendait enfin que la possession d'an et jour était indispensable pour l'exercice de la complainte et aussi de la réintégrande (2).

C'est ce que disait un auteur du comté de Bourgogne cité par Curasson : « ... Celui doncques qui veut être restitué en sa possession au temps de la spoliation doit être possesseur de la chose contentieuse... etc. (3). »

Duplessis exprimait la même idée : « Pour être capable d'intenter cette action, d'après Charondas, il faut avoir eu la possession de la chose, du moins par an et jour et quoique la coutume ne le dise pas, cela résulte assez du chef ci-après : joint que c'est un ancien droit

(1) Poulain Duparc, *Principes du Droit français*, t. 10, p. 704 et 705. — V. Crémieu, p. 229, et Curasson, p. 61.

(2) V. dans Crémieu le résumé de ces trois opinions, p. 230 et ss. C'est sur cette 3^e opinion surtout que Curasson, Troplong et Toullier s'appuient pour prouver que depuis le XIV^e siècle la réintégrande n'existe plus.

(3) *Pratique judiciaire* de Saint-Maurice, titre II, p. 45, cité par Curasson.

français tiré des lois saliques que la prescription de la possession s'acquiert par an et jour (1). »

Jousse ne voyait aucune différence entre la complainte et la réintégrande, si ce n'est : « que l'action en complainte a pour objet d'être maintenu dans la possession où l'on est, au lieu que l'action en réintégrande est celle par laquelle on demande à être rétabli dans la possession où l'on était et dont on a été dépouillé (2). »

Et il ajoute : « Ou le demandeur en complainte et réintégrande succombe, ou il réussit ; s'il réussit, il est remis en possession ; mais s'il succombe il ne lui reste plus que l'action au pétitoire. »

Rhodier lui aussi assimilait la complainte et la réintégrande, « quant à la manière de les intentar et quant à la possession d'an et jour (3). »

C'était encore l'avis de Joseph de Ferrières qui, dans un dictionnaire de droit, n'admettait aucune différence **entre** les règles et les conditions des deux actions :

« La réintégrande, disait-il, n'est pas distinguée de la complainte : mais elle est comprise sous icelle dans le cas où il y a eu spoliation, et non pas un simple trouble. Ainsi la complainte a lieu quand quelqu'un est simplement troublé dans sa possession, sans être

(1) Duplessis, *Des actions*, liv. I, p. 598. — V. aussi Bourjon, *Droit commun de la France*, t. 2, p. 409, note 2.

(2) Jousse, sur l'art. 1^{er}, titre 18, de l'ordonnance de 1667.

(3) Rhodier, titre XVIII, article 1^{er}, quest. 1^{re} et 2^e, p. 243.

expulsé, ou quand il a été chassé et expulsé par violence (1). » Et plus loin il ajoute : « ... Il ne faut pas distinguer ici ces actions, la réintégrande étant comprise sous la complainte, quand il y a spoliation. C'est pourquoi l'ordonnance parle de la réintégrande, sous le titre de complainte. »

On pourrait encore citer un grand nombre d'auteurs qui tombèrent dans cette erreur, mais le plus célèbre de tous est incontestablement Pothier qui lui aussi prétendit que la réintégrande, depuis l'ordonnance de 1667, n'était plus qu'une branche de la complainte.

Cette erreur de Pothier, guide en général si sûr, nous l'expliquerons avec M. Bélimé par ce fait que dans cette théorie, comme dans beaucoup d'autres, le savant jurisconsulte « s'est trop abandonné à son esprit de docilité habituelle pour les lois romaines, docilité qui le servait si bien quelquefois, mais ici d'autant plus dangereuse que nos idées modernes sur la possession s'éloignent davantage de celles reçues par les jurisconsultes romains » (2).

En un mot, il est tombé comme la plupart des autres jurisconsultes que nous venons de citer, dans la même erreur que nous combattons chez certains auteurs des XV^e et du XVI^e siècle qui, trop épris des théories ro-

(1) Ferrières, *Dictionnaire de Droit*. V. réintégrande, t. I, p. 681-682, nous avons vu que sous l'art. 96 de la *Coutume de Paris* il émettait l'opinion contraire.

(2) Préface du *Traité du droit de possession*, p. XI.

maines, voulaient romaniser la réintégrande en en faisant la copie exacte de l'*unde vi* romain.

Lui-même nous dit au § 107 du traité de la possession : « L'interdictum *unde vi* du Droit romain, auquel répond notre action de réintégrande, a lieu à l'égard de toutes les espèces de biens-fonds, etc. » Et au § 108 : « Pareillement dans notre droit, notre action de réintégrande étant une branche de l'action de complainte, n'a lieu que pour les immeubles et non pour les simples meubles (1). »

D'après Pothier la complainte et la réintégrande auraient été réduites à une seule action par l'ordonnance de 1667 :

« Notre droit français donne aussi au possesseur, quel qu'il soit, pour l'un et pour l'autre cas une action qu'on appelle complainte. Lorsque le possesseur l'intente pour le cas où il est troublé dans sa possession, elle s'appelle complainte en cas de saisine et de nouvelleté. Lorsqu'il l'intente pour le cas auquel il a été dépossédé par violence, elle s'appelle complainte pour force et dessaisine, autrement action de réintégrande (2). »

Et il continue au n° 106 (3) :

« On appelle action en réintégrande l'action de complainte, lorsqu'elle se donne pour le cas de force et de

(1) Pothier, *Traité de la possession*, t. 2, chap. VI, sect. 2, § 1, p. 90 et suiv.

(2) Pothier, *Traité de la possession*, n° 84.

(3) Pothier, *Traité de la Possession*, n° 106.

dessaisine, c'est-à-dire dans lequel le possesseur n'est pas seulement troublé, mais a été entièrement dépossédé par violence. Elle a les mêmes prérogatives que celle qui s'intente en cas de nouvelleté (1).

On peut la définir une action que celui qui a été dépossédé par violence de quelque héritage, a contre celui qui l'en a dépossédé pour être rétabli dans sa possession. »

Ainsi, pour Pothier, la réintégrande, directement issue de l'*unde vi* romain, n'est qu'une branche de la complainte et pourtant en continuant à le lire nous verrons qu'il lui reconnaît certains caractères qui prouvent bien que c'est une action spéciale et distincte de la complainte.

Il ajoute en effet (2) : « Tous ceux qui ont été dépossédés d'un héritage par violence ont droit d'intenter cette action de réintégrande pour en recouvrer la possession.

Il n'est pas nécessaire, pour que quelqu'un soit reçu à intenter l'action de réintégrande, que la chose dont il a été dépossédé fût une chose qui lui appartint et dont il fût propriétaire. Il suffit qu'il la possédât : Fulcinius dicebat vi possideri, quoties vel non dominus, quum tamen possideret, vi dejectus est, L. 8 de ff. de vi et vi arm.

(1) Cette prérogative était que les actions en complainte et réintégrande pouvaient être portées directement par devant les juges royaux.

(2) Pothier, *Traité de la possession*, n° 414.

Il n'importe aussi que la possession dont celui qui intente la réintégrande a été dépossédé fût une possession civile provenant d'un juste titre, ou qu'elle fût une possession seulement naturelle destituée de titre ou procédant d'un titre nul : *Dejicetur is qui possidet, sive civiliter sive naturaliter possideat ; nam et naturalis possessio ad hoc interdictum pertinet.* (Loi 1, § 9 ff. de tit.).

Ulpien en apporte un exemple dans l'espèce d'une femme qui a été dépossédée par violence d'un héritage dont son mari lui avait fait donation pendant le mariage : quoique la possession qu'elle avait de son héritage procédât d'un titre nul et fût une possession injuste et purement naturelle, néanmoins elle est reçue à intenter l'action de réintégrande : *Si maritus uxori donavit, eaque dejecta sit, poterit interdicto uti.*

En un mot, quelque viciieuse que soit la possession dont quelqu'un a été dépossédé par violence, fût-ce une possession qu'il eût lui-même acquise par violence, il est reçu à intenter l'action de réintégrande contre un tiers qui l'en a dépossédé : *qui a me vi possidebat, si ab alio dejiciatur, habet interdictum.* »

Et, au n° 123 : « Au reste, celui qui a dépossédé quelqu'un par violence d'un héritage, ne peut se défendre de cette action de réintégrande, quand même il offrirait de justifier qu'il en est le véritable propriétaire, et que celui qu'il en a dépossédé le possédait indûment. On n'examine sur l'action en réintégrande que le seul fait

de la dépossession par violence, et quel que puisse être le spoliateur, il suffit qu'il soit établi qu'il a dépossédé avec violence le demandeur en réintégrande, pour qu'il doive être condamné à le rétablir dans la possession de l'héritage dont il l'a dépossédé. Jusqu'à ce qu'il l'ait rétabli en possession, et même jusqu'à ce qu'il ait entièrement satisfait à la sentence par le paiement des dommages et intérêts auxquels il a été condamné envers le demandeur spolié, il ne doit être écouté à alléguer le droit de propriété qu'il prétend avoir de l'héritage, ni admis à former la demande ou pétition : *spoliatus ante omnia restituendus est.* »

On le voit, au milieu de beaucoup d'erreurs, on trouve encore chez Pothier quelques idées justes sur la réintégrande. Au n° 114, notamment, il prétend que la possession naturelle, même vicieuse, suffit pour intenter la réintégrande et au n° 123 il reconnaît qu'on ne doit examiner sur l'action en réintégrande que le seul fait de la violence.

Ce n'est donc pas tout à fait exact de dire comme le font Troplong, Curasson, Crémieu et en un mot tous nos adversaires, que Pothier assimile complètement la réintégrande à la complainte et il est encore plus faux de prétendre que tous les auteurs, depuis l'ordonnance de 1667, admettaient cette confusion des deux actions.

Chabrol, entre autres, soutenait la vieille doctrine d'Imbert contre les tendances nouvelles et disait : « La

moindre possession suffit pour autoriser la réintégrande et elle peut être exercée par le fermier même (1). »

D'un autre côté, la pratique était restée fidèle à la distinction traditionnelle entre la réintégrande et la complainte. On en trouve la preuve dans ce que nous allons lire dans la collection de jurisprudence de Denisart au XVIII^e siècle :

N^o 2. « Le titre 18 de l'ordonnance de 1667 explique nettement les principes sur les actions possessoires de complainte ou de réintégrande qui ont lieu distinctement, suivant la notion du trouble qu'il s'agit de réparer (2). »

N^o 4. « Les deux premiers articles de ce titre distinguent parfaitement ce que ces deux actions ont de différent et ce qu'elles ont de commun. »

N^o 11. « Le simple trouble dans une possession paisible suffit pour donner lieu à la demande en complainte ; mais pour intenter la réintégrande, le trouble ne suffit pas ; il faut que celui qui la demande ait été dépossédé. »

N^o 14. « Pour intenter la complainte il faut la possession d'an et jour dans le dernier temps et y être troublé.

Pour intenter la réintégrande, la possession actuelle, au temps où l'on a été dépossédé, suffit. »

(1) *Cout. d'Auvergne*, t. 1, p. 66 et ss., *loc. cit.*

(2) Denisart au mot « complainte » et « réintégrande », t. 1, p. 566.

N° 15. « La complainte ne peut être intentée que par action civile, mais la réintégrande peut être demandée par action civile ou criminelle, au choix de celui qui a été évincé. »

N° 16. « La complainte ne peut avoir lieu que pour un immeuble ou droits réels, ou une universalité de meubles : au lieu que la réintégrande peut s'intenter pour un meuble lorsqu'il a été enlevé par violence ou voie de fait. »

Tels étaient, dit Garnier, les principes constamment appliqués lorsque la loi du 25 août 1790 fut promulguée ; elle attribue au juge de paix la connaissance de toutes les actions possessoires, sans exiger de ceux qui les intentent une possession annale à titre non précaire ; elles se contentent de fixer le délai dans lequel ces actions doivent être formées : dans l'année à partir du fait qui y donne lieu (1).

(1) Garnier, *Traité des actions possessoires*, p. 47.

DEUXIÈME PARTIE

LA RÉINTÉGRANDE DANS LE DROIT ACTUEL

CHAPITRE PREMIER

LA RÉINTÉGRANDE DANS LA DOCTRINE ET DANS LA JURISPRUDENCE.

Nous avons vu précédemment à quel grand nombre d'erreurs, au point de vue de la réintégrande, l'ordonnance de 1667 avait donné lieu, malgré la précision de ses termes.

On pouvait espérer que les législateurs du Code civil, dans des dispositions claires et précises, trancheraient définitivement le débat. C'est ce que leur demandait la Cour de Caen (1) en les priant de donner une place aux actions possessoires et à la réintégrande dans le Code civil. Malheureusement, ils n'en ont rien fait. Il n'est pas question des actions possessoires dans le Code civil et la réintégrande n'y est nommée que d'une façon incidente dans l'article 2060. Il faut reconnaître, du reste,

(1) Fenet, t. III, p. 439.

que cet article suppose non seulement l'existence de la réintégrande, mais lui accorde encore une faveur particulière en attachant la peine de la contrainte par corps au jugement qui ordonne le délaissement d'un fonds en cas de réintégrande.

Si, du reste, les législateurs ne parlèrent qu'incidemment de la réintégrande et pas du tout des actions possessoires dans le Code civil, c'est que, à l'exemple des jurisconsultes de leur époque, imitateurs trop serviles du passé, ils avaient l'habitude de classer ces actions dans les dépendances du Code de procédure civile. Ils comptaient sans doute sur les rédacteurs du Code de procédure civile pour combler une pareille lacune. Nous verrons que leur attente devait être trompée.

Le Conseil d'État ne parlait pas même des actions possessoires dans le Code de procédure. Ce fut la section de législation du Tribunat qui, à propos de l'article 3 du Code de procédure, réclama, dès le début, l'insertion de dispositions relatives à ces actions : « La section de législation du Tribunat émet le vœu qu'il soit tracé des règles spéciales sur la complainte et la *réintégrande*, à l'exemple de ce qui avait été fait lors de l'ordonnance de 1667. »

Et lors de la seconde lecture :

« La section persiste à demander qu'il y ait un titre sur la réintégrande. Il est indispensable d'expliquer quelle est la nature de la possession, qui seule peut donner lieu à l'action ; si le pétitoire peut être cumulé

avec le possessoire, si on peut recourir au possessoire après avoir commencé par le pétitoire (1). »

C'est alors qu'on introduisit le titre IV, dont le principal article est ainsi conçu :

« Les actions possessoires ne seront recevables qu'autant qu'elles auront été formées dans l'année du trouble par ceux qui, depuis une année au moins, étaient en possession paisible par eux ou les leurs, à titre non précaire (2). »

Et c'est à ce sujet que M. Treilhard ajoutait, dans l'exposé des motifs : « Au reste, les dispositions de ce titre n'ont rien de contraire à celles de l'ordonnance de 1667 et n'offrent rien qui puisse être susceptible du doute le plus léger... Nous n'avons pas aspiré à la vaine gloire de faire du nouveau (3). »

Ainsi une mention incidente dans le Code civil (4) ; un article 23 du Code de procédure civil qui, applicable aux actions possessoires, ne l'est pas à la réintégrande ; plus tard une loi de compétence, du 25 mai 1838, qui, loin de trancher la question, se borne à nous dire dans son article 6 que les juges de paix connaissent des actions en réintégrande ; tels sont les textes réellement peu

(1) Locré, t. XXI, p. 378.

(2) Art. 23 C. pr. civ.

(3) Locré, t. XXI, p. 520 et 521.

(4) L'art. 2060, 2^o du Code civil s'exprime ainsi : « La contrainte par corps a lieu pareillement..... — 2^o En cas de *réintégrande*, pour le délaissement ordonné par justice, d'un fonds dont le propriétaire a été dépouillé par voies de fait. »

nombreux et encore moins précis que nous possédons pour établir notre théorie sur la réintégrande à notre époque.

Or, si l'on s'en rapporte uniquement à l'article 23 du Code de procédure civile et à l'article 6 de la loi du 23 mai 1838, l'on doit fatalement arriver à faire de la réintégrande une action possessoire. Si, au contraire, on ne tient pas compte de ces articles pour en faire ce que nous prétendons qu'elle est, c'est-à-dire une action personnelle, on ne trouve plus dans nos Codes, si l'on en excepte l'article 2060 qui la nomme d'une façon furtive, aucune trace de la réintégrande.

Il n'est donc pas étonnant, comme nous le disions au début de ce travail, que ceux qui, se plaçant sur l'unique terrain du Code civil, ont voulu définir le vrai caractère de la réintégrande, aient fini ou par l'anéantir ou par en faire une action possessoire ordinaire. Pour éviter de tomber dans la même erreur, nous avons cru qu'une étude historique sérieuse et approfondie était nécessaire pour établir le vrai caractère de la réintégrande. Nous ne nous servons donc du Code civil que pour pénétrer jusqu'à notre notion. Mais pour en définir avec précision les caractères, nous aurons recours à l'histoire aidée du raisonnement.

C'est pour cela que nous avons étudié dans les chapitres précédents, non seulement l'histoire de la réintégrande en France, mais encore celle des actions analogues, non pas chez tous les peuples de l'antiquité, ce

qui nous aurait entraîné trop loin, mais au moins chez les deux peuples les plus connus, les Grecs et les Romains.

Chez les Grecs, nous avons trouvé peu de renseignements utiles et nous avons donné les raisons pour lesquelles une action analogue à la réintégrande ne pouvait pas arriver à son complet développement. Chez les Romains, au contraire, nous avons vu une action analogue à la nôtre naître sous la pression d'un besoin identique à celui qui donna naissance à la réintégrande en France ; et nous avons vu cette action, loin de disparaître avec la civilisation, devenir de plus en plus sévère avec les années et les progrès de l'état social. Ce sera là un argument très fort à opposer à ceux de nos adversaires qui prétendent que, chez un peuple civilisé comme l'est le nôtre depuis le Code civil, une action uniquement basée sur ce principe que « nul ne doit se rendre justice à lui-même » est devenu inutile.

Mais n'anticipons pas, et avant d'exposer notre système, passons en revue pour les réfuter, en développant notre théorie, les opinions si diverses auxquelles l'absence de textes précis a donné naissance.

La question qui se pose aujourd'hui, au moins en théorie, est encore celle qui se posait au temps de l'ordonnance de 1667. L'action en réintégrande existe-t-elle encore dans notre droit ? offre-t-elle encore ce caractère spécial que lui avait imprimé le droit canonique et la fameuse maxime : « *spoliatus ante omnia resti-*

tuendus ? » N'est-elle plus au contraire qu'une action possessoire ordinaire soumise à toutes les conditions qui régissent la complainte ?

Telles sont les questions si souvent posées et si diversement résolues par tous les auteurs qui se sont occupés de la réintégrande. L'absence de textes précis a permis en effet aux jurisconsultes de donner libre cours à leur imagination. De là une floraison de systèmes qu'on rencontre d'habitude dans toutes les questions qui se rapprochent plus ou moins du possessoire (1).

Toutefois, après avoir étudié ces différents systèmes, on peut arriver à cette conclusion qu'il existe depuis le Code civil trois grands courants d'opinions parmi les auteurs qui ont étudié la réintégrande.

Les uns qui comptent parmi eux, il faut bien le reconnaître, un grand nombre de noms illustres, assimilent complètement la réintégrande à la complainte.

Les autres font bien encore de la réintégrande une action possessoire, mais reconnaissent au moins que la possession annale n'est pas utile pour pouvoir intenter la réintégrande.

Enfin une troisième opinion, représentée elle aussi par quelques auteurs célèbres et qui a pour elle l'ensemble de la jurisprudence, prétend que la réintégrande est restée de nos jours telle qu'elle était à son origine dans notre ancien droit.

(1) Viollet, *Histoire du Droit civil*, p. 585.

C'est à cette opinion que nous nous sommes ralliés ; mais, avant d'exposer les raisons pour lesquelles nous croyons que la jurisprudence est restée fidèle aux vrais principes, nous allons résumer, aussi clairement et aussi brièvement que nous le pourrons, les deux autres opinions :

*1° Opinion assimilant la réintégrande à la
complainte.*

Les jurisconsultes qui soutiennent qu'aujourd'hui il n'existe plus de différence entre la réintégrande et la complainte argumentent naturellement de l'article 23 du Code de procédure civile, qui est pour eux le siège de la matière. Ce texte, disent-ils, ne fait aucune distinction, mais exige uniquement la possession annale. Sans doute, l'article 2060 du Code civil fait mention de la réintégrande, mais cela ne peut suffire à en faire une action particulière et spéciale (1).

Pothier, qui traitait séparément de la réintégrande,

(1) Dans ce sens : Toullier, *Droit civil*, XI, n° 125 et s. — Vazeille, *Traité des prescriptions*, II, p. 330 et s. — Benech, *Traité des justices de paix et des tribunaux de première instance*. — Rauter, *Cours de procédure civile française*, I, n° 395, p. 420 et s. — Crenieu, *Théorie des actions possessoires*, p. 272 et s. — Troplong, *De la prescription*, n° 305 et s. — Carré, *Compétence des juges de paix*, I, 1^{er}, n° 480, p. 325. — Curasson, *De la compétence des juges de paix*, t. 2, p. 60. — Duffau-Lagarosse, *De la valeur de la distinction traditionnelle des actions possessoires*, p. 14 et s. — Jean Terrel, *Des actions possessoires en droit français*, p. 179 et s.

avait soin d'observer qu'elle n'était qu'une « branche de la complainte » (1). « Notre droit français, dit-il, donne aussi au possesseur, quel qu'il soit..... une action qu'on appelle complainte. Lorsque le possesseur l'intente pour le cas où il est troublé dans sa possession, elle s'appelle complainte en cas de saisine et nouveleté. Lorsqu'il l'intente pour le cas où il a été dépossédé par violence, elle s'appelle complainte pour force ou pour dessaisine ; autrement, action de réintégrande (2). » On le voit, c'est la même action sous deux noms différents, et l'article 2060 n'a pas voulu dire autre chose que Pothier. Qu'on se rappelle l'exposé des motifs de M. Treilhard : « Les dispositions de ce titre n'ont rien de contraire à celles de l'ordonnance de 1667... Nous n'avons pas aspiré à la vaine gloire de faire du nouveau (3). »

On peut raisonnablement penser, du reste, que les auteurs du Code civil ont suivi Pothier, leur guide habituel.

Il reste bien, il est vrai, la loi de 1838 : mais c'est une simple loi de compétence qui ne pouvait établir une action nouvelle.

De plus, ces textes : l'article 2060 du Code civil et l'article 6 de la loi du 23 mai 1838 ne peuvent rien contre l'article 23 du Code de procédure civile sur le siège

(1) Pothier, *Traité de la possession*, n° 408.

(2) Pothier, *Pos.*, n° 84.

(3) Loqué, t. XXI, p. 520 et 521.

de la matière ; et du reste, la loi de 1838 elle-même, en rangeant la réintégrande parmi les actions possessoires (argument tiré de ces mots « et autres actions possessoires »), renvoie implicitement aux règles établies par l'article 23 du Code de procédure civile.

Enfin, comme dernier argument, les partisans de l'assimilation de la réintégrande à la complainte développent cette idée que dans notre état de civilisation avancée les violences ne sont plus à craindre et que la maxime *spoliatus ante omnia restituendus* n'a plus raison d'être.

Tous ces arguments sont très bien résumés dans les motifs d'un jugement du tribunal de Mulhouse du 4 avril 1860, que je cite textuellement (1) :

« Attendu que l'article 23 du Code de procédure règle les actions possessoires par une formule nette, précise, sans spécification aucune ; que le silence de ce texte, quant à la réintégrande, comme action distincte de la complainte, ne peut s'expliquer que par l'intention du législateur de ne plus faire cas d'une distinction désormais inutile, grâce au progrès de l'ordre social, pour assurer l'effet légal de la possession dans une juste mesure ; que sans doute, dans les temps reculés, lorsque le droit du propriétaire ou du simple possesseur était exposé à des actes de violence fréquents et graves, il importait d'emprunter au droit romain le remède de

(1) D. 1862, 1, 354.

l'interdit *unde vi*, de le renforcer même et d'en étendre la portée ; que, sous l'empire de cette nécessité, le Droit civil a pu, par une déviation de la maxime du Droit canonique : « *Spoliatus ante omnia restituendus* », prêter à la réintégrande un caractère tout spécial, celui d'une action personnelle en réparation de la violence, dont le succès n'empêchait pas celui qui succombait de réagir immédiatement par la voie de la plainte ; qu'on ne saurait admettre qu'aujourd'hui encore cette action pût se reproduire avec ce caractère ; que ce serait là introduire en procédure une complication qui formerait anachronisme ; qu'aussi bien les auteurs qui se sont pénétrés de l'histoire du Droit et spécialement de la transformation que les actions possessoires ont subies, n'hésitent-ils pas à professer que, dès avant la législation de nos Codes, il s'était opéré une fusion entre la plainte et la réintégrande ; qu'ayant eu à choisir entre la pratique judiciaire, dans laquelle ces actions étaient confondues, et la doctrine qui n'avait pas entièrement abandonné le système des deux actions distinctes, le législateur s'était décidé, en parfaite connaissance de cause, à effacer définitivement toute distinction. — Attendu que si, au silence de l'article 23 du Code de procédure, on voulait opposer la mention qui est faite de la réintégrande aux articles 2060 du Code civil et 6 n° 1 de la loi du 25 mai 1838 sur les Justices de Paix, cet argument de texte devrait encore se résoudre d'après cette considération que l'article 23

du Code de procédure est le siège des principes sur la matière des actions possessoires et que tout autre texte s'y réfère naturellement ; que si d'ailleurs l'article 2060 du Code civil parle de la réintégrande, il indique suffisamment qu'il s'occupe du cas où le dépossédé est le propriétaire, et qu'ainsi tout au moins il ne peut s'agir d'une possession à titre précaire ; de même si l'article 6 de la loi du 25 mai 1838 comprend la réintégrande dans l'énumération qu'il fait, il ajoute ces mots : « et toutes autres actions possessoires », ce qui implique que l'action en réintégrande est considérée comme une action possessoire, et partant soumises aux règles générales tracées par l'article 23 du Code de procédure. »

Après avoir lu ce jugement que l'on peut considérer comme la synthèse de tous les arguments des partisans de la confusion de la réintégrande et de la complainte, il peut être intéressant de voir plus en détail les arguments des auteurs les plus autorisés qui ont soutenu cette opinion.

De tous les auteurs qui ont combattu le caractère personnel de la réintégrande et ont entrepris de prouver sa confusion avec la complainte, Curasson est, sinon le plus célèbre, du moins celui qui a mis le plus d'ardeur dans la discussion et a apporté le plus grand nombre d'arguments en faveur de sa théorie (1).

La réintégrande n'est, dit-il, qu'une face de la com-

(1) Curasson, *De la compétence des Juges de paix*, t. 2, p. 60 et ss.

plainte ; c'est un terme générique applicable à toute action par laquelle une partie demande à être réintégrée dans sa possession, quelle que soit la manière dont elle en a été privée.

Pour donner lieu à la réintégrande, il n'est donc pas besoin que la dépossession ait été pratiquée par violence ou voie de fait, il suffit d'être dépossédé. C'est ce qui distingue la réintégrande de la complainte.

Pour établir sa théorie, Curasson a recours à l'histoire et cite notamment Delaurière sur les établissements de Saint Louis, Pothier, Jousse, Duplessis, Poulain-Duparc et tous les auteurs en un mot qui ont confondu la réintégrande et la complainte et dont nous avons précédemment combattu l'opinion en prouvant que la réintégrande était parvenue jusqu'au Code civil distincte de la complainte.

Après avoir lu tous les textes qu'il cite et sa longue et savante discussion, on peut ainsi résumer son système : la réintégrande n'est autre chose qu'une action possessoire. La règle établie sur l'article 23 du Code de procédure est donc applicable à cette action ; si le contraire avait été décidé par l'ordonnance de 1667, sa disposition serait abolie par le Code ; mais l'ordonnance ne parle pas de la possession annale et les auteurs enseignent que, sous son empire, cette possession était exigée pour la réintégrande aussi bien que pour la complainte ; le Code de procédure n'a fait que consacrer cette jurisprudence.

Ainsi, que l'action possessoire soit formulée sous le nom de complainte, de réintégrande ou de dénonciation de nouvel œuvre, peu importe : la seule chose à laquelle le juge de paix doit s'attacher est de savoir si les deux conditions qu'exige le Code de procédure sont remplies : si la demande a été formée dans l'année du trouble prétendu et si le demandeur justifie de sa possession annale.

Pour Troplong, comme pour Curasson, la réintégrande comme la complainte exige la possession annale et lui aussi s'appuie pour le prouver sur l'histoire de la réintégrande et sur l'article 23 du Code de procédure. Il reconnaît qu'au temps de Beaumanoir il y avait un cas où l'on pouvait se plaindre au juge, bien qu'on n'eût pas possédé pendant un an et jour ; c'était, dit-il, lorsqu'on avait été dépossédé par force ou violence. Il ne nie pas l'utilité de ce principe introduit par Saint Louis, à une époque de barbarie comme le XIII^e siècle : « Nul ne doit en nulle court plaider dessaisi » ; mais il prétend que Saint Louis, dans un excellent but, exagéra de beaucoup les principes du droit canonique dans lesquels il cherchait des appuis pour ses innovations (1).

« Jamais les papes, dit-il, n'avaient poussé la maxime *spoliatus ante omnia restituendus* jusqu'à ce degré de logique inflexible, qu'il fallût l'appliquer au proprié-

(1) Troplong, *De la prescription*, t. 1^{er}, p. 476, n^o 294 et suivants.

taire ou au possesseur dépouillé qui emploie des voies de fait pour rentrer dans ce qui lui appartient (1). »

Non, d'après lui, le vrai sens de cette maxime est : « Que le possessoire doit précéder le pétitoire ; c'est qu'en conséquence celui qui est dépouillé de sa possession légitime n'est tenu de répondre à aucune demande étrangère à la question de spoliation avant d'être réintégré. »

Tout le reste était forcé et exagéré par Saint Louis qui consultait avant tout les besoins de son siècle.

Mais depuis le XIV^e siècle et la réforme de Simon de Bucy, l'on est revenu aux vrais principes et l'on a confondu complainte et réintégrande sous le nom de complainte en cas de saisine et de nouvelleté (2).

Enfin si l'ordonnance de 1667 a nommé la réintégrande, oubliée par toutes les coutumes depuis le XV^e siècle, c'est « uniquement pour déclarer que celui qui a été dépossédé a le choix de l'action civile ou criminelle. Mais rien n'autorise à penser qu'elle a voulu rompre l'alliance sanctionnée par le droit coutumier, et faire revivre les distinctions incompatibles avec l'esprit du droit nouveau. »

(1) Il cite en faveur de son opinion une décision du pape Innocent III approuvant un évêque d'avoir repris par force sur un spoliateur un immeuble appartenant à son église : Décret, lib. 2, tit. 13, cap. 12, anno 1199. *Contra.* — V. Bélime, *Droit de possession*, n° 373, p. 400.

(2) Troplong cite le passage de Delaurière que nous avons nous-même déjà cité.

C'est dans cet état, conclut Troplong, que nous parvenons au Code de procédure civile qui règle l'exercice des actions possessoires et, en cimentant l'alliance définitive de la complainte et de la réintégrande, soumet ces deux actions aux mêmes conditions.

« Ce texte, dit-il, semble avoir été fait tout exprès pour faire cesser toutes les divergences. »

Forcé de reconnaître qu'il y a loin d'avoir unanimité dans la doctrine et qu'au contraire des auteurs, comme Henrion de Pansey (1) et à sa suite Duranton (2), Dalloz et d'autres encore, combattent son opinion, il s'efforce de la défendre en ces termes :

« Lorsqu'un individu expulse l'usurpateur qui est venu le troubler dans sa possession annale, il conserve la possession légitime de son droit. N'oublions pas les paroles du pape Innocent : *Ex ea vim vi, sicut omnia jura permittunt, licite repellentes*.

On voudrait que, pour le punir de ce qu'il s'est fait justice à lui-même, on le dépouillât provisoirement, sauf à le ressaisir ensuite par la voie de la complainte ; mais, la raison se révolte contre cette proposition. N'est-ce pas une singulière manière de rendre à chacun selon ses œuvres, que de priver le possesseur de ce qui lui appartient pour en investir celui qui n'est entré en possession que par voie de fait, celui contre qui on au-

(1) *De la compétence des juges de paix*, chap. de la réintégrande.

(2) Duranton, t. IV, n° 246.

rait la réintégrande, si le véritable maître n'avait repris de lui-même ce qu'on ne saurait lui dénier?

Entre deux possessions, la possession annale, qui, d'après le langage des coutumes, est la possession privilégiée, ne doit-elle pas l'emporter sur celle qui n'est qu'instantanée et violente, et qui mérite plutôt le nom de détention que celui de possession? Or, l'expulsion du possesseur annal pendant un temps qui ne dure pas un an ne suffit pas à interrompre la possession. Pendant le temps de son expulsion, il a possédé par sa volonté, il a conservé son droit intact; puis son expulsion cessant, il est entré dans la jouissance de fait de la chose dont il avait la jouissance de droit, et l'on voudrait que, dans des circonstances si favorables, une possession ainsi qualifiée et privilégiée abdiquât devant une possession d'un instant, viciieuse dans tous ses éléments et n'ayant plus aucune existence actuelle.

Que devient la fameuse maxime du Droit français : en *toute saisine*, le possesseur est de meilleure condition, et la règle non moins célèbre du droit romain : *In pari causa, melior est causa possidentis*?

Voulez-vous faire un reproche au possesseur annal de ce qu'il a usé de moyens illégaux pour rentrer dans son droit? Mais le spolié n'avait-il pas employé des moyens aussi coupables pour attenter au droit d'autrui? S'il y a délit, il est réciproque, et dès lors c'est là le cas de citer cette autre règle du Droit romain : *In pari debito, deterior est causa petitoris*.

D'ailleurs, qu'on calcule le degré de culpabilité des deux adversaires : l'un a mis la force au service du droit, et tout son crime, c'est de n'avoir pas su attendre ; l'autre a fait servir la violence au soutien de l'injustice ; et c'est lui qui l'emporterait sur le premier !!! Ces raisons expliquent suffisamment la disposition du Code de procédure civile, disposition conforme au droit des pandectes, qui permettait au propriétaire de rentrer par voie de fait dans la possession de la chose, et au droit canon qui nous dit : *Ingressus possessionem ignorante domino, ad quem pertinet, potest, per ipsum dominum statim quum sciverit, repelli, etiam violenter, nec ex tali repulsione competit repulso contra dominum interdictum possessorum.*

C'est là la sanction du droit de propriété. Sans doute, il est mieux de recourir à la justice pour reconquérir ce qu'on a perdu : la prudence en fait peut-être un devoir, mais la loi n'en impose pas toujours l'obligation.

Si d'ailleurs des violences punissables ont été commises, le coupable recevra des tribunaux correctionnels un juste châtiment : mais on ne voudra pas que le droit de propriété s'abaisse, même pour un instant, devant une flagrante usurpation. Sévissez par des peines efficaces contre celui qui a troublé l'ordre public, mais n'infligez pas à la propriété un détour d'action et une suspension désastreuse qui n'est plus qu'un non sens et un anachronisme. »

Ainsi, pour Troplong, la réintégrande n'est plus qu'un « *non sens et un anachronisme* » et c'est par ces paroles sévères pour les partisans d'une autre opinion qu'il termine l'exposé de son système.

Nous ne réfuterons pas la partie historique de la discussion de Troplong pour les mêmes raisons qui nous ont empêché de le faire pour Curasson (1). Quant aux autres arguments de Troplong, ce sont plutôt des arguments de sentiment que des considérations juridiques, et sa longue discussion, à notre avis, et nous espérons l'établir bientôt, est loin de prouver l'inutilité de la réintégrande à notre époque.

Toullier n'est pas moins catégorique dans sa façon de nier à notre époque l'existence distincte de la réintégrande (2).

Pour lui, « c'est un principe reconnu, un principe certain dans notre jurisprudence française, que la simple possession ou détention, qui n'a duré qu'un instant, qu'un jour, qu'un mois, en un mot moins d'une année, est un fait qui ne confère aucun droit au possesseur ou détenteur de la chose de quelque manière qu'il en est acquis la possession : d'où résulte, par une conséquence nécessaire, qu'il n'a aucune action pour s'y faire main-

(1) Tous les arguments, en effet, tirés de l'histoire par ces deux auteurs se trouvent réfutés dans la partie de notre travail où nous avons prouvé que la réintégrande avait toujours été en usage jusqu'au Code civil.

(2) Toullier, *Droit civil français*, II, p. 426 et ss., p. 467 et ss.

tenir ou réintégrer; car l'action ne peut naître que d'un droit : *Est jus persecuendi in judicio quod sibi debetur*. Que pourrait-il donc demander puisqu'il n'a aucun droit acquis ? »

Ceci lui paraît aussi rigoureusement démontré qu'un théorème de géométrie. Il conclut donc tout naturellement que l'article 23 du Code de procédure a suivi et consacré les vrais principes en déclarant non recevable toute action possessoire formée par celui qui n'a pas la possession annale.

Notre réponse à la théorie de Toullier sera bien simple. Il a raison de dire que la simple possession ou la détention est un fait qui ne confère aucun droit, mais il a tort d'en conclure pour cela que la réintégrande ne peut exister. Il commet une confusion. La réintégrande ne naît pas d'un droit quelconque sur la propriété, mais d'un droit à la réintégrande, c'est-à-dire d'un droit que tout le monde, même le possesseur injuste, a d'être protégé contre la violence.

Si, comme nous venons de le voir, l'opinion qui assimile complètement la réintégrande à la plainte a été soutenue par d'assez célèbres jurisconsultes, elle a contre elle la jurisprudence presque toute entière. On ne trouve, en effet, en faveur de cette opinion, que quelques très rares arrêts. On cite toujours, dans ce sens, un arrêt du 5 mars 1828 (1), qui a décidé que la

(1) D., 1828, 1, 325.

réintégrande ne pouvait avoir lieu pour une servitude discontinue dont la possession sans titre n'est que précaire.

2° *Opinion réquerant pour la réintégrande la possession véritable mais non la possession annale.*

Avant d'aborder l'étude de notre propre système qui n'est du reste que celui de la jurisprudence et d'un grand nombre de bons auteurs, il nous reste à dire quelques mots d'un système intermédiaire. Celui que nous venons d'exposer confondait absolument la *réintégrande et la complainte*. Celui-ci distingue la réintégrande de la complainte mais en fait cependant une action possessoire (1).

Pour défendre leur opinion, les partisans de cette théorie invoquent eux aussi l'intention des auteurs du Code civil et les paroles de M. Treilhard ne voulant innover en rien sur l'ancien droit. Ils reconnaissent avec nous que l'ancien droit distinguait la réintégrande de la complainte et que l'ordonnance de 1667 approuvait cette distinction en traitant en deux articles différents de la réintégrande et de la complainte. Ils reconnaissent qu'il ne faut pas tenir compte de l'opinion de Pothier, mauvais guide en la matière, qui n'a pas su voir

(1) Bourcart, *Des actions possessoires en droit français*, p. 248 et s. — Glasson sur Boitard, p. 704, 705 et 707.

l'origine canonique de la réintégrande. Mais où ils se séparent totalement des partisans de l'opinion de la jurisprudence, c'est qu'ils accordent uniquement la réintégrande au possesseur non annal dépouillé, mais non au simple détenteur. C'était là à leur avis le principe originaire et véritable du *remedium spoli* qui prit plus tard, il est vrai, une extension considérable au point d'être accordé au simple détenteur. Les anciens auteurs, disent-ils, luttèrent sans cesse contre cette extension et ils citent Argou et Imbert ne donnant la réintégrande qu'au possesseur non annal et même des *monuments législatifs importants* comme l'ordonnance de Villers-Cotterets de 1539 articles 61 et 62, qui rapprochaient la réintégrande de la complainte. Seulement ces auteurs et cette ordonnance ne donnaient la complainte qu'en cas de saisine c'est-à-dire de possession annale, au lieu que, pour intenter la réintégrande il suffisait d'avoir la simple possession. C'était, disent-ils, l'opinion de Pothier qui exigeait la possession véritable pour agir en réintégrande.

En résumé et pour ne pas s'attarder à expliquer ce système moins intéressant que les deux autres, ses partisans sont d'accord avec nous pour distinguer la réintégrande de la complainte ; mais c'est là le seul point de commun qu'ils aient avec notre théorie. Ils refusent complètement la réintégrande au simple détenteur, au possesseur précaire, ils en font en un mot une action possessoire et par conséquent une action réelle.

Aussi, d'après ce système, sauf la différence d'annalité,

sauf celle entre le trouble et la dépossession, les mêmes principes gouvernent la complainte et la réintégrande. C'est la même capacité personnelle, c'est un acte d'administration, ce sont les mêmes conditions, les mêmes effets ; ce sont deux actions possessoires et par suite la réintégrande a un caractère de réalité aussi bien que la complainte. Comme conséquence, le défendeur à la réintégrande peut exciper de sa possession annale, car le débat roule sur la possession ; ce qui fait que la sentence sur la réintégrande aura effet de chose jugée en matière possessoire et que la complainte ne sera plus recevable après elle.

Ce qui résulte de ce système, comme le fait très bien remarquer M. Bourcart dans sa thèse sur les actions possessoires, c'est que le simple détenteur dans notre droit actuel n'a comme défense que le droit de rétention ; encore ne l'a-t-il en réalité que s'il se trouve créancier à l'occasion de la chose, s'il y a *debitum cum re junctum*.

Cette seule conséquence suffirait à faire rejeter un pareil système dont on ne voit pas l'utilité. Les bases sur lesquelles il s'appuie sont du reste bien fragiles. Il ne veut pas reconnaître les caractères originaux de la réintégrande tels que nous les trouvons dans les établissements de Saint Louis et les ouvrages de Beaumanoir et il se trouve quand même, en distinguant la réintégrande de la complainte, tout autant que nous-même en opposition avec l'article 23 du Code de procédure civile.

*3° Opinion faisant de la réintégrande un véritable
remedium spolii.*

Cette dernière opinion que nous adoptons et que nous allons nous efforcer de justifier, a pour elle la jurisprudence constante de la Cour de cassation depuis le Code civil. Ainsi le fameux jugement du tribunal de Mulhouse qui résumait si bien les arguments de nos adversaires, fut cassé par arrêt du 2 juillet 1862. On peut donc dire qu'en pratique la discussion des autres opinions offre peu d'intérêt. Toutefois, bien que persuadé que la Cour de cassation est dans les vrais principes, nous dirons avec Belime « que la jurisprudence est variable et qu'il n'y a que la raison qui ne change pas » (1).

C'est pour cela que nous allons brièvement réfuter l'opinion de nos adversaires pour arriver le plus vite possible à exposer les motifs qui nous font suivre la jurisprudence de la Cour de cassation.

Nous ne reprendrons pas un par un tous les arguments de Curasson, de Troplong, de Toullier et de tous les auteurs qui ont cherché à prouver que, bien avant le Code civil, la réintégrande avait cessé d'exister. Ce serait allonger inutilement notre travail et nous exposer à des redites. Nous avons fait cette réfutation en

(1) Belime, n° 371.

prouvant qu'au milieu de beaucoup de vicissitudes la réintégrande reconnue par l'ordonnance de 1667, était parvenue bien distincte de la complainte jusqu'à l'époque de la rédaction de nos codes. Nous allons donc nous contenter de réfuter les arguments de nos adversaires tirés des travaux préparatoires du Code de procédure, de l'article 23 de ce Code, de l'article 2060 du Code civil et de l'article 6 de la loi du 25 mai 1838. Nous allons voir en un mot si cette action a été proscrite par nos lois modernes.

Nous allèguerons nous aussi les travaux préparatoires du Code de procédure civile et la fameuse phrase de M. Treilhard : « nous n'avons pas aspiré à la vaine gloire de faire du nouveau. » Cette phrase, étant donné que nous avons prouvé que jusqu'à l'époque du Code de procédure civile la réintégrande était en usage, se retourne contre nos adversaires et justifie notre théorie.

De plus, la réintégrande est nommément désignée dans l'article 2060 du Code civil qui, comme nous l'avons déjà dit, la rappelle pour lui accorder une faveur particulière en donnant la peine de la contrainte par corps au jugement qui ordonne le délaissement d'un fonds, en cas de réintégrande. De même, la loi du 25 mai 1838 parle également de la réintégrande (1).

(1) Nous avons vu que la loi du 24 août 1790 n'énumérait pas les actions possessoires, mais seulement les objets auxquels elles peuvent avoir rapport. Le Code de procédure n'était pas plus explicite. Heureusement la loi du 25 mai 1838 va plus loin : « Les juges de paix, dit

Malheureusement elle ne tranche pas explicitement le débat, mais son silence peut être à bon droit interprété en faveur de notre opinion. Avant cette loi, la jurisprudence, à la suite de Henrion de Pansey, était déjà constante pour différencier la réintégrande de la complainte. Si donc les auteurs de la loi du 25 mai 1838 avaient blâmé cette interprétation, il leur aurait été facile de le dire. Ils n'en ont rien fait. Nous pouvons sans exagération interpréter leur silence en faveur de la jurisprudence existante alors (1).

S'il nous a été facile de prouver précédemment et l'histoire en main que la réintégrande, contrairement à l'avis de M. Troplong, n'avait jamais cessé d'être en usage, il nous sera également facile de répondre à nos

l'art. 6, connaissent à charge d'appel des dénonciations de nouvel œuvre, complaints, actions en réintégrandes et autres actions possessoires, fondées sur des faits également commis dans l'année. »

(1) Cette opinion peut d'autant mieux se soutenir qu'elle trouve un solide point d'appui dans les travaux préparatoires. L'exposé des motifs porte en effet : « Le législateur ne doit plus abandonner aux variations de la jurisprudence la solution de questions controversées ou qui pourraient l'être. Dans ce dessein, le projet de loi ajoute à la clarté de l'art. 10 de la loi du 24 août 1790, en s'expliquant au sujet des entreprises commises dans l'année sur les canaux servant au roulement des usines et moulins, et en classant formellement au nombre des actions possessoires la dénonciation de nouvel œuvre, la complainte qui s'exerce en cas de simple trouble apporté à une possession acquise, *la réintégrande qui suppose la spoliation du possesseur.* » Et M. Renouard, rapporteur, ajoute que l'art. 6 de la loi nouvelle donne, *à l'aide de la jurisprudence*, une explication plus complète des actions possessoires que ne l'avait fait la loi de 1790.

adversaires au sujet de l'article 23 du Code de procédure civile qui est pour eux le siège de la matière. La loi, disent-ils, dispose dans cet article que les actions possessoires ne pourront être exercées que par ceux qui étaient en possession depuis une année par eux ou les leurs ; elle ne distingue pas, elle étend les mêmes principes à toutes les actions possessoires. Nous n'en disconvenons pas : mais nous prétendons précisément que cet article 23 applicable aux *actions possessoires ne l'est pas à la réintégrande*. Celle-ci en effet issue du *remedium spoli* n'est pas une véritable action possessoire, n'est pas fondée sur la possession mais sur la violence. Elle est en un mot une action *quasi ex delicto* personnelle et non réelle. C'est ce que MM. Aubry et Rau nous disent : « Elle diffère des actions possessoires proprement dites et spécialement de la complainte en ce qu'elle est accordée, bien moins pour la garantie et la conservation de la possession que pour la réparation du fait illicite et contraire à la paix publique dont s'est rendu coupable l'auteur d'une dépossession consommée par voie de fait (1). »

Nous en avons fini avec les objections tirées de nos codes par nos adversaires. Il nous reste encore toutefois à examiner une dernière considération invoquée avec force par eux. M. Troplong notamment qui, nous l'avons vu, s'efforce toujours de prouver au moyen de l'histoire

(1) Aubry et Rau, t. 2, p. 465. — Belime, n° 371.

la disparition de la réintégrande, reconnaît que cette action a existé et ne nie pas son utilité au temps de Saint Louis. Il fallait à la société barbare du XIII^e siècle ces répressions sévères. Mais aujourd'hui le besoin d'une telle action n'existe plus. La société est assez civilisée, l'action du pouvoir central suffisante pour empêcher les désordres et les mortelles guerres d'autrefois. Alors à quoi bon conserver une procédure aussi exorbitante que celle de la réintégrande ? Pourquoi rendre au spolié une possession qui ne lui appartient pas pour la lui retirer ensuite et la remettre définitivement au vrai possesseur ? Si d'ailleurs des violences punissables ont été commises, le coupable recevra des tribunaux correctionnels un juste châtiment ; mais pourquoi reprendre une chose à celui qui a le droit de la posséder pour la rendre à celui qui n'a sur elle aucun droit ?

M. Troplong, nous l'avons déjà vu en exposant son système, trouve cela « un non sens et un anachronisme ».

Nous ne partageons pas son avis. Certes, la réintégrande n'a peut-être plus aujourd'hui autant d'utilité qu'au temps de Beaumanoir ; mais, malgré cela, nous croyons que loin d'être déraisonnable elle peut encore, à notre époque, avoir de grands avantages.

Il est faux, en effet, de prétendre que le spolié sera toujours suffisamment protégé par la loi criminelle. La dépossession pourra ne pas constituer un vrai délit.

Quel serait alors le secours du spolié ? C'est ce qu'a très bien mis en lumière M. Belime : « Toute voie de fait, dit-il, donne-t-elle lieu à une répression pénale ? On pourrait citer ici le mot de Marc-Aurèle à un plaideur : *tu vim putas fieri solum, si homines vulnerentur ?* Vous croyez donc qu'il n'y a de violence, que là où il y a du sang versé ? Combien de circonstances où la criminalité n'existe pas à proprement dire, et pourtant où il y aurait péril pour la société, tolérance impardonnable de la part du législateur, à laisser l'auteur d'une voie de fait en recueillir les résultats ? Par exemple, vous construisez un mur qui anticipe sur un terrain que je possède, je détruis ce mur pendant la nuit. Vous avez acheté une maison dont les clefs vous ont été livrées ; prétendant en avoir la possession annale, je profite de votre absence pour y entrer par escalade et je m'y établis. Quelle action criminelle y a-t-il contre moi ? M. Troplong est obligé de dire que ces faits sont licites : tant pis pour celui qui n'avait pas la possession annale ! A mes yeux, un pareil système est antisocial, dangereux pour la paix publique, beaucoup plus déraisonnable en un mot que la réintégration avec tous ses effets..... M. Troplong, à force d'avoir dit qu'il n'y avait pas d'action possessoire sans possession annale, a fini par s'étourdir tellement sur ce point, qu'à l'en croire, quand même la voie de fait émanerait d'un nouveau venu sans droit dans la chose, il n'y aurait pas encore de réintégration pour le spolié. Ainsi je laboure un champ

inculte, je l'ensemence et je le possède pendant six mois ; un tiers, sans alléguer aucun droit, survient et me chasse par la force. La justice assiste à ce spectacle, impuissante et désarmée, car, suivant M. Troplong, je n'ai pas la possession annale. J'avoue que je n'aurais pas besoin d'en entendre davantage pour condamner un système qui conduit à de tels résultats (1). »

On ne peut nier la force des arguments par lesquels M. Bélime défendait la jurisprudence de la Cour de cassation. Avant lui et depuis, du reste, des auteurs considérables ont défendu la même opinion.

Dès le début du siècle Henrion de Pansey combattait l'opinion de nos adversaires et reconnaissait l'utilité de la réintégrande : « Lorsque la violence, disait-il, a dépouillé celui qui jouissait, rien de plus naturel que d'ordonner préalablement sa réintégrande, sauf ensuite à examiner et à peser les moyens et les titres de son adversaire : le maintien de l'harmonie sociale, le respect dû à la possession et le préjugé qui en résulte, conduisent également à cette idée ; cependant combien de générations écoulées avant qu'elle nous ait frappés (2). » Et pour appuyer son système et rendre ses vrais caractères à la réintégrande, Henrion de Pansey avait recours à la jurisprudence du XIII^e siècle, aux Etablis-

(1) Bélime, § 378, p. 440.

(2) Henrion de Pansey, *De la compétence des juges de paix*, chap. 52, p. 504.

sements de Saint Louis et aux coutumes de Beauvoisis par Beaumanoir.

Dans le même sens Bioche nous dit : « La loi du 24 août 1790, en ne définissant point le caractère des actions possessoires confiées au juge de paix, se réfère par là même à l'ordonnance de 1667 ; aussi l'article 2060 du Code Napoléon suppose-t-il l'existence de la réintégrande ; l'article 23 du Code de procédure n'est applicable qu'aux actions possessoires ordinaires, qui, étant fondées sur une jouissance civile et légitime, doivent présenter une possession annale publique, paisible et non précaire, et non à l'action en réintégrande qui, naissant d'une déposssession violente, a seulement pour but de rendre à celui qui a été dépouillé une jouissance matérielle et momentanée. Il serait contraire à l'ordre social que le demandeur, victime d'une violence ou d'une voie de fait, ne fut pas avant tout réintégré. Ces principes n'ont point été modifiés par l'article 6 de la loi du 25 mai 1838, qui dit avec juste raison que l'action en réintégrande doit être fondée sur des faits commis dans l'année, mais sans exiger que celui qui l'intente ait la possession annale (1). »

Proudhon nous dit également :

« On distingue deux espèces d'actions en fait de possession : l'action en complainte et l'action en réintégrande. Celui qui, sans avoir été écarté de la jouis-

(1) Bioche, *Traité des actions possessoires*, n° 90.

sance de son fonds par des actes de violence, apprend qu'un autre s'en est emparé ou y a exercé des actes de possession propres à faire croire qu'il est dans le dessein de s'en emparer en tout ou en partie, a l'action en complainte pour faire cesser le trouble qu'il éprouve dans sa puissance. Celui qui a été expulsé par force a l'action en réintégrande pour se faire rétablir par autorité de justice dans la possession qui lui a été ravie par violence ; et le jugement rendu sur la répression de cette voie de fait doit au besoin porter condamnation à la contrainte par corps contre le délinquant (1). »

Nous venons de voir que l'opinion de la jurisprudence, qui fait encore à notre époque de la réintégrande le *remedium spoli* du droit canon, était soutenue par des auteurs éminents (2). Ils nous ont permis de prouver que la réintégrande n'avait point été proscrite par nos lois modernes et que son utilité à notre époque justifiait encore notre théorie.

Nous allons maintenant, dans le chapitre suivant, étudier plus en détail les caractères distinctifs de la ré-

(1) Proudhon, *Traité du domaine de propriété*, t. II, p. 58.

(2) Dalloz, *Jurisprudence générale*, v^o action possessoire. — Beldime, p. 396 à 424. — Henrion de Pansey, chap. 52. — Proudhon, *Traité du domaine de propriété*. — Proudhon, *De l'usufruit*. — Bourbeau, *De la justice de paix*, p. 289 à 503. — Bioche, *Traité des actions possessoires*, n^o 90, 91, etc., p. 33. — Aubry et Rau, *Cours de Droit civil*, t. 2, n^o 189. — Appleton, *De la possession et des actions possessoires*, p. 367 et s. — Archambault et Senly, *Dictionnaire pratique des actions possessoires*, v^o réintégrande.

intégrande à notre époque. Nous pourrions facilement démontrer que ces caractères sont restés ceux que nous lui avons reconnus au XIII^e et au XIV^e siècle, et qu'aujourd'hui comme alors, la réintégrande diffère de la complainte par sa nature, ses conditions et ses effets.

CHAPITRE II

NATURE, CONDITIONS ET EFFETS DE LA RÉINTÉGRANDE

—

1^o *Nature de la Réintégrande.*

La réintégrande est une action *in personam*. Elle ne découle en effet ni d'une présomption de propriété, ni de la possession proprement dite, et qu'indirectement même de la détention. Elle est, en effet, suivant la parole de MM. Aubry et Rau, « accordée moins pour la garantie et la conservation de la possession que pour la réparation du fait illicite et contraire à la paix publique dont s'est rendu coupable l'auteur d'une dépossession consommée par voie de fait » (1).

Elle dérive, en un mot, d'un délit ou d'un quasi-délit (2) et est simplement conforme à ce grand principe que l'auteur d'une faute en doit réparation à celui qui en a été victime.

(1) Aubry et Rau, *Cours de Droit civil*, t. 2, n° 489.

(2) Attendu.... que l'action en réintégrande ayant *pour principe un quasi-délit*, il suffit, pour l'exercice de cette action, que le demandeur qui se trouvait en possession paisible et publique ait été dépossédé par violence ou voie de fait. — Cass., Ch. req., 10 février 1864.

Pour savoir si la réintégrande peut être accordée, il sera donc inutile, en réalité, de savoir s'il y a eu possession ou même détention véritable. D'après notre théorie, elle sera accordée à l'acte paisible et public ; ce qui nous permettra de l'étendre à des objets auxquels on ne pourrait étendre l'idée de détention.

La Cour de cassation a toujours, du reste, reconnu ce caractère personnel à notre action, et elle l'a même justement souligné dans un arrêt du 17 décembre 1884 (1).

Il s'agissait de travaux effectués par le desservant à l'intérieur d'une cure. Le maire de la commune de Vallon, où se trouvait ce desservant, avait pénétré de vive force dans le presbytère et fait démolir les constructions nouvelles. Le desservant, l'abbé Dupont, intenta la réintégrande pour obtenir le rétablissement de l'état antérieur. Si la réintégrande avait eu un véritable caractère réel, si elle avait visé le bien lui-même, les droits fonciers de la cure, le desservant n'aurait pu l'intenter sans une autorisation du Conseil de préfecture (2), conformément à l'article 14 du décret du 6 novembre 1813.

C'est ce qui avait été décidé pour l'action réelle de complainte par arrêt de la Cour de cassation du 8 fé-

(1) S. 4886, 4, 206.

(2) Aux termes de ce décret, en effet, les curés ne peuvent ni plaider en demandant ou en défendant, ni même se désister sans l'autorisation du Conseil de préfecture, après envoi de l'avis du conseil de fabrique.

vrier 1837 (1), pour un droit de servitude à établir sur le fonds du presbytère et aussi pour un droit de servitude à maintenir au profit de ce fonds (2).

Dans l'espèce présente, la Cour de cassation décida avec raison le contraire : « Attendu qu'une pareille contestation entre le desservant, investi d'un droit spécial d'usufruit, et la commune, propriétaire du presbytère, ne pouvait être considérée comme une instance relative aux droits fonciers de la cure, qu'elle concernait exclusivement l'intérêt personnel du desservant et que, dès lors, l'action en réintégrande pouvait être intentée par l'abbé Dupont sans autorisation du Conseil de préfecture (3). »

Dans un autre arrêt célèbre du 28 décembre 1826, la Cour de cassation avait également indiqué en termes formels cette différence de nature entre la réintégrande et les actions possessoires ordinaires : « car, disait cet arrêt, les actions possessoires ordinaires, naissant d'un trouble quelconque et fondées sur une jouissance civile et légitime, doivent présenter une possession *annale, publique*, paisible et non à titre précaire, tandis que l'action en réintégrande naissant d'une dépossession

(1) S. 1837, 1, 804.

(2) S. 1879, 1, 320.

(3) Dans le même sens, un décret du Conseil d'État du 9 octobre 1896 (S. 1898, 3, 431), a décidé que l'action possessoire en réintégrande à l'effet d'être rétabli en possession d'un passage donnant accès à une cour dépendant du presbytère, ne rentre à aucun titre dans les actions que le desservant ne peut, aux termes du décret du 6 novembre 1813, intenter qu'après autorisation du Conseil de préfecture (actions concernant les droits fonciers de la cure).

par violence ou voie de fait et fondée sur une jouissance matérielle, ne doit présenter qu'une simple détention naturelle au moment de la violence ou voie de fait. »

La conséquence pratique et directe de ce caractère essentiellement personnel que nous reconnaissons avec la jurisprudence à la réintégrande, comme nous le reconnaissons au XIII^e siècle au *remedium spolii*, c'est que cette action ne peut être exercée contre un tiers détenteur que s'il est complice de la voie de fait. C'est ce que nous disent fort bien MM. Aubry et Rau (1) :

« A la différence de la complainte qui, fondée sur la saisine possessoire, présente un certain caractère de réalité et peut être dirigée contre un tiers détenteur, en tant qu'il s'agit du délaissement de l'immeuble litigieux ou du rétablissement des choses dans leur ancien état, la réintégrande dont le principe générateur se trouve dans une voie de fait contraire à l'ordre public *est essentiellement personnelle* et ne peut être exercée contre un tiers détenteur qu'autant qu'il serait considéré comme complice de cette voie de fait, pour avoir succédé de mauvaise foi au spoliateur. »

2^o Conditions nécessaires pour pouvoir intenter la réintégrande.

Pour pouvoir exercer la réintégrande, il n'est pas nécessaire que la possession réunisse les conditions pres-

(1) Aubry et Rau, t. 2, p. 168.

crées par l'article 2229 du Code civil, et par l'article 23 du Code de procédure civile. Il suffit au demandeur en réintégrande de prouver sa possession actuelle et sa dépossession par violence ou voie de fait (1). C'est ce que nous dit M. Bioche : « Le demandeur en réintégrande n'est donc pas obligé de prouver la possession annale. Il n'est même pas obligé de prouver un commencement de possession civile, c'est-à-dire de possession à *titre de propriétaire*. Le fait d'une détention matérielle lui suffit, le fermier a le droit d'agir en réintégrande (2). »

La jurisprudence constante de la Cour de cassation reconnaît qu'une possession naturelle et actuelle suffit pour donner droit à la réintégrande. C'est ainsi qu'on lit dans un arrêt du 4 juin 1835 :

« Attendu que l'article 23 du Code de procédure ne peut être entendu de l'action en réintégrande dont il ne parle pas, action dont le mot et la chose ne se trouvent que dans l'article 2060 du Code civil, à propos de la contrainte par corps, action particulièrement introduite

(1) Cass., 28 décembre 1826. D. 1827, 1, 107. — Cass., 18 février 1835. S. 1835, 1, 886. — Cass., 19 août 1839. S. 1839, 1, 641. — Cass., 5 avril 1841. D. 1841, 1, 207. — Cass., 5 août 1845. D. 1845, 1, 403. — Cass., 23 novembre 1846. D. 1847, 1, 33. — Cass., 10 août 1847. D. 1847, 1, 33. — Cass., 3 juillet 1850. D. 1850, 1, 198. — Cass., 25 mars 1857. S. 1858, 1, 453. — Cass., 2 juillet 1862. S. 1862, 1, 836. — Cass., 14 mars 1876. 1878, 1, 68. — Cass., 27 février 1878. D. 1878, 1, 277. — Cass., 17 novembre 1891. S. 1892, 1, 64, et la note.

(2) Bioche n° 91.

en faveur de l'ordre et de la tranquillité publique, action sans influence sur les droits respectifs des parties, et qui n'exclut pas même le droit de la partie condamnée d'agir au possessoire; une jouissance matérielle, une possession *naturelle et actuelle* au moment de la violence suffisent pour autoriser l'action en réintégrande contre l'auteur d'une voie de fait grave et positive, et d'une dépossession par violence (1). »

Un autre arrêt du 25 avril 1885 consacre les mêmes principes et signale en termes précis la différence entre la réintégrande et la complainte : « Attendu en droit, que la complainte et la réintégrande diffèrent essentiellement sous le rapport des caractères de la possession qui autorise leur exercice; — que si la complainte implique nécessairement la possession civile, il suffit, au contraire, pour la réintégrande d'une possession matérielle même précaire et momentanée, et d'une dépossession par violence ou voie de fait (2). »

Cette possession qu'exige la Cour de cassation doit donc uniquement être *actuelle et matérielle* « Attendu en droit que l'action en réintégrande suppose d'une part la *détention matérielle* de l'objet litigieux, d'autre part une dépossession opérée à l'aide d'une violence qui consiste en un acte agressif sur la personne ou sur le bien même du plaignant et qui soit de nature à troubler

(1) D. 4835, 4, 278.

(2) S. 4855, 1, 522. Granier de Cassagnac c. Rosappelly.

dans une certaine mesure l'ordre et la paix publique » (1).

Quant aux faits constitutifs de cette détention donnant droit à la réintégrande, ils sont laissés à l'appréciation souveraine du juge. C'est ainsi que la Cour de cassation par arrêt du 20 juillet 1880, confirmant un jugement du tribunal de Beaugé du 3 février 1880, a décidé que le pacage des bestiaux et la plantation d'arbres, sur un terrain qui n'est pas susceptible d'un autre mode de jouissance, constituaient la détention matérielle de l'objet litigieux et justifiaient la réintégrande puisqu'il y avait eu dépossession par violence ou voie de fait.

« Attendu que, pour l'action en réintégrande, il suffit que le demandeur prouve sa possession actuelle et sa dépossession par violence ou voie de fait (2) ;

« Attendu que le jugement attaqué constate en fait, d'une part, que les époux Gaudin possédaient la turcie ou l'espèce de levée qui borde le Laithon et en retiraient toute l'utilité possible en y faisant paître leurs bestiaux ; d'autre part que lesdits époux Gaudin ont été dépossédés par violence ou voie de fait d'une parcelle de cette turcie par suite d'une entreprise de la com-

(1) Cass. 6 juillet 1887 (comp. des mines de Roche-la-Morlière). S. 1887, 4, 316. Dans le même sens un arrêt tout récent de la Cour de cassation, D. 1897, 4, 265.

(2) Cassation, ch. req. 20 juillet 1880, S. 1882, 4, 26, (commune de Longué c. Gaudin).

mune de Longué qui y a pratiqué une excavation et y a construit un lavoir public, travaux reconnus incompatibles avec une possession quelconque du terrain dont il s'agit ;

« Attendu d'ailleurs, que le jugement répond aux conclusions de la commune de Longué, qui opposait à l'action une fin de non recevoir prise de ce que la possession n'aurait été ni publique ni paisible ;

« Qu'en effet, après avoir déclaré, en droit, que la possession, en matière de réintégrande, n'a pas besoin de réunir les conditions exigées par les articles 2229 du Code civil et 23 du Code de procédure civile, il établit clairement que la possession, dans l'espèce, a même été paisible et publique, en constatant des faits de dépaissance et des plantations d'arbres qui ont eu lieu au vu et au su de tout le monde et sans contradiction de la commune, etc. »

C'est au juge également qu'il appartient de dire souverainement quel est le laps de temps nécessaire pour que l'on puisse dire qu'il y a eu détention suffisante de la chose pour donner droit à la réintégrande. La jurisprudence fidèle à notre théorie qui ne voit dans la réintégrande que le rétablissement d'un état de fait existant au moment où est commis l'acte de violence qui le fait cesser, a jugé qu'une possession remontant à quelques jours ou même à quelques heures suffisait à justifier l'exercice de l'action en réintégrande, pourvu que

cette possession fut exercée sans violence et ne fut pas clandestine (1).

Il faut en effet encore, pour que la détention matérielle et actuelle d'une chose au moment de la dépossession par voie de fait donne droit à la réintégrande, deux autres conditions : il faut que cette détention soit *paisible et publique*.

La réintégrande, nous dit un arrêt de la Cour suprême du 20 février 1893, ne peut être exercée par celui qui ne justifie pas d'une *possession paisible* de l'objet litigieux :

« Attendu qu'il résulte des constatations du jugement attaqué (trib. de Château-Chinon, 12 avril 1889) que, par suite de la résistance opposée par Philippe Chaumien, les consorts Chaumien n'ont jamais eu la possession paisible de la conduite d'eau dont ils demandaient la réintégrande ; que, dès lors, c'est à bon droit que le dit jugement a écarté cette demande (2). »

Et un autre arrêt du 10 août 1847 nous dit que l'action en réintégrande est recevable de la part de celui qui étant en possession a été dépouillé par voie de fait, bien qu'il n'eût pas en sa faveur la possession annale,

(1) Cass. 18 novembre 1873. D. 1875, 1, 413. — Cass. 28 octobre 1885. D. 1886, 1, 309.

(2) D. 1893, 1, 376. Dans le même sens : Cass. 11 juin 1828, S. 1828, 1, 220 ; Cass. 10 août 1847. S. 1848, 1, 63 ; Cass. 25 mars 1857, S. 1858, 1, 453 ; Cass. 10 février, 1864. S. 1864, 1, 257.

pourvu que sa possession n'ait aucun caractère *furtif ou de violence* : « Attendu que la possession telle qu'elle est définie et caractérisée par la loi, pour servir de fondement aux actions possessoires en général, n'est pas exigée comme condition de l'exercice de l'action en réintégration, que cette action peut être intentée toutes les fois que le détenteur d'un immeuble a été dépossédé par un acte de violence, pourvu cependant que sa détention ne soit pas elle-même le résultat d'un fait *violent, furtif ou clandestin*. »

Toutefois nous devons signaler le caractère relatif de ces deux conditions. Si la possession du demandeur en réintégration a été publique pour le défendeur qu'importe qu'elle ait été clandestine pour les autres ? De même si le demandeur en réintégration a commis autrefois une violence à l'égard d'un précédent possesseur, de quel droit une autre personne s'en prévaudrait-elle pour lui ravir la chose à son tour ? (1).

C'est ainsi qu'un arrêt de la Cour de cassation du 26 août 1884 a décidé que le défendeur d'une action en complainte ne saurait exciper contre le demandeur d'un trouble de droit causé à la possession de celui-ci, par des procès-verbaux dressés contre lui par un garde cantonnier de l'administration des ponts et chaussées, à la requête de l'État. Il n'appartient pas au défendeur de se prévaloir d'actes émanés d'un tiers, qui n'empê-

(1) Belime, n° 52 ; Bourbeau, n° 327 ; Wodon, t. 1^{er}, n° 43.

chent pas la possession de son adversaire d'avoir par rapport à lui un caractère paisible (1).

Du reste, en pareil cas, c'est aux juges de la cause de rechercher et de déclarer l'origine ou le caractère de la détention comme l'a décidé un arrêt du 8 juillet 1845 (2).

« Attendu en droit que si l'action en réintégrande n'a pas besoin, pour être exercée, de s'appuyer sur une possession qui réunisse toutes les conditions prescrites par l'article 23 du Code de procédure, il n'en est pas moins certain qu'elle ne peut avoir pour seul élément la détention qui ne serait que le résultat d'une *voie de fait ou furtive ou violente*; qu'en pareil cas, *il appartient aux juges de la cause de rechercher et de déclarer* l'origine ou le caractère de la détention. — Attendu en fait que le jugement attaqué constate que la détention du sieur Duhoux ou les travaux par lui pratiqués n'ont constitué, de sa part, qu'une simple voie de fait d'autant moins propre à servir de fondement à un droit quelconque qu'elle avait été précédée d'une demande en autorisation non accueillie par l'administration... »

Nous venons de voir que la réintégrande était refusée au sieur Duhoux parce que sa possession n'était que le résultat d'une simple voie de fait. Dans un autre

(1) S. 1886, 4, 165. (Merle des Isles c. de Montribland).

(2) Cass. ch. req., 8 juillet 1845. (Duhoux c. comm. de Parcy-sous-Montfort), S. 1846, 4, 51.

arrêt rendu un mois plus tard, le 5 août 1845, nous allons voir la réintégrande accordée à quelqu'un ayant commis une voie de fait, parce que suivant l'expression de MM. Aubry et Rau, « il s'était écoulé depuis la cessation de la violence un délai moral suffisant pour faire considérer sa détention comme paisible » (1).

Ainsi voici l'espèce : Le sieur Bastard avait creusé un fossé pour séparer sa propriété de celle des époux Sauvanet. Les époux Sauvanet le comblèrent moins d'un an après son établissement. Assignés devant le juge de paix, les époux Sauvanet demandèrent à prouver que depuis plus d'une année antérieurement à l'établissement du fossé, ils étaient en possession du terrain sur lequel il avait été établi. A quoi le sieur Bastard répondit que, dépouillé par une voie de fait, il suffisait qu'il eût la possession matérielle et de fait du fossé litigieux, pour que son action en réintégrande fût recevable, et qu'il dût être restitué dans sa possession qui n'avait été interrompue que par voie de fait, en vertu de la maxime *spoliatus ante omnia restituendus*.

Le juge de paix, le 3 septembre 1841, rendait une sentence admettant la preuve.

Le sieur Bastard appela de cette sentence. Mais le tribunal de Saint-Jean-d'Angély confirma la sentence du juge de paix le 6 janvier 1842 : « Attendu, disait-il,

(1) Aubry et Rau, n° 489. Dans ce sens, Cass., 5 août 1845, S. 1846, 1, 49.

que la réintégrande est une action possessoire qui, comme toutes les actions de ce genre, est fondée sur la possession ; que la possession actuelle peut suffire mais seulement lorsque le demandeur agit contre des tiers qui, eux-mêmes, ne peuvent prétendre aucun droit de possession sur la chose, ou encore lorsqu'il a été commis des violences ou des voies de fait constituant un délit ; mais que la possession annale devient nécessaire lorsque le défendeur n'a fait que reprendre dans l'année par une simple voie de fait, la chose dont le demandeur s'était emparé par une autre voie de fait. »

La Cour de cassation ne fut pas de cet avis. Nous lisons en effet dans son arrêt caractéristique et qui prouve bien, comme nous le prétendons, que la réintégrande doit être considérée bien plus comme une action publique, comme une mesure de police, nécessaire au maintien de la paix publique, que comme une action possessoire : « Attendu.... qu'il suffit pour faire admettre l'action en réintégrande que le demandeur prouve sa possession matérielle et actuelle au moment de la violence ou voie de fait dont il se plaint, que cette action ne peut être écartée sous prétexte que la voie de fait n'aurait été que la suite d'une précédente voie de fait que le demandeur aurait lui-même commise (1) ;

« Casse.... »

(1) S. 1846, 1, 51. Dans le même sens, un arrêt de la Cour de cassation du 15 juin 1898. S. 1898, 1, 460 et note.

C'est la même idée que développait en ces termes M. Belime : « Nous venons de poser en principe que la possession annale n'était pas nécessaire pour former la réintégrande ; il suffit pour cela d'une possession *actuelle, matérielle et paisible au moment de la voie de fait*. Il en serait de même lorsque cette possession serait vicieuse, par exemple parce qu'elle aurait été acquise par violence ou clandestinement. Sans doute tout possesseur a le droit de repousser la force par la force, pourvu que ce soit sans désespérer ; mais s'il s'est retiré devant son adversaire, s'il l'a laissé s'établir dans la chose, il n'a plus le droit de le déjouer, en s'excusant sur ce qu'on avait employé un pareil moyen contre lui. L'ordre public ne souffre pas ces prétendues compensations de délits (1). »

C'était là la doctrine de Beaumanoir accordant la réintégrande même pour fait qui mériterait *le hart*.

C'était aussi celle de Papon : « Pour la fin de cette matière sera noté que si en toutes autres actions possessoires n'est reçu fait ni exception qui seront trouvés de haute disquisition et de longue connaissance, certes en cet interdit de réintégrande *n'en est reçu point du tout*, et doit être déniée au spoliateur toute audience jusqu'à ce qu'il aura réintégré le spolié. Ne vaudra contre ce opposer par le défendeur au demandeur : tu jouissais par force, tu l'étais clandestinement saisi.

(1) Belime, n° 382.

tu tenais de moi à titre précaire ce dont je t'ay déchassée (1). »

Ainsi en dehors de ces conditions, encore une fois toutes relatives, de tranquillité et de publicité, la détention n'est soumise pour sa légalité à aucune autre des conditions imposées par les articles 2229 du Code civil et 23 du Code de procédure civile. C'est là un point sur lequel sont d'accord tous les auteurs qui ne confondent pas la réintégrande et la complainte et la jurisprudence générale.

On ne peut donc que critiquer un arrêt de la Cour de cassation du 6 juin 1866 (2) qui semblait méconnaître ce principe en refusant la réintégrande, sous prétexte que la détention invoquée présentait un caractère équivoque et de pure tolérance, ne permettant pas de reconnaître si la possession avait été exercée par le demandeur en son nom personnel ou en sa qualité d'habitant et en vertu des droits inhérents au voisinage d'une place publique.

Du reste, la Cour de cassation elle-même, postérieurement, dans l'arrêt du 20 juillet 1880 que nous avons déjà cité, est revenue à une plus juste appréciation des conditions nécessaires pour intenter la réintégrande. Elle a confirmé, en effet, un jugement du tribunal de

(1) Papon, 2^e notaire, 8^e livre d'*Interdits et actions possessoires*, p. 394.

(2) D. 4867, 4, 449.

Beaugé qui lui-même s'appuyait sur d'autres arrêts de la Cour de cassation et notamment sur un arrêt du 28 décembre 1826. Or, on lisait dans le jugement du tribunal de Beaugé ce passage significatif : « Attendu qu'il ne suffit pas que la commune prétende avoir laissé par tolérance planter sur le terrain contesté ; qu'une semblable objection, ne pouvant être appréciée que par le juge saisi d'un action en complainte, n'est pas opposable au demandeur en réintégration qui n'a pas besoin de posséder *animo domini* ; que si la commune ne reconnaît pas aux époux Gaudin le droit de planter sur le terrain contesté, elle devait s'adresser aux juges... (1). »

Avant d'étudier la dernière condition nécessaire pour que la réintégration puisse être intentée, c'est-à-dire avant de nous occuper de la *violence*, il nous reste une question délicate à examiner.

Celui qui exerce une servitude peut-il se pourvoir en réintégration, s'il y est troublé par voie de fait ?

Plusieurs auteurs éminents sont pour la négative.

On peut poser comme un principe certain, dit Bourbeau, que les choses qui ne peuvent être naturellement appréhendées échappent à l'application de l'action en réintégration. L'application de ce principe soulève

(1) Dans le même sens, un arrêt précédent de la Cour de cass. du 27 février 1878 considère comme constituant un acte de violence, capable d'autoriser la réintégration, le fait de déplacer un amas de pierres déposées sur un terrain vacant, alors même que ce terrain paraîtrait naturellement dépendre de la voie publique. D. 1878, 1, 277.

une grave difficulté lorsqu'il s'agit *de servitudes discontinues*. Ces sortes de servitudes peuvent-elles faire l'objet d'une action en réintégrande ?

M. Bourbeau prétend que non et étend même cette solution à toutes les servitudes en général, qui par leur nature ne se prêtent pas à l'exercice de l'action en réintégrande. Il est difficile, en effet, de concevoir la réintégrande exercée à l'occasion d'un droit de servitude, dans lequel on peut être troublé, mais dont on ne peut se dire expulsé (1).

M. Wodon partage cette opinion, qu'il soutient énergiquement : on ne conçoit pas, écrit-il, que le possesseur d'un droit de servitude réelle puisse être physiquement dépossédé ou expulsé de son droit par violence ou voie de fait, puisqu'il n'a pas la détention matérielle de la chose sur laquelle ce droit peut s'exercer. Il ne peut être que troublé, entravé ou inquiété dans l'exercice de ce droit, le propriétaire ou possesseur de l'héritage sur lequel la charge est imposée ayant conservé la possession matérielle et la disposition physique du fonds servant. De plus, la voie de fait ou violence provoquant la réintégrande ne peut jamais s'entendre de l'œuvre faite par quelqu'un sur son propre fonds (2).

La Cour de cassation partage cet avis et notamment

(1) Bourbeau, n° 387.

(2) Wodon, t. 4, p. 443.

elle a rendu un arrêt en ce sens le 7 juillet 1852. L'action en réintégrande, disait-elle, est une action possessoire dont le Juge de paix ne peut connaître qu'autant que le droit réclamé pourrait être déclaré et maintenu par ce magistrat; par suite, l'action en réintégrande ne peut avoir pour objet une servitude discontinue qui ne s'acquiert pas par possession (1). Ces motifs nous paraissent très discutables.

En réalité il s'agissait, dans l'espèce, d'une action en réintégrande. Or, une possession matérielle ou de pur fait suffit pour légitimer l'exercice de la réintégrande, encore qu'elle serait sans efficacité pour la prescription; l'impossibilité d'acquérir par la prescription une servitude discontinue n'est donc point un obstacle à l'extension de l'action en réintégrande à de pareilles servitudes et il semble, par conséquent, que la réintégrande ne saurait être refusée à celui qui se plaint d'avoir été privé par violence ou voie de fait de la jouissance d'une servitude discontinue.

« Et en effet, disait fort justement M. Belime, si j'ai sur vous un *jus projiciendi* et que vous détruisiez la partie de mes constructions qui avance sur votre héritage; si j'ai un droit d'aqueduc sur votre fonds et que vous l'interceptiez méchamment; si j'ai même un simple droit de passage, et que vous me repoussiez avec violence; pourquoi me priverait-on du bénéfice de la

(1) D. 1852, 4, 167, et note 4.

réintégrande ? Ne suis-je pas aussi déjeté, et n'avez-vous pas employé contre moi des moyens contraires à la paix publique ?

Peu importe que vous ne m'ayez pas enlevé à proprement dire une possession matérielle ou que vous ayez commis le trouble sur votre sol et non sur le mien. La violence n'en *perd pas son caractère odieux*, et cela revient au même pour moi d'être déjeté réellement de mon héritage, ou d'être arrêté par la force lorsque je veux m'y rendre (1). »

Et M. Belime critique sévèrement, et avec raison selon nous, un arrêt de la Cour de cassation du 5 mars 1828, qui prétendait dans ses motifs que l'exercice d'une servitude ne constitue pas une possession réelle et actuelle suffisante pour permettre d'intenter la réintégrande. Il s'agissait, dans l'espèce soumise à la Cour de cassation, d'un droit de passage auquel le propriétaire asservi avait apporté obstacle en plantant une haie sur sa propriété, et la réintégrande avait été jugée non recevable. La Cour suprême aurait pu, comme le dit fort bien M. Belime, justifier son arrêt en disant que la plantation d'une haie n'était pas une voie de fait assez grave, assez positive, assez contraire au bon ordre, pour autoriser l'emploi de la réintégrande ; mais en posant ce principe que la possession des servitudes ne pouvait, par sa nature, servir de base à cette action, elle méconnaissait le vrai fondement et le but de la réintégrande. Cette

(1) Belime, n° 383.

action, en effet, nous l'avons déjà dit en parlant de sa nature, née d'un délit et ayant pour but la réparation d'un fait illicite, n'a son fondement véritable ni dans la possession ni dans la détention. Si donc le propriétaire, en plantant sa haie, avait fait un acte de nature à compromettre l'ordre public, il aurait, à notre avis et malgré l'opinion de la Cour de cassation, donné par là même une juste raison au demandeur d'être réintégré.

La Cour de cassation qui ne reconnaît pas que l'on puisse demander à être réintégré dans un droit de servitude, est d'accord avec nous pour reconnaître que si des travaux ou des ouvrages apparents avaient été effectués pour l'exercice d'une servitude, la destruction de ces travaux constituerait la dépossession ou l'expulsion violente pouvant donner droit à la réintégrande (1). C'est aussi l'opinion de M. Bourbeau, car, dit-il, la détention s'applique dans ce cas aux signes matériels de la servitude sinon à la servitude elle-même.

Si mon voisin brise la porte ou la barrière qui constituait le signe apparent de la servitude de passage qui m'appartient sur mon héritage, j'aurai évidemment le droit de me pourvoir par voie de réintégrande. J'ai, en effet, un droit sur ce signe apparent et j'en ai été dépouillé violemment par un tiers ; et cette violence n'est pas sans gravité pour moi, puisqu'elle a pour effet de faire disparaître sinon la preuve d'un droit de servitude,

(1) Cassation, 13 juin 1881, 12 janvier 1889.

tout au moins un signe apparent de cette servitude ayant pour effet de perpétuer à mon profit l'intention de posséder en dehors de tout acte matériel de jouissance.

C'est ainsi que la Cour de cassation a jugé que la dépossession violente d'un pont, considérée en elle-même et indépendamment de toute servitude de passage, peut être l'objet d'une action en réintégrande (1).

Mais lorsque la réintégrande a pour objets les signes apparents d'une servitude le demandeur devra veiller avec soin à la rédaction de son assignation.

Ainsi la Cour de cassation a pu repousser une demande en réintégrande provoquée par la suppression d'une barrière, le demandeur ayant conclu, non pas à être réintégré dans la possession de cette barrière, mais bien dans la possession du droit de passage dont elle constituait le signe apparent. La suppression de la barrière considérée isolément aurait affecté le caractère d'une violence ou d'une voie de fait, mais dans l'espèce cette suppression n'était qu'un fait accessoire, une circonstance du trouble dont s'était plaint le demandeur et qui ne pouvait donner ouverture qu'à *la complainte* (2).

Il ne suffit pas encore à quelqu'un d'avoir eu la possession matérielle paisible et publique d'une chose et de l'avoir perdue pour avoir le droit d'intenter la réin-

(1) Cass. 17 juillet 1837.

(2) Cass. 12 décembre 1853, D. 1854, 1, 346 et la note.

légrende. Il faut de plus pour l'exercice de cette action, une dépossession avec violence (1).

Comme l'a fort bien dit de Savigny, la possession (et nous ajouterons *a fortiori* la détention qui permet d'intenter la réintégrande) « ne constituant pas par elle-même un droit, le trouble qu'on y apporte n'est pas, à la rigueur, un acte contraire au droit ; il ne peut le devenir que s'il viole à la fois et la possession et un droit quelconque. Or, c'est ce qui arrive lorsque le trouble apporté à la possession est le fait de la violence : toute violence, en effet, étant illégale, c'est contre cette illégalité qu'est dirigé l'interdit. — Les interdits possessoires supposent un acte qui par sa forme même, est illégal (2). » Ces idées exprimées par de Savigny à propos des interdits romains, s'appliquent aussi bien à la réintégrande. Cette action, comme l'*unde vi* romain, est essentiellement une action délictuelle. C'est ce que de nos jours ont bien compris tous les auteurs qui ont su découvrir ses vrais caractères et son fondement rationnel. Écoutons à ce sujet MM. Aubry et Rau :

« La détention ne produit par elle-même aucun effet juridique. Si le détenteur est autorisé à repousser par

(1) Cass., 28 décembre 1826, S. 1827, 1, 73. — Cass., 3 décembre 1833, S. 34, 1, 375. — Cass., 19 août 1839, D. 1839, 1, 338. — Cass., 2 juillet 1862, D. 1862, 1, 354. — Cass., 6 juin 1866, D. 1867, 1, 119. — Cass., 6 juillet 1887, D. 1887, 1, 429.

(2) De Savigny, *Traité de la possession*, traduction de H. Stædler, p. 11 et 12. — Dans le même sens : Vermond, *Théorie générale de la possession en droit romain*, chap. préliminaire, p. 9.

la force les actes agressifs dirigés contre la chose qu'il détient, et à demander, au moyen de la réintégrande, la restitution de cette chose, lorsqu'il en a été dépouillé par voies de fait, sa détention n'est cependant que l'occasion et non la cause de ces droits, dont le premier dérive du principe de la légitime défense, et le second de considérations d'ordre public. *Spoliatus ante omnia restituendus.* »

C'est parce que celui qui l'a dépossédé a troublé la paix publique en prenant par la violence un objet litigieux qu'il ne pouvait réclamer qu'avec le secours de la justice, que le demandeur en réintégrande n'aura que deux choses faciles à prouver : une *détention actuelle paisible et publique et sa dépossession*. C'est ce que nous dit la Cour de cassation dans un arrêt du 6 juillet 1887 : « La réintégrande suppose non seulement la détention actuelle et paisible de l'immeuble litigieux, mais en outre un *acte agressif sur la personne ou sur le fonds même du plaignant* qui mette en mouvement le droit de légitime défense et soit de nature à troubler dans une certaine mesure la paix publique (1). »

Un simple trouble, c'est-à-dire une atteinte directe ou indirecte portée à la possession, suffisant pour mettre en mouvement l'action possessoire ordinaire ne permettrait pas d'intenter la réintégrande. La jurisprudence exige en un mot que le demandeur ait été dépossédé

(1) D. 1887, 4, 429. — Dans le même sens : D. 1890, 4, 46.

c'est-à-dire dépouillé entièrement de l'objet litigieux. Il est quelquefois par exemple difficile de dire quand il y a simple trouble et quand au contraire il y a réellement déposssession. C'est pour cela que nous rencontrons des décisions de la Cour de cassation qui paraissent inconciliables. Ainsi dans un arrêt du 12 août 1874 elle décidait qu'il n'y avait pas déposssession dans le fait, par le défendeur, d'avoir fait enlever, avec de nombreux ouvriers, la paille à chaise excrue sur un terrain dont le demandeur avait la possession actuelle (1); tandis que dans un autre arrêt du 22 janvier 1878 (2), elle considérait cependant comme dépossédé celui dont le pré avait été fauché et la récolte enlevée par un tiers. Pourtant entre ces deux cas il y avait une certaine analogie.

La distinction entre le trouble et la déposssession est plutôt une question de fait qu'une question de droit. Aussi la jurisprudence nous fournit-elle beaucoup plus des espèces que des principes.

La déposssession disons-nous doit encore pour donner droit à la réintégrande avoir eu lieu avec violence ou voie de fait (3).

(1) Cass. 12 août 1874. — D. 1876, 1, 501.

(2) S. 1878, 1, 216.

(3) Ainsi la réintégrande n'est pas recevable de la part de celui qui se plaint de ce qu'au mépris d'une convention qu'il allègue, un voisin auquel il a cédé un terrain sous la réserve d'en jouir encore un certain temps s'est emparé de ce terrain et l'a labouré. Un tel fait ne consti-

Il est assez difficile encore de dire au juste ce que la loi entend par violence ou voie de fait. Ce sont là des mots que malheureusement elle n'a pas définis. C'est donc encore au juge qu'il appartiendra d'apprécier la gravité des actes incriminés pour décider ensuite s'ils donnent ouverture à la plainte ou à la réintégration. C'est ce que dit un jugement du tribunal de Mont-de-Marsan du 4 janvier 1856 confirmé par un arrêt de la Cour de cassation du 12 mai 1857. « Attendu que la violence ou la voie de fait n'étant pas définie par la loi, il appartient aux juges d'apprécier le caractère des actes que l'on prétend constituer la violence ou la voie de fait. »

Toutefois les auteurs d'accord en cela avec la jurisprudence n'exigent pas pour donner droit à la réintégration qu'il y ait eu lutte engagée, coups portés, sang répandu (1); non il suffira pour donner lieu à cette action « que l'acte de dépossession ou d'usurpation, commis par l'une des parties de sa propre autorité au préjudice de l'autre, *contienne une voie de fait grave*,

tueraient qu'une simple inexécution de contrat, qu'une omission de faire qui ne peut jamais être considérée comme une violence ou voie de fait.

(1) Cass., 8 juillet 1861 : attendu, dit cet arrêt, qu'il n'est pas nécessaire que la violence aille *jusqu'à l'effusion du sang pour autoriser la réintégration*, qu'il suffit, en droit, que les voies de fait employées aient pu en s'imposant, déterminer de semblables résultats que la loi a voulu prévenir en proscrivant la justice personnelle et en consacrant la maxime *spoliatus ante omnia restituendus*. D. P. 1862, 1, 490.

positive, telle qu'on n'a pu la commettre sans blesser la sécurité et la protection que chaque individu a droit d'attendre de la force des lois, et sans compromettre la paix sociale » (1).

C'est encore ce que nous dit l'arrêt du 26 décembre 1828 que nous avons déjà cité « attendu que si la violence a ses caractères particuliers, il n'est pas nécessaire du tout qu'il y ait eu *des combats et du sang répandu* et que, pour l'établir, notamment dans l'action civile en reintegration, il suffit que l'acte par lequel une partie usurpe, de sa propre autorité, sur l'autre l'objet contesté, *renferme une voie de fait grave, positive, telle qu'on ne pouvait la commettre sans blesser la sécurité et la protection que chaque individu en société a droit d'attendre de la force des lois*, vim putas esse solum si homines vulnerantur? vis est quotiens quis id, quod deberi sibi putat non per judicem reposuit (L. 7, D. ad leg jul, de vi priv.) ».

Ces arrêts et beaucoup d'autres conçus dans le même sens, que nous pourrions citer, prouvent que leurs auteurs avaient bien compris le but et l'utilité sociale de la reintegration qui est toujours d'empêcher les mortelles guerres dont parlait Beaumanoir « Attendu dit toujours le même arrêt que nul ne peut se faire justice à soi-même ; « cur enim ad arma, ad rixas procedere patia-tur prætor, quos potest jurisdictione sua compescere ?

(1) Cass., 4 décembre 1833.

(L. 13, § 3, f f., de usuf) : que celui qui a été dépossédé par violence, ou voie de fait, doit, avant tout, rentrer dans sa possession, *spoliatus ante omnia restituendus* ; que c'est sur ces principes, conservateurs de l'ordre social et de la paix publique que repose l'action en réintégrande..... » (1).

La loi a voulu en conservant la réintégrande empêcher les désordres que la mauvaise foi causerait entre particuliers ne voulant pas recourir aux tribunaux pour obtenir justice. Les juges seront donc avec raison d'autant plus sévères qu'il y aura eu absence de bonne foi, que nul motif d'urgence ne conseillait la voie de fait, qu'en un mot elle aura été commise « méchamment et sans nécessité (2) ».

Au contraire une voie de fait commise sans mauvaise foi ne donnerait plus lieu à la réintégrande ainsi que l'a décidé avec raison, à notre avis, le tribunal civil de Perpignan dans un jugement du 5 mars 1895 (3).

Ces règles, nous dit M. Belime, paraîtront peu précises, mais la matière ne le comporte pas, car il s'agit d'une de ces choses qui, d'après la remarque d'Ulpien, « *melius sensu percipi quam ex locutione exprimi possunt* ». C'est même un bien sans doute d'abandonner

(1) D. 4827, 4, 407. — Dans le même sens : arrêt, 4 juin 1835. D. 1835, 4, 278.

(2) Motifs d'un arrêt de cassation du 4 décembre 1833, cités par Belime, n° 384.

(3) D. 1895, 2, 248.

beaucoup à l'arbitraire du juge dans des questions qui gisent tout entières en fait (1) ».

On ne peut donc que donner quelques exemples d'après lesquels on peut se guider dans l'application. Toutefois, en consultant les solutions données par la Cour de cassation et les tribunaux aux nombreuses espèces qui leur ont été soumises, on pourrait arriver à constater que la jurisprudence a une tendance, très légère du reste et que, à notre avis, rien ne justifie, à considérer qu'il n'y a jamais ni violence ni voie de fait dans les actes accomplis par le défendeur sur son propre fonds.

C'est ainsi qu'il a été décidé par la Cour de cassation confirmant un jugement du tribunal de Saint-Etienne, du 19 janvier 1889, qu'il n'y avait pas la violence exigée pour l'exercice de la réintégrande dans le fait, par le propriétaire d'un mur, de boucher *un trou établi dans son mur*, alors même que ce travail aurait pour but et pour effet de supprimer, au préjudice du voisin, l'écoulement des eaux qui s'effectuait auparavant par cette ouverture.

« Attendu, disait l'arrêt de la Cour de cassation, en droit, que l'action en réintégrande suppose, d'une part, la détention matérielle de l'objet litigieux, d'autre part, une dépossession opérée à l'aide de violence, qui consiste en un acte agressif sur la *personne ou sur le bien même du plaignant*, et qui soit de nature à troubler,

(1) Bêlime, n° 384.

dans une certaine mesure, l'ordre et la paix publique ; attendu que ce double caractère a pu, dans l'espèce, être dénié à l'œuvre ainsi accomplie par Chautard...

D'où il suit qu'en repoussant, pour cette raison, l'action en réintégrande, intentée par la Compagnie, les juges d'appel, loin de violer aucun des textes sus-visés, ont donné des motifs qui suffisent pour justifier leur décision..... Rejette... (1). »

Cet arrêt manifeste bien déjà cette tendance de la jurisprudence à ne voir jamais ni violence ni voie de fait pouvant donner lieu à la réintégrande dans les actes accomplis par le défendeur sur son propre fonds.

Cette tendance était encore plus accentuée dans un arrêt de la Chambre civile de la Cour de cassation du 28 octobre 1885 (2). Dans la cause jugée par cet arrêt, il s'agissait d'un chemin dont jouissait le demandeur en réintégrande et dont l'accès lui avait été interdit par la plantation de pieux au point d'origine du passage. Or, la Chambre civile avait décidé que l'acte agressif qui peut servir de base à l'action possessoire en réintégrande devait porter sur la personne ou sur le fonds même du plaignant.

On ne pouvait, à notre avis, que blâmer cette solution. La Chambre civile aurait pu motiver son arrêt (comme nous le disions précédemment en parlant des

(1) D. 1887, 4, 429.

(2) D. 1886, 4, 809.

servitudes), en disant que la plantation de pieux n'était pas une voie de fait suffisante assez grave, assez positive pour donner lieu à la réintégrande; mais en prétendant que l'acte agressif pouvant servir de base à l'action possessoire en réintégrande devait porter sur la personne ou sur le fonds même du plaignant, elle méconnaissait le vrai fondement et le but de la réintégrande. Cette action, en effet, doit avant tout empêcher qu'on ne trouble la paix publique. Si donc le défendeur en plantant ces pieux avait commis un acte de nature à compromettre cette paix publique, le demandeur aurait dû pouvoir obtenir la réintégrande en dépit de l'opinion contraire émise par la Cour de cassation dans cet arrêt.

La Cour de cassation du reste, elle-même, a changé depuis peu sa jurisprudence à cet égard. C'est ainsi qu'elle a décidé dans un arrêt tout récent (1) que celui qui, étant en possession d'un droit de passage, à titre d'enclave, rencontrait de la part d'un tiers un obstacle matériel persistant (dans l'espèce une barrière placée à l'extrémité dudit terrain) lui enlevant la possibilité d'accéder à la voie publique, avait le droit de demander par l'action en réintégrande son rétablissement dans la jouissance de droit par la destruction de l'obstacle.

En dehors de ces quelques cas où la jurisprudence a

(1) Vallée et Chomeray, D. 1897, 4, 265.

paru se conformer à un principe, nous retombons dans des espèces et des solutions diverses (1).

3° Qui peut intenter la réintégrande.

Connaissant maintenant les conditions que doit remplir la détention pour donner droit à la réintégrande ; voyons qui pourra intenter cette action.

Toute personne qui possède à un titre quelconque doit pouvoir intenter la réintégrande.

Nous dirons donc que le possesseur précaire et notamment le fermier, doit avoir le droit de l'intenter (2). Nous aurons contre nous, en émettant cette idée, non seulement tous les auteurs qui exigent les mêmes conditions pour intenter la réintégrande et la complainte, mais même quelques-uns de ceux qui habituellement

(1) Ainsi la jurisprudence a reconnu le caractère de violence et de voie de fait aux actes suivants : Déplacer des bornes pour anticiper sur le terrain d'autrui (Cass. 10 novembre 1819) ; pratiquer une ouverture dans une digue pour y établir un barrage mobile (Cass. 28 décembre 1826) ; — enlever une vanne, avec ouverture pour l'arrosage et substituer une vanne pleine qui intercepte le cours de l'eau (Cass. 18 février 1894) ; — Au contraire, il a été décidé que la réintégrande n'était pas donnée pour les faits suivants : construire sur un canal dont on est propriétaire un barrage qui prive des eaux un riverain inférieur (Cass. 6 décembre 1854) ; — passer sur un terrain et détruire une barrière (Cass. 12 décembre 1853), etc. ; — Voir des espèces dans le Dictionnaire d'Archambault et Senly au mot réintégrande, p. 588 et suiv.

(2) Cass., 10 novembre 1819, S. 1820, 1, 209.

défendent notre théorie. C'est ainsi que M. Proudhon (1) semble enseigner timidement, du reste, que le fermier ne doit pas pouvoir intenter la réintégrande. Ce qui le fait hésiter, c'est que, dit-il, l'*unde vi* romain n'était pas accordé au fermier, ce qui est exact.

Mais qu'est-ce que cela prouve ? Nous avons eu soin de le dire déjà et, nous ne saurions trop le répéter, la réintégrande n'est pas la copie de l'*unde vi*.

Cet interdit était une action possessoire proprement dite. Celui qui triomphait obtenait la possession véritable, son adversaire n'avait plus que la ressource de la revendication et encore sous Justinien il avait perdu tout droit sur la chose en litige par le fait de la violence. Il était naturel que cette action exorbitante ne fut accordée qu'à celui qui avait la possession. Mais la réintégrande, elle, n'est pas une action possessoire, nous avons prouvé qu'elle n'avait son fondement ni dans la possession ni même dans la détention, mais dans l'acte délictuel qui demande réparation ; nous verrons bientôt que son résultat doit être aujourd'hui encore comme au XIV^e siècle, de rétablir l'état de fait sans rien préjuger sur la possession proprement dite. Dès lors, pourquoi ne pas l'accorder au détenteur précaire ?

Comme le dit avec raison M. Belime : Il a la détention matérielle : le fait de le déjouer n'est pas moins

(1) Proudhon, *Usufruit*, t. 1, p. 22.

coupable que s'il s'agissait d'un autre possesseur non annal. *Eadem ratio, idem jus*. Je lui accorderais ce droit même contre son bailleur qui userait de force pour le faire sortir de l'immeuble (1). »

Faut-il voir dans cette protection que nous accordons au simple détenteur la justification de la théorie de Savigny, d'après lequel c'est la personnalité humaine, le vouloir humain, que devait protéger les interdits (2)? Ou doit-on, au contraire, dire avec Ihering (3) : « La protection de la possession, comme extériorité de la propriété, est un complément nécessaire de la protection de la propriété, une facilité de preuve en faveur du propriétaire, laquelle profite nécessairement aussi au non-propriétaire? » Ou encore, suivant l'expression imagée de M. Esquirou de Parieu, cette action protectrice de la possession est-elle « une sorte d'*ouvrage avancé* qui défend les abords de la propriété elle-même contre les attaques dont le contre-coup l'ébranlerait elle-même (4)? »

Ce n'est ni la personnalité humaine, ni la possession considérée comme propriété présumée que doit défendre la réintégrande. *Non ce qu'elle protège c'est la personnalité sociale*. On ne veut pas que des individus vi-

(1) Belime, n° 383.

(2) De Savigny, *Traité de la possession*, traduction de Staedler, p. 38, 39 et 40.

(3) Ihering, *Esprit du droit romain*, t. 2, p. 46 et p. 42.

(4) De Parieu, p. 48.

vant dans une société policée se rendent justice à eux mêmes et troublent la paix publique. Au nom de l'intérêt général on protège en un mot un intérêt privé (1).

Nous sommes d'accord du reste en soutenant ces idées avec la jurisprudence de la Cour de cassation.

« Attendu, dit la Cour suprême, (dans son célèbre arrêt du 28 décembre 1826, auquel nous avons recours encore une fois), que nul ne peut se *faire justice* à soi-même; que celui qui a été dépossédé par violence ou voie de fait, doit avant tout rentrer dans sa possession, *spoliatus ante omnia restituendus*; que c'est sur ces principes, conservateurs de l'ordre social et de la paix publique, que repose l'action en réintégrande..... »

Et fidèle à cette théorie la Cour de cassation accorde toujours la réintégrande au détenteur précaire, au fermier à l'antichrésiste.

La réintégrande dit-elle dans un arrêt du 17 novembre 1891, protège même la simple détention matérielle et actuelle et elle peut être utilement invoquée même par le possesseur purement précaire, pourvu que sa détention ne soit pas entachée de violence; et même les réclamations adressées par une commune à ce possesseur n'empêchent pas sa détention d'être paisible, du moment que cette détention n'a été dans son cours enta-

(1) *Traité de la possession* de Savigny, trad. Staedler avec appendice de Rudorff, Paris, 2^e éd., 4 vol., in-8°, 1870, p. 40.

chée d'aucune violence. Voici du reste le texte même de cet arrêt :

« Vu l'article 6 de la loi du 25 mai 1838 et l'article 2229 du Code civil ; — Attendu que le tribunal de Châtellerault a rejeté la demande possessoire de Berton (1) en se fondant, d'une part, sur ce que, lors du trouble, la possession de celui-ci n'était que de simple tolérance, la lisière du chemin occupée par lui n'ayant été laissée que provisoirement à sa disposition ; et, d'autre part, sur ce que la dite possession n'avait pas été paisible, en raison de la voie de fait de son origine et des réclamations réitérées de la commune ; — Mais attendu, en premier lieu, que l'action possessoire intentée était une demande en réintégrande, pour l'exercice de laquelle, par conséquent, la simple détention matérielle et actuelle, eût-elle même été précaire, pouvait être utilement invoquée ; — Attendu, en second lieu, que la voie de fait alléguée comme marquant l'origine de la possession de Berton n'avait été que *momentanée*, et avait été consommée, d'après les constatations mêmes du jugement, onze mois au moins avant le trouble ; — Que, d'un autre côté, s'agissant de réintégrande, les réclamations adressées par la commune au possesseur n'empêchaient pas la détention de celui-ci d'être paisible, du moment que cette détention, dans son cours, ne se trouvait entachée d'aucune violence ; — D'où il

(1) Berton, c. commune de Targé.

suit que le jugement attaqué, en rejetant, dans ces conditions, l'action du demandeur a faussement appliqué l'article 2229 du Code civil et violé l'article 6 de la loi du 25 mai 1838.

Par ces motifs, casse... (1).

Dans une affaire analogue, nous allons trouver une solution identique, et la réintégrande accordée à quelqu'un, bien qu'il ne fut que simple fermier et qu'il n'eût pas la possession annale.

Voici ce dont il s'agissait. Le sieur Dauphinot était fermier d'une pièce de terre appartenant à la ville de Vouziers.

Le 24 septembre 1816, le sieur Dauphinot intenta contre la dame Dea une action en réintégrande devant le juge de paix du canton d'Attigny ; il conclut à ce que la dame Dea, pour s'être emparée par un déplacement de bornes ou de clôtures d'environ 3 mètres de terrain sur la pièce de terre dite de l'Hôpital, fut condamnée à lui payer une somme de vingt francs à titre de dommages-intérêts.

La dame Dea opposa à cette demande deux fins de non-recevoir :

1° Le défaut de qualité du sieur Dauphinot pour intenter une action possessoire en ce qu'il n'était que le fermier, et par conséquent que possesseur à titre précaire du terrain litigieux ;

(1) D. 1892, 4, 424.

2° Le défaut de possession annale, sans laquelle aucune espèce d'action possessoire ne peut être admise en justice de paix.

Le jugement du juge de paix donna raison à Dauphinot en ces termes :

« Considérant que Dauphinot se plaint d'une entreprise faite sur une pièce de terre qu'il exploite ; que si la dame Dea l'a commise, c'est une voie de fait ; qu'aux termes de l'article 2 du titre XVIII de l'ordonnance de 1667, qui n'est abrogé par aucune loi, celui qui aura été dépossédé par violence ou voie de fait pourra demander la réintégration par action civile et ordinaire ; considérant que la demande dont s'agit est une véritable réintégration et non une demande en complainte possessoire ; que toute demande en réintégration peut être formée par un fermier ou toute autre personne qui cultive ; que cette action est fondée sur le principe que, dans la société, on ne *peut se rendre justice à soi-même*, et que celui qui se rend capable d'une voie de fait illicite doit avant tout établir les lieux dans leur ancien état ; considérant qu'il n'est pas nécessaire comme dans l'action possessoire d'avoir la possession annale ; qu'il suffit de prouver qu'on possédait au moment de la spoliation ; que ces principes ont toujours et de temps immémorial été reconnus dans l'ordre judiciaire, qu'ils sont adoptés par des auteurs célèbres et par la Cour de cassation. »

C'est encore, par application du même principe, que nous avons vu précédemment la Cour de cassation re-

connaître aux curés ou desservants le bénéfice de l'action en réintégrande relativement au presbytère, sur lequel pourtant ils n'ont qu'un droit de jouissance analogue à celui du locataire.

Ainsi, la jurisprudence et les auteurs sont d'accord pour reconnaître au fermier le droit d'intenter la réintégrande quand il est dépossédé violemment par un tiers. Ce droit, l'aurait-il même contre son bailleur si celui-ci l'expulsait violemment? La solution de cette question très intéressante en théorie peut être d'une grande utilité en pratique. Or, elle est très controversée. Ceux qui prétendent que le fermier ne peut intenter la réintégrande contre son bailleur donnent les arguments suivants : la violence dans ce cas se rattache à la violation du contrat ; elle n'est qu'une circonstance accessoire et aggravante qui ne peut modifier la compétence du tribunal, auquel appartient le droit de faire respecter la convention. La durée restreinte de l'action en réintégrande se concilierait mal avec la nature de la demande intentée par le fermier ; la loi a limité à un délai assez court le droit pour le détenteur spolié de se faire réintégrer, pour ce motif, qu'après ce délai expiré, le spoliateur aurait acquis la possession annale qui élèverait en sa faveur une fin de non-recevoir contre la réintégration demandée ; le droit du fermier ne peut être soumis à cette déchéance (1).

(1) Bourbeau, n° 333.

A ces arguments, nous répondrons avec M. Bioche (1) :

« De ce que le fermier n'est pas déchu à l'expiration de l'année du droit de réclamer devant le tribunal sa réintégration, en vertu du bail, contre le propriétaire, et comme exécution de la convention, il n'en résulte pas qu'avant l'expiration de l'année depuis l'expulsion, il ne puisse, en invoquant seulement sa détention, obtenir par la réintégrande sa réintégration. *Il a l'option entre ces deux actions.* »

C'est là, croyons-nous, la seule conclusion logique. D'autant plus qu'il est difficile de comprendre, étant donné la nature d'action personnelle et délictuelle que nous avons reconnu à la réintégrande, pourquoi le fermier ne l'aurait pas contre son bailleur l'expulsant par violence.

Le bailleur, en effet, en usant de violence contre son fermier, ne commet pas une action moins coupable qu'en expulsant un tiers quelconque vis-à-vis duquel il ne serait lié par aucun contrat ; au contraire, il est doublement coupable.

Pourquoi alors ne pas donner à sa victime le droit d'intenter contre lui la réintégrande, action rapide qui aura toujours l'avantage de le faire rentrer immédiatement dans la possession à laquelle il a droit ? Nous n'en voyons pas de raison et nous sommes, sur ce point, d'accord avec M. Belime qui, parlant du droit qu'a le

(1) Bioche, n° 744.

fermier d'intenter la réintégrande, s'exprime ainsi :
« Ce droit, je le lui accorderais même contre son bailleur qui userait de force pour le faire sortir de l'immeuble (1). »

4° Contre qui peut être exercée l'action en réintégrande ?

La réintégrande peut être exercée contre quiconque dépossède un individu par violence ou voie de fait.

L'auteur, en effet, de la dépossession violente commet un délit ou un quasi-délit. Or, c'est celui-là même qui commet une faute qui en doit la réparation quelle que soit sa qualité. C'est en vain que l'auteur de la violence, pour échapper aux effets de la réintégrande, prétendrait qu'il ne l'a commise que pour le compte et sur les ordres d'une autre personne.

Le caractère personnel de la faute est même tel, à notre avis, que l'intervention du mandant dans l'instance pour assumer toute la responsabilité des actes violents n'empêcherait pas le mandataire de rester responsable. C'est là, du reste, ce qu'a fort bien décidé la Cour de cassation dans un arrêt du 25 juin 1889.

« Attendu que, si en principe, le mandataire représente son mandant à l'égard des tiers, il n'en est plus de même en matière de délits et de quasi-délits ; qu'il

(1) Belime, n° 353.

est alors tenu personnellement de réparer le dommage qu'il a causé par sa faute (1) ;

Attendu que Mer n'a pas nié les voies de fait et violences qui ont motivé contre lui l'action en réintégration de Broussais ; que celui-ci était donc bien fondé à agir contre lui pour obtenir la cessation de trouble apporté à sa jouissance et l'allocation de dommages-intérêts ; qu'il importe peu que Mer ait été qualifié de mandataire de Carpentier dans l'exploit introductif d'instance, où l'on concluait contre lui à une condamnation personnelle ; que cette qualité ne pouvait, même après l'intervention de son mandant en appel, l'exonérer de la responsabilité qu'il avait encourue ; d'où il suit qu'en statuant ainsi qu'il l'a fait, et en déclarant l'action recevable, le jugement attaqué s'est conformé à la loi, etc. »

La maxime : *spoliatus ante omnia restituendus*, a même une portée si générale qu'elle doit protéger les citoyens, non seulement contre les actes de violence émanés de simples particuliers, mais encore contre les empiètements ou les usurpations du pouvoir administratif (2). C'est là ce que disait avec raison le tribunal de Mirande dans un jugement du 19 avril 1860 « attendu que ce principe conservateur de la paix publique

(1) Cassation, ch. civ. 25 juin 1889 (Mer et Charpentier C. Broussais), D. 1890, 4, 150.

(2) Dalloz, année 1885, 1^{re} partie, p. 289, note 2.

oblige les corps moraux ou ceux qui les représentent comme les corps particuliers... (1) ».

Et, en vertu de ce principe, ce jugement accordait la réintégrande aux demoiselles Dugoujon contre le maire de Miélan, parce que celui-ci s'était emparé par violence de biens donnés par elles au bureau de bienfaisance, alors qu'elles prétendaient avoir révoqué leur donation avant le décret d'acceptation.

De même un arrêt célèbre du 2 juillet 1862 (2), dont nous avons déjà parlé, cassant un jugement du tribunal de Mulhouse du 4 avril 1860, décidait que le maire d'une commune pouvait être poursuivi par voie de réintégrande, pour avoir arbitrairement fait expulser par la force publique des particuliers occupant publiquement et paisiblement des terrains prétendus communaux.

Nous pourrions multiplier les exemples à l'infini. C'est ainsi qu'un jugement du Juge de paix d'Arbois du 17 juillet 1872, confirmé par arrêt de la Cour de cassation du 18 novembre 1873 (3), accordait la réintégrande contre le maire de la commune qui avait fait détruire par son garde-champêtre un barrage dont un particulier avait la détention paisible et publique. Un autre arrêt de la Cour de cassation du 29 mars 1882 (4) accor-

(1) Ce jugement fut confirmé par arrêt de la Cour de cassation, 8 juillet 1861, D. 1862, 1, 490.

(2) D. 1862, 1, 364.

(3) D. 1873, 1, 413.

(4) D. 1882, 1, 225.

dait encore la réintégrande contre le maire de la commune de Saint-Denis-la-Chevasse qui, malgré la résistance du curé, s'était introduit dans le presbytère et y avait fait murer une fenêtre. De même, dans une espèce dont nous avons déjà parlé, la Cour de cassation reconnaissait le droit à l'abbé Dupont d'intenter la réintégrande contre le sieur Parillaud, maire de la commune de Vallon-en-Sully, parce que celui-ci avait fait démolir des constructions établies par le desservant à ses frais dans les dépendances du presbytère (1).

C'est en vain que dans cette espèce, et du reste dans toutes celles que nous avons citées, le maire invoquait soit sa qualité de fonctionnaire public, soit l'intérêt de la commune pour échapper à l'action en réintégrande et obtenir son renvoi devant la juridiction administrative.

Toutefois il ne faudrait pas se tromper sur le sens de ces décisions comme le fait très bien observer M. Bioche : « On doit distinguer entre les actes du maire agissant comme officier de police, comme exerçant une partie du pouvoir exécutif et prononçant par voie de disposition générale et réglementaire, et ceux dans lesquels il agit dans l'intérêt de la commune, comme exerçant ses actions et chargé de surveiller et de gérer tout ce qui tient au domaine de la commune, soit quant à la propriété, soit quant à la jouissance (2). »

(1) Cass. 17 décembre 1884. — D. 1885, 1, 289.

(2) Bioche, n° 293.

Lorsqu'en effet, le maire prend un arrêté comme officier de police, lorsqu'il prescrit, par exemple, des travaux dans un intérêt de salubrité publique, les particuliers qui se trouvent lésés n'ont d'autres ressources que de se pourvoir administrativement ; mais il leur est impossible d'exercer utilement ni l'action possessoire, ni l'action en réintégrande (1).

En dehors de ces cas où le maire, agissant comme officier de police et exerçant une partie du pouvoir exécutif, ne peut pour ses actes être atteint par l'action en réintégrande, le caractère personnel de la réintégrande veut qu'il soit responsable (2).

§° Des biens qui peuvent être l'objet de l'action en réintégrande.

Pour obtenir la réintégrande, le demandeur n'est pas assujetti, comme pour l'action possessoire ordinaire, à la preuve d'une jouissance exercée *animo domini*.

(1) Cass., 5 décembre 1842, D. 4843, 1, 36.

(2) De même les agents de l'administration, les entrepreneurs exécutant des travaux pour le compte de l'État, des départements ou des communes, sont responsables personnellement de leurs actes violents ou abusifs.

Les particuliers pourraient donc intenter contre eux une action en réintégrande. — Dans ce sens, Conseil d'État, 14 décembre 1862, D. 4863, 3, 3. — Rapport de M. le conseiller Manau, *Gaz. du Pal.* 1887, 44, 478. — Cass., 23 juin 1879, D. 1880, 1, 28. — Cass., 18 octobre 1887, D. 1888, 1, 464.

La simple détention de l'objet litigieux suffit pour que l'action en réintégrande soit recevable.

La réintégrande peut donc s'appliquer à des choses qui ne sont pas susceptibles de possession véritable ni de prescription. C'est pour cela que nous pensons, contrairement à l'opinion de la jurisprudence, que la réintégrande, comme nous l'avons déjà dit, devrait être donnée à l'occasion de servitudes continues non apparentes et de servitudes discontinues apparentes ou non apparentes, quoique ces différentes servitudes ne soient pas susceptibles de possession comme le dit l'article 691 du Code civil.

Pour la même raison, et d'accord avec la Cour de cassation, nous dirons que la réintégrande peut s'appliquer à un immeuble hors du commerce, à une dépendance du domaine public susceptible ni de possession ni de prescription.

C'est ainsi qu'il a été jugé avec raison, que celui qui jouissait des eaux d'une source conduites dans sa maison à l'aide d'un fossé longeant la voie publique et d'un canal souterrain qui traverse cette voie, était recevable à intenter l'action en réintégrande contre le maire de la commune qui supprimait les tuyaux d'amenée. Dans ce cas, le maire soutenait en vain qu'il s'agissait de travaux exécutés sur une rue qui appartenait au domaine public et qui, à ce titre, échappait à toute possession privée. Cette objection, qui pourrait constituer une fin de non-recevoir contre l'action en complainte, n'était

pas un obstacle à l'exercice de la réintégrande, qui ne suppose, de la part du demandeur, qu'une détention purement matérielle.

« Attendu, dit en effet un jugement du tribunal de Château-Thierry du 26 février 1863, que par une voie de fait le maire de Crézancy a enlevé au sieur Lacasse l'usage et la jouissance qu'il avait au jour de cette voie de fait des eaux qui font l'objet du procès ; que contrairement à la règle, *spoliatus ante omnia res tituendus*, le juge de paix a eu tort de ne pas faire préalablement droit aux conclusions du demandeur tendant à la remise en leur état primitif des lieux litigieux... etc. »

Et ce jugement fut confirmé sur arrêt de la cour de cassation (1).

La réintégrande protègerait aussi bien contre les empiètements ou les usupations du pouvoir administratif que contre ceux de simples particuliers, celui qui posséderait paisiblement et publiquement un terrain quelconque, fut-il même démontré qu'il faisait partie du domaine public. La réintégrande, dit avec raison la Cour suprême, est avant tout une mesure d'ordre et de paix publique, elle procède du principe, que nul ne peut se faire justice à soi-même. C'est la sanction d'une règle de morale et d'équité qui doit lier indistincte-

(1) Cass., 40 février 1864. Comm. de Crézancy c. Lacosse, D. 1864, 1, 344. — Dans le même sens, arrêt de la Cour de cassation, 2 juillet 1862, D. 62, 1, 354.

ment l'Etat et ceux qui le représentent comme les simples citoyens (1).

Partant de ces principes que la réintégration, à la différence de la complainte, produit son effet même lorsqu'il s'agit d'un bien qui dépend du domaine public, la cour de cassation a décidé que celui qui détenait, à titre de concessionnaire, une parcelle de domaine public, était recevable à user de la réintégration contre les particuliers qui le troublaient violemment dans sa jouissance sans qu'il y ait lieu de rechercher, si cette jouissance n'était que provisoire ou entachée de précarité à l'égard de l'Etat (2).

Le juge, saisi d'une action en réintégration, n'a pas le droit de surseoir à statuer jusqu'à ce que l'autorité administrative ait déclaré si le terrain litigieux doit être ou non considéré comme une dépendance du domaine public (3).

De même, lorsque le trouble ou la voie de fait ont été accomplis sur une dépendance prétendue du domaine public, et que le demandeur conclut à être réintégré et subsidiairement maintenu dans sa possession, le juge de paix doit statuer immédiatement sur la question de réin-

(1) Cassation, 31 août 1836, S. 1837, 1, 131, et 23 juin 1899, D. 1890, 1, 150. Conseil d'Etat, 14 décembre 1862.

(2) Cassation, 25 juin 1889, D. 1890, 1, 150, et dans le même sens : Cassation, 18 juin 1866, D. 1866, 1, 425, D. 1865, 1, 283, Bourbeau, n° 387.

(3) Cassation, 3 juillet 1850, D. P. 1850, 1, 498.

tégrande et ne prononcer le sursis que sur la demande en complainte (1).

C'est en vain que le défendeur, pour échapper à la réintégrande, formulerait une demande réconventionnelle en maintenue possessoire. L'action en réintégrande repose uniquement sur la dépossession violente, et l'intérêt général exige que la violence soit réprimée avant toute chose. Il est certain que la réintégrande, exercée par le demandeur, ne prive pas le défendeur, comme nous le verrons plus loin, du droit de se pourvoir plus tard lui-même par l'action en complainte possessoire s'il avait la possession plus qu'annale, avant sa voie de fait, de l'objet litigieux ; mais la possibilité d'exercer cette action en complainte ne peut légitimer la voie de fait dont la répression est l'objet de la demande en réintégrande. Aussi, quelle que doive être plus tard la décision sur l'action du défendeur en complainte possessoire, l'action en réintégrande ne peut être écartée quand le double fait de la possession actuelle et matérielle, et de la dépossession par voie de fait est établie (2).

En un mot, la jurisprudence, aujourd'hui comme au temps de Beaumanoir, reconnaît qu'on peut être ressaisi de n'importe quel bien et de « *tel coze qui mériterait le hart* ».

(1) Cassation, 10 février, 1864. S. 1864, 1, 257.

(2) Cass., 5 avril 1841. — Cass., 5 août 1845. — Cass., 3 mai 1848.

6° Forme de la réintégrande.

Au point de vue de la forme, l'action en réintégrande n'est assujettie à aucune formule fixe. C'est aux juges d'apprécier les termes de la citation pour reconnaître si dans la pensée du demandeur on a voulu intenter la complainte ou la réintégrande (1). C'est là, du reste, l'idée de la jurisprudence. On lit dans un arrêt de la Cour de cassation du 22 janvier 1878 :

« C'est à la nature de la demande et des faits qui l'ont motivé, et non aux expressions employées par le demandeur, qu'il faut s'attacher pour savoir s'il y a lieu à la complainte ou à la réintégrande. Aussi, de ce que le demandeur en réintégrande n'a parlé dans sa citation et dans ses conclusions que de son maintien et non de son rétablissement en possession, il ne s'ensuit pas que son action doive être considérée comme une action en complainte, non recevable à défaut de possession annale, s'il résulte d'ailleurs des circonstances et de l'objet même de la poursuite qu'il s'agissait en réalité d'une action en réintégrande (2). »

« Attendu, dit un autre arrêt de la Cour suprême du 17 novembre 1857, que le caractère des actions ne dépend pas du nom qui leur aura été donné par la de-

(1) Cass., 8 novembre 1880. S. 1881, 1, 53 et la note.

(2) Cass., 22 janvier 1878. S. 1878, 1, 216, et dans le même sens : Cass., 28 mai 1895. S. 1896, 1, 22. — Cass., 10 mai 1897. S. 1898, 1, 278.

mande des parties, ou attribué par la déclaration des juges, et que c'est le cas d'appliquer la maxime *plus est in re quam in nomine*.... »

Un juge de paix appelé à se prononcer sur une demande qui manque de clarté a, d'après la jurisprudence de la Cour de cassation, le choix, ou de rechercher d'après les éléments divers de la citation le caractère véritable de l'action ou de s'en tenir aux termes mêmes de la demande.

C'est au juge qu'il appartient d'apprécier, suivant les termes employés dans la demande, s'il est appelé à prononcer sur une action en complainte ou sur une action en réintégrande, dit un arrêt de la Cour de cassation du 24 juin 1851 ainsi motivé :

« Attendu que l'exploit introductif d'instance contenait en même temps et une demande en complainte et une demande en réintégrande ; que cette dernière reposait sur le fait le plus caractéristique, celui de l'envahissement par la charrue d'une partie du champ du demandeur, et du bouleversement opéré sur sa propriété par cette voie de fait ;

Que le jugement attaqué, en reconnaissant l'existence de cette voie de fait, avait dû faire droit à la demande en réintégrande suffisamment formulée par le demandeur devant le juge de paix, ce qui dispensait ledit jugement de rechercher et de constater l'existence d'une possession annale, de la part de celui dont la propriété avait été ainsi usurpée... »

Dans un autre sens, deux arrêts de la Cour de cassation, l'un du 16 mai 1827 et l'autre du 9 février 1837, ont décidé que lorsque la demande, tout en concluant à la réintégration de la possession, contenait en outre, l'offre de prouver la possession annale, le juge pouvait considérer l'action comme une véritable action en complainte et la rejeter lorsqu'il constatait que la possession annale n'avait pas été établie (1).

Depuis ces arrêts la Cour de cassation, avec plus de raison croyons-nous, a décidé dans un autre arrêt du 19 août 1839 que l'action ne cessait pas d'être une action en réintégrande, par cela seul que le demandeur avait invoqué sa possession annale et n'en avait pas fourni la preuve, s'il démontrait sa possession actuelle. « Attendu, dit en effet la Cour de cassation, que vainement pour lui refuser le caractère d'action en réintégrande, le jugement attaqué allègue qu'en offrant de faire la preuve de sa possession depuis plus d'un an et jour, Toudouze a suffisamment démontré qu'il choisissait l'action en complainte, de préférence à l'action en réintégrande ;

Qu'en effet, le demandeur en réintégrande à qui il suffisait de prouver sa possession au moment où la violence a été commise, ne peut certes pas être censé déroger à cette action, lorsqu'après l'avoir directement

(1) Cass., 16 mai 1827, S. 1827, 1, 457. — Cass., 9 février 1837, S. 1837, 609.

demandée dans l'exploit introductif, il offre de prouver non seulement que sa possession existait au moment de la violence, mais qu'elle remontait même à une année et plus... » (1) ;

Dans tous les cas la jurisprudence est constante pour décider que le demandeur peut conclure simultanément à la réintégration et à la maintenue possessoire et s'il échoue, il a le droit en appel de ne faire valoir qu'un des moyens (2).

De même la jurisprudence reconnaît le droit à celui qui a introduit une demande en maintenue possessoire, de restreindre ses conclusions et de se borner à demander la réintégration dans sa possession. Ce n'est point là, dit avec raison la Cour suprême, substituer à la demande originale une demande différente dans sa cause et dans son objet (3).

De tous ces arrêts, parfois, il faut le reconnaître, un peu indécis, il ressort cependant qu'en général la Cour de cassation, toujours fidèle à sa théorie générale sur la réintégration depuis Henrion de Pansey, veut avant tout faciliter aux justiciables le moyen de recourir à la réintégration, action introduite pour maintenir la paix et la tranquillité dans la société.

L'intérêt général exige en effet que pour des ques-

(1) Cass. 19 août 1839, D. P. 1839, 1, 338.

(2) Cass. 8 juillet 1861.

(3) Cass. 18 novembre 1873.

tions de forme la violence ne reste pas sans répression (1).

7° La réintégrande doit être intentée dans l'année de la dépossession et devant le Juge de paix.

Tous les caractères que nous avons reconnus jusqu'ici à la réintégrande, ont été l'occasion de discussions sans fin entre les différents auteurs suivant qu'ils étaient partisans de notre opinion qui différencie la réintégrande de la complainte, ou, qu'au contraire, ils prétendaient que ces deux actions n'en forment plus qu'une à notre époque.

Tout le monde au contraire est d'accord quand il s'agit de savoir devant qui doit être intentée la réintégrande.

Il est certain, en effet, que la réintégrande comme la complainte et la dénonciation de nouvel œuvre doit être intentée dans l'année de la dépossession et devant le Juge de paix de l'objet litigieux. L'article 6 n° 1 de la loi du 25 mai 1838 et l'article 3 n° 2 du Code de procédure civil sont formels à cet égard (2).

(1) La réintégrande pourrait-elle être exercée pour la première fois devant la Cour de cassation ? Oui si celui qui avait intenté la réintégrande avait échoué pour défaut de possession annale. V. Cass. 5 août 1879, S. 1879, 4, 405. — Cass. 19 août 1839, S. 1839, 4, 641. V^o, note sous cassation 8 novembre 1880 (Vassel c. commune de Bozincourt).

(2) Art. 6. « Les Juges de paix connaissent en outre à charge d'appel : — 1^o des dénonciations de nouvel œuvre, complaints, actions en

Ces deux conditions pour des raisons identiques se justifient facilement. Toutes les questions qui touchent à la possession demandent une solution très rapide.

De plus, la possession, que la réintégrande a pour but de défendre, est souvent une possession de fait très difficile à prouver si ce n'est au moment même où elle s'exerce. De même comment faire la preuve après un an de la violence ou de la voie de fait qui a fait perdre cette possession déjà si difficile à établir elle-même ?

Il y aurait eu là une véritable impossibilité. Puis, et surtout, dans un état organisé, est-il possible de laisser si longtemps la violence sans repression ? Ne serait-ce pas ouvrir la porte à tous les abus ?

Evidemment si, et c'est pour cela que la loi a exigé que l'action en réintégrande fut intentée dans l'année de la violence ou voie de fait et que la jurisprudence, fidèle à l'esprit de la loi, a toujours rejeté toute demande de sursis formée par le défendeur à une action en réintégrande. « Ce sursis, dit avec raison un arrêt de la Cour de cassation du 11 mai 1841, doit être refusée comme contraire au principe *spoliatus ante omnia restitendus* (1). »

Cette nécessité, dans l'intérêt de la paix sociale, de rétablir aussitôt dans sa possession celui qui en a été dépouillé par violence reconnue de tout temps, a fait que

réintégrande et autres actions possessoires fondées sur des faits également commis dans l'année. »

(1) D. 1841, 1, 242.

toujours la réintégrande a dû être intentée dans un bref délai.

Nous savons qu'au temps de Beaumanoir déjà l'on exigeait qu'elle fut exercée dans l'an et jour et même précédemment les assises de Jérusalem exigeaient qu'elle fut intentée dans les 40 jours. C'est ce même désir d'arriver à une solution rapide qui avait fait emprunter au droit canonique la procédure du *summariissimum*.

Les mêmes raisons devaient nécessairement conduire à notre époque le législateur à choisir la compétence des juges de paix pour toutes les actions concernant la possession. De toutes les juridictions celle des juges de paix est celle qui comporte la procédure la plus sommaire, celle à laquelle il est le plus facile de recourir pour les justiciables (1). C'est là ce qui a fait dire à M. Bioche : « quoi de plus convenable que de confier aux juges de paix la connaissance des actions posses-

(1) L'ordonnance de 1667 donnait, à celui qui avait été dépossédé par violence ou voie de fait, pour intenter la réintégrande, le choix *entre l'action civile et ordinaire, ou l'action criminelle et extraordinaire*. Cette disposition n'ayant pas été répétée par nos lois, on doit la regarder comme abrogée. Aujourd'hui les tribunaux correctionnels peuvent bien punir le spoliateur de sa violence ou voie de fait et le condamner à des dommages-intérêts envers le spolié, mais ils ne peuvent ordonner la réintégration du possesseur déjeté dans son bien.

L'ordonnance de 1667 défendait à celui qui s'était pourvu au criminel d'intenter ensuite l'action civile, si ce n'est *qu'en prononçant sur l'extraordinaire on lui eût réservé l'action civile*. Nous croyons que cette décision de l'ordonnance de 1667 doit être également considérée

soires? » « Ces magistrats sont plus rapprochés des justiciables et des lieux contentieux, connaissant mieux les usages et les habitudes des populations agricoles au milieu desquelles ils vivent, devant eux les enquêtes sont plus faciles, la procédure est plus rapide, plus économique (1). » Toutes ces raisons vraies quand il s'agit des autres actions possessoires, le sont encore plus pour la réintégrande.

Comment en effet des juges, souvent éloignés, auraient-il pu savoir aussi facilement que le juge de paix, qui est sur les lieux même, s'il y a eu cette possession ou cette détention tranquille et publique qui donne droit à la réintégrande. Il leur aurait fallu un temps beaucoup plus long pour faire leur enquête et se faire une opinion. Or, s'il est déjà pernicieux pour la paix publique que quelqu'un puisse être longtemps troublé dans sa possession, la violence doit encore être plus vite réprimée. C'est pour cela que la loi a bien fait de donner aux juges de paix la connaissance des actions en réintégrande et ce pouvoir, qui peut paraître exorbitant, de rétablir un individu dans la possession quelquefois la moins justifiée. L'intérêt public exigeait que le juge de paix put immédiatement trancher le débat

comme abrogée et que celui qui aurait fait condamner son adversaire en correctionnelle pour des voies de fait, pourrait encore former une demande en réintégrande devant le juge de paix pour rentrer en possession de son bien. — Belime, n° 392.

(1) Bioche, introduction, p. 8.

au risque de rendre la possession à quelqu'un qui en est indigne.

En ordonnant ainsi que le possesseur dépouillé soit, avant toute discussion, rétabli dans sa possession, le juge de paix, du reste, agit moins en magistrat qu'en officier de police, en vertu d'une espèce d'*imperium mixtum* semblable à celui du prêteur à Rome (1).

8° Effets de la Réintégrande.

Si la réintégrande se rapproche de la complainte en ce qu'elle doit, comme elle, être intentée dans l'année et devant le juge de paix, elle en diffère totalement au point de vue des effets. La réintégrande a uniquement pour but le rétablissement de l'état de fait antérieur à la violence ; la restitution de l'objet litigieux et c'est tout.

Du reste ces effets, aujourd'hui comme au temps de Baumanoir, ne sont que provisoires, même au point de vue de la possession. Cela est si vrai que la partie qui a succombé peut fort bien se pourvoir par la voie de la complainte contre celle qui a obtenu gain de cause sur la réintégrande et triompher à son tour dans cette seconde instance.

Sur ce point, du reste, tous les auteurs qui distin-

(1) Le projet de loi sur les justices de paix, actuellement soumis aux Chambres, conserve aux juges de paix la connaissance de l'action en réintégrande. Séance du 17 mars 1894, annexe 548.

guent la réintégrande de la complainte sont d'accord. C'est ainsi que Henrion de Pansey nous dit : « Celui qui succombe sur une demande en complainte ne peut plus agir qu'au pétitoire ; mais que la voie possessoire, au contraire, est encore ouverte à celui qui, sur une demande en réintégrande, a été condamné à restituer l'objet dont il s'était emparé par violence. »

Voici l'exemple qu'il en donne : « A mon retour d'un voyage de quelques mois, je trouve ma maison occupée et j'y rentre par la force. Si l'usurpateur, ainsi dépouillé, demande à être réintégré dans la maison, il l'obtient ; mais comme il n'avait pas encore la possession annale, je puis immédiatement après l'exécution du jugement, former contre lui une demande en complainte, et sur cette demande je suis rétabli dans mon ancienne possession ; de manière, comme le dit Beaumanoir, que l'on peut intenter l'action en réintégrande pour telle chose qui emporterait le hart (1). »

Bioche nous dit de même : « Celui qui succombe dans la réintégrande peut, à son tour, intenter la complainte s'il avait auparavant le droit de possession ; elle est préjudicielle à l'action en complainte, comme celle-ci est préjudicielle à l'action pétitoire (2). »

C'est encore ce que nous lisons dans Proudhon :

« Dans le jugement à rendre sur l'action en réinté-

(1) Henrion de Pansey, ch. 52, p. 504 et ss.

(2) Bioche, p. 68. — Dans le même sens, Carou, n° 69.

grande on doit faire application de la maxime *Spoliatus ante omnia restituendus*; c'est-à-dire qu'on doit d'abord s'assurer du fait de la violence exercée par l'une des parties contre l'autre : *Ante omnia violentie causam examinari præcepimus* (1) et que, sans s'arrêter à aucune autre considération qu'à celle du délit de violence, on doit, avant tout, en ordonner la répression en condamnant le délinquant à délaissier la chose entre les mains de celui auquel, par force, il en avait arraché la possession.

Tout cela est fondé sur ce qu'il ne peut jamais être permis à personne de se rendre justice à soi-même, et que le bon ordre exige que toute voie de fait illégale soit réprimée.

Une conséquence remarquable qui résulte de là ; c'est qu'en supposant qu'une personne étrangère se soit, sans emploi de la force, mise en possession de mon héritage, qu'averti de ce fait et survenu ensuite, j'ai chassé par violence cet intru de son indue possession pour me replacer moi-même dans la jouissance de mon fonds ; que dans cet état de choses, je sois assigné en réintégrande par ce possesseur violemment par moi déjeté : je ne serai pas recevable à alléguer pour ma défense, dans cette cause, que c'est moi qui *suis le propriétaire*, et même le seul possesseur légitime du fonds, attendu que, jusque là, il ne peut être question que de

(1) L. 7., *cod., ad legem Juliam de vi*, lib. 9, tit. 42.

faire statuer sur le fait de la violence dont je suis accusé : *Ante omnia violentiæ causam examinari præcipimus*. En sorte que ce fait ayant été une fois constaté, je n'en devrai pas moins être condamné à déguerpir d'une possession que je n'aurai reprise qu'en voulant me rendre justice à moi-même et par l'emploi de la force.

Mais quand j'aurai satisfait au jugement de réintégration, et à supposer que je sois encore à délai utile, je pourrai, à mon tour, assigner ma partie adverse au possessoire, attendu que, jusque là, le tribunal n'aura statué que sur le fait de *la violence*, sans juger du mérite de la possession qui m'appartenait lorsque l'étranger est venu s'emparer de mon héritage (1). »

A ceux de nos adversaires, qui comme M. Troplong ne veulent pas comprendre l'utilité de cette action qui commence par remettre le spolié dans une possession qui ne lui appartient pas, sauf à la lui retirer dès qu'il y sera établi ; nous répondrons, avec la Cour de cassation dans un arrêt du 23 novembre 1846, « que ne pas admettre cette exception, ce serait méconnaître le principe que celui qui est violemment dépossédé doit être rétabli dans sa possession et créer une sorte de droit de se faire justice à soi-même ».

Du reste la Cour de cassation fidèle à sa théorie géné-

(1) Proudhon, *Traité du domaine de propriété*, T. 2, nos 490, 491 et 492.

rale sur la réintégrande a toujours avec soin distingué, au point de vue des effets, la réintégrande des autres actions possessoires et surtout de la complainte « car, dit-elle, à l'égard des premières le jugement assure au possesseur une possession *civile, légale, définitive* et qui ne peut être renversée qu'au pétitoire ; tandis que, à l'égard de la seconde, le jugement ne rend au détenteur que sa jouissance momentanée, matérielle, provisoire, et qui peut être anéantie, même au possesseur » (1).

Et dans un autre arrêt de la Cour de cassation du 12 août 1874, nous lisons également :

« Attendu qu'à la différence de ce qui a lieu pour l'action en complainte, une possession naturelle et actuelle peut donner lieu à l'action en réintégrande ;

Que le jugement qui admet une action en réintégrande ne reconnaît et n'attribue pas au demandeur une possession annale réunissant les caractères exigés par les articles 2229 du Code civil, et 23 du Code pénal, et ne saurait, par suite, *faire preuve, dans une nouvelle instance* engagée entre les mêmes parties, d'une possession de cette nature..... (2) »

En un mot, la jurisprudence et les auteurs, sont d'accord pour reconnaître qu'aujourd'hui comme au temps du procès que nous racontait Beaumanoir, les effets de

(1) Arrêt, 28 décembre 1826. — D. 1827, 1, 107.

(2) Cass., 12 août 1874. — D. 1876, 1, 501.

la réintégrande ne sont absolument que provisoires et ne préjugent en rien non seulement la question de la propriété mais même celle de la possession.

CHAPITRE III

LA RÉINTÉGRANDE EN DROIT ÉTRANGER ET DANS LES PROJETS DE RÉFORMES DE NOTRE CODE DE PROCÉDURE CIVILE.

Dans les deux chapitres précédents nous nous sommes efforcés de justifier la théorie de la cour de cassation, qui, fidèle aux traditions du passé, distingue encore la réintégrande des autres actions possessoires. Nous avons essayé de prouver avant tout, que cette action dont personne ne conteste l'utilité aux XIII et XIV siècles ne pourrait encore cesser d'exister à notre époque sans faire courir un grand danger à la paix publique.

Jetons maintenant un coup d'œil sur les législations étrangères pour voir si l'on y reconnaît l'utilité d'une action analogue à la réintégrande.

Aux termes de l'article 439 du Code civil du canton de Fribourg :

« Tout possesseur actuel et même le simple détenteur qui a été dépossédé par violence ou par vol peut, dans le délai de la prescription ordinaire, demander à être réintégré dans sa possession ou détention (1). »

(1) Cité par M. Duffau-Lagarosse dans sa thèse, sur la valeur de la distinction traditionnelle des actions possessoires, p. 162.

Le code de procédure civile du canton de Genève suit les mêmes principes dans son article 261 : « Le demandeur ne sera recevable à agir que si au moment du trouble ou de la dépossession, il avait par lui ou par ses auteurs une possession paisible, publique et à titre de propriétaire.

« *Cette possession devra être d'un an au moins, sauf le cas de dépossession par violence.* »

Dans le Code civil néerlandais, nous lisons également :

« Lorsque le possesseur aura été dépossédé par violence, il aura l'*action en réintégrande*, tant contre ceux qui ont employé la violence que contre ceux qui l'ont ordonnée ; ils sont tous solidairement obligés.

« *Pour être recevable dans cette action, il suffit que le demandeur prouve le fait de la dépossession* (1). »

Le Code civil italien lui aussi, dans son article 695 (2), accorde la réintégrande à celui qui a été dépossédé d'un bien quelconque mobilier ou immobilier.

« Celui qui a été violemment ou furtivement dépouillé de la possession d'une chose mobilière ou immobilière, *quelle que fut sa possession, peut dans*

(1) Codes néerlandais, art. 619.

(2) Art. 695 : « Chi è stato violentemente od occultamente spogliato del possesso, qualunque esso sio, di una cosa mobile ad immobile, può entro l'anno dal sofferto spoglio chiedere contra l'autore di esso di venir reintegrato nel possesso medesimo. »

l'année où il a subi cette spoliation, demander contre l'auteur de cette spoliation d'être réintégré dans la possession elle-même. » Et l'article 697 ajoute : « *La réintégrande dans la possession au cas de spoliation, n'exclut pas l'exercice des autres actions possessoires de la part de tout légitime possesseur (1).* »

Enfin, la nouvelle loi belge du 25 mars 1876 adopte complètement la théorie de notre Cour de cassation. Son article 4 est en effet ainsi conçu :

« *Les conditions indiquées au n° 2 et au n° 3 (une possession annale et juridique) ne sont pas requises quand la dépossession ou le trouble a été causé par violence.* »

M. Wodon, partisan convaincu de l'opinion qui confond la réintégrande avec la complainte, tout en déplorant cette nouvelle loi, en résume très bien les résultats :

« Désormais, dit-il, en Belgique, la réintégrande visée par cette disposition n'est donc plus une action possessoire proprement dite ; elle n'a plus la possession juridique pour objet. Elle a pour unique fondement la réparation d'un fait illicite et contraire à la paix publique dont s'est rendu coupable l'auteur du trouble ou de dépossession, causé par violence ou voie de fait à l'égard de la simple détention matérielle d'un immeuble

(1) Art. 697 : « *La reintegrazione nel possesso in caso di spoglio non esclude l'esercizio delle altre azioni possessoire da parte di qualunque legittimo possessore.* »

ou d'un droit immobilier susceptible de prescription acquisitoire. Elle n'est plus qu'une action possessoire *sensu latissimo*, ayant pour objet et pour base la simple détention. C'est l'application la plus large et la plus outrée du principe *spoliatus ante omnia restitendus*.

C'est une espèce d'action aquilienne ou l'application de l'article 1382 du Code civil, étendu à la détention des immeubles et des droits immobiliers susceptibles de prescription.

En un mot, c'est la consécration de toutes les notions admises par la jurisprudence française et que nous avons si longuement débattues (1). »

Tous ces textes prouvent que beaucoup de législations étrangères ont reconnu la nécessité de sanctionner le système de la Cour de cassation. On ne peut que regretter qu'en France la doctrine de la distinction entre la complainte et la réintégrande n'ait pas encore reçu la consécration législative. Il ne faudrait pas en conclure que l'utilité de la réintégrande n'est pas reconnue par nos législateurs ; au contraire, les différents projets de réforme du Code de procédure civile qui ont été successivement soumis aux Chambres en 1865, en 1868 et enfin en 1894 ont tous été d'accord pour faire de la réintégrande une action spéciale donnée même au sim-

(1) Léon Wodon, *Traité théorique et pratique de la possession et des actions possessoires*, t. 1, p. 147.

ple détenteur. Lisons du reste l'exposé des motifs du projet de 1894, qui ne fait que reprendre les idées des deux précédents ; mieux que tous les commentaires, il nous renseignera sur les idées de nos législateurs au sujet de la réintégrande (1) :

« La commission de 1865 avait proposé d'ajouter à l'article 23 du Code de procédure civile une disposition spéciale portant que la possession annale ne serait pas nécessaire pour l'exercice de l'action en réintégrande, et la commission de la Chambre en 1888 avait adopté un texte identique. Ce n'était pas, à vrai dire, une idée nouvelle, car, après quelques hésitations, une jurisprudence aujourd'hui bien établie décide que l'action en réintégrande n'est pas subordonnée, comme les autres actions possessoires, à la preuve d'une possession réunissant les conditions prescrites par l'article 23 du Code de procédure. Elle peut être déclarée recevable par cela seul que le demandeur prouve sa possession actuelle et sa dépossession par violence ou voie de fait (Dalloz, *Code de procédure civile annoté*, sur l'art. 23, n^{os} 780 et suiv.). Le projet de 1865 et le projet de 1888 avaient donc seulement l'avantage de confirmer par une disposition expresse de la loi le système consacré par l'interprétation judiciaire. Cette confirmation nous semble utile, en effet, et elle justifie l'article 2 de notre projet

(1) V. projet de loi portant revision du Code de procédure civile, *Journal Officiel* des 7, 9, 11 et 12 juin 1894. Annexe 596, p. 665.

qui exprime la même idée que les projets antérieurs en termes différents et qui les complète. Nous n'exigeons pas la possession annale pour l'exercice de l'action lorsque la dépossession ou le trouble aura été causé par violence ou voies de fait, et tels sont bien les caractères *essentiels de la réintégrande*; et de plus, nous accordons l'action non seulement au possesseur, mais même au simple détenteur de l'immeuble pour faire apparaître nettement notre intention de la donner même à celui dont la possession est précaire. »

Et l'article 2 proposé à la suite de cet exposé des motifs est ainsi conçu :

« Lorsque la dépossession ou le trouble aura été causé par violence ou voie de fait, l'action possessoire peut être exercée bien que le demandeur soit depuis moins d'une année possesseur ou même simple détenteur de l'immeuble. »

On peut, croyons-nous, faire à ce projet plusieurs critiques. Il sanctionne bien la théorie de la Cour de cassation mais malheureusement il s'en tient là. Nos législateurs en effet manquent d'audace : ils ne remarquent pas qu'ils se trouvent dans une situation toute différente de celle des jurisconsultes de la Cour de cassation. Ceux-ci sont obligés de faire tenir tant bien que mal leur théorie dans les termes mêmes employés par l'article 2060 du Code civil, par l'article 23 du Code de procédure civile et par l'article 6 de la loi du 25 mai 1838 qui citent la réintégrande parmi les actions possessoires. Ils ont dû, pour ne pas

donner une entorse trop forte à la loi, considérer la réintégrande comme une action possessoire au moins quant à son objet et ne la faire porter que sur des immeubles. Mais cette théorie est contredite par le caractère interne de la réintégrande, qui est plus vaste et doit s'étendre jusqu'aux meubles dans le cas où ils pourraient donner lieu à une revendication. Pourquoi nos législateurs ne reconnaîtraient-ils pas à la réintégrande ses caractères spéciaux et n'en feraient-ils pas à l'exemple de la législation italienne une action donnée à l'occasion de la dépossession d'un bien quelconque. De la sorte ils dégageraient la réintégrande des actions possessoires, provisoirement du moins, en attendant que la réforme si longtemps attendue du Code civil permette de lui donner une place spéciale au début, par exemple, du droit des choses.

Il serait dit alors : que les liens de fait qui nous unissent avec les choses, ne peuvent être rompus par violence ; que nulle personne ne peut être forcée de répondre en justice si elle a été dépouillée par violence ; qu'elle peut même intenter une action pour être replacée dans sa situation primitive.

On pourrait encore donner à la réintégrande une autre place. La considérer comme une loi d'ordre absolument général, profitant aussi bien aux étrangers qu'aux citoyens français, et la placer comme telle dans le préambule du Code civil près de la disposition, par

exemple, qui assure la garantie des lois de police à tous les habitants (1).

Même si l'on voulait absolument laisser la réintégrande dans le Code de procédure, il faudrait lui donner encore une place à part. Il faudrait indiquer que le juge ne doit point examiner un état de fait troublé par la violence, qu'il faut avant que la théorie des actes de procédure puisse se développer normalement que l'état de fait paisible ait été rétabli : que sans cela il pourrait en résulter un préjudice pour l'une des parties, que sa situation, en effet, en serait peut-être modifiée.

Je veux bien qu'il ne soit pas question de telles modifications actuellement, mais que, du moins, nos législateurs ne les rendent pas impossibles : qu'ils débarrassent une fois pour toutes la théorie de l'annomalie que produit la réintégrande parmi les actions possessoires. Le reste viendra plus tard.

(1) Art. 3 du Code civil.

CONCLUSION

Nous avons terminé notre étude sur la réintégrande. Il ne nous reste plus qu'à en tirer les conclusions qui en découlent naturellement.

L'absence de textes précis et la multiplicité des systèmes en présence s'appuyant tous sur l'histoire diversement interprétée, nous ont forcé nous aussi, avant d'aborder le fond même du sujet, à une étude approfondie de l'histoire de la réintégrande. Nous avons dû rechercher non seulement à quelle date elle était apparue en France, mais surtout à quelle époque au point de vue économique et social son besoin se faisait sentir. Pour cela nous avons comparé le moment de sa naissance en France aux époques qui ont vu naître des actions analogues chez d'autres peuples et notamment chez les grecs et les romains. La conclusion que nous avons tirée de cette étude historique est que l'apparition d'une action analogue à la réintégrande est un fait important dans l'histoire d'un peuple, qui marque une étape dans la constitution d'un état. Pour que ce principe que « *nul ne peut se rendre justice à lui-même* »

soit proclamé, il faut déjà qu'un peuple soit sorti de la première période de formation. Il faut qu'un besoin d'ordre, de paix, de stabilité, se soit fait sentir chez les individus d'une part; et que d'autre part un pouvoir central fort et vigoureux, profitant de cet état des esprits ait pris une autorité suffisante pour empêcher désormais les luttes entre les particuliers. Nous avons vu que cette absence d'un pouvoir central fort avait empêché les états de la Grèce de connaître une action semblable à la réintégrande. A Rome au contraire, où le pouvoir central dès le V^e siècle fut fortement établi, nous avons aussi de très bonne heure rencontré une action défendant aux citoyens de se rendre justice eux-mêmes.

De même en France dès que la royauté avec Saint-Louis put faire entendre sa voie son premier soin fut d'emprunter au droit canon la fameuse maxime : « *spoliatus ante omnia restituendus* ».

Du canon *reintegranda sunt*.., de qui ne contenait qu'une exception dilatoire en faveur d'un évêque dépouillé de son siège tant qu'il ne serait pas rétabli, on tira aussitôt une action comme plus tard sous le nom, qu'elle a gardé depuis, de réintégrande.

Née d'un besoin de paix et de tranquillité publique cette action en gardera au point de vue juridique un caractère très particulier. Ce sera toujours une action excessivement générale. De plus elle aura un caractère propre. Ce sera toujours en vertu d'un intérêt d'ordre public que la victime d'une spoliation demandera la

protection d'un intérêt privé. Il ne faut pas que quelqu'un soit juge en sa cause, avons-nous lu dans le livre des droiz et commandements (1) : « *et convient que par justice la chose soit recouvrée.* » De même à notre époque les arrêts de la Cour de cassation proclament : « *que celui qui a été dépossédé par violence ou voie de fait doit avant tout rentrer dans sa possession : spoliatus ante omnia restituendus..... que c'est sur ces principes conservateurs de l'ordre social et de la paix publique que repose l'action en réintégration.* »

Ces principes devaient nécessairement entraîner une série de conséquences que nous retrouvons pour ainsi dire solidifiées dans la structure de la réintégration depuis son origine jusqu'à l'époque actuelle. Une action créée dans un intérêt d'ordre public ne peut attendre pendant longtemps une solution, surtout dans une matière aussi grave que la violence. Il faut que le trouble de la paix soit aussitôt arrêté ; autrement, surtout dans les campagnes, où la force publique est éloignée ou trop dispersée, il y aurait un véritable danger social.

C'est pour cela que notre action se présente avec une procédure excessivement sommaire.

Il faut que celui qui tranche le procès soit sur les lieux pour pouvoir de suite se renseigner sur les faits ; qu'il ait la pratique de la vie et des usages du pays

(1) N° 710, *op. cit.*

pour se rendre compte de leur gravité. De là la compétence du juge de paix.

Comme il est nécessaire que tout se fasse dans le minimum de temps possible, on se dispensera d'examiner les qualités des personnes, l'objet de leurs actions, le temps de la possession. Tout cela, demandant généralement un examen prolongé, est supprimé.

De toutes les conditions exigées pour l'exercice des actions possessoires en général, on ne conserve que celle qui, dans un but de célérité, exige que ces actions soient intentées dans l'année du trouble ou de la violence.

La réintégrande doit être intentée dans l'année. Si les parties ont attendu plus d'un an, c'est que rien ne les pressait, la paix n'était donc pas troublée. Par conséquent, pas de raisons spéciales pour intenter la réintégrande. De plus, qu'est-ce qui s'efface plus vite de la mémoire que les traces d'une voie de fait? Il fallait une solution immédiate.

Comme on le voit, notre action n'est que l'expression juridique d'un seul principe : *le respect de la paix sociale*. Elle est d'une utilité incontestable, non pas tant par l'usage actuel que l'on en fait (usage pourtant encore assez fréquent), que par celui que l'on pourrait en faire. Elle est une sauvegarde et un frein. L'on peut, à bon droit, se demander ce que deviendraient sans cette action l'ordre social et la paix publique.

Ce qui prouve encore l'utilité de cette action, c'est

que, comme nous avons pu le constater, un grand nombre de législations étrangères ont une action analogue à la réintégrande.

Il ne nous resterait, en terminant, qu'à souhaiter de voir le législateur français reconnaître, lui aussi, cette importance de la réintégrande et la dégager définitivement des actions possessoires.

Vu :

Le Professeur Président de la thèse,

RAOUL BIVILLE.

Vu :

Le Doyen de la Faculté,

EDOUARD VILLEY.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Université de Caen,

E. ZÉVORT.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	1
PREMIÈRE PARTIE	
HISTOIRE DE LA RÉINTÉGRANDE.	
CHAPITRE I ^{er} . — Droit grec. — Droit romain.....	11
SECTION I ^{re} . — <i>Droit grec</i>	11
SECTION II. — <i>Droit romain</i>	17
CHAPITRE II. — Formation de la réintégrande. — Ses caractères originaires.....	45
SECTION I ^{re} . — <i>Du V^e au IX^e siècle. — Persistance de l'unde vi</i>	45
SECTION II. — <i>Du IX^e au XII^e siècle. — La règle spoliatus ante omnia restituendus</i>	56
SECTION III. — <i>XIII^e siècle. — La réintégrande en France</i> .	63
SECTION IV. — <i>Caractères de la réintégrande aux XIII^e et XIV^e siècles</i>	72
SECTION V. — <i>Parallèle entre la réintégrande et la complainte</i>	93
CHAPITRE III. — La réintégrande du XIV ^e siècle à l'ordonnance de 1667.....	97
CHAPITRE IV. — La réintégrande dans l'ordonnance de 1667.....	109

DEUXIÈME PARTIE

LA RÉINTÉGRANDE DANS LE DROIT ACTUEL.

CHAPITRE I ^{er} . — La réintégrande dans la doctrine et la jurisprudence.....	126
CHAPITRE II. — Nature, conditions et effets de la réintégrande.....	157
CHAPITRE III. — La réintégrande en droit étranger et projet de réformes en droit français.	219
CONCLUSION.....	227

GRANDE IMPRIMERIE DE BLOIS.

EMMANUEL RIVIÈRE, Ingénieur des Arts et Manufactures. X 5044
